

Supplément «Initiatives» Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14802 - 6 F

MERCREDI 8 JANVIER 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNIE

roïne et uranium

Le roïne et l'uranium... C'est un sujet qui a suscité beaucoup d'intérêt ces dernières années. L'uranium est un élément chimique qui sert à produire de l'énergie nucléaire. Le roïne est un minerai qui contient de l'uranium. Les deux sont donc liés. Mais il y a une différence : le roïne est une ressource naturelle, tandis que l'uranium est un produit industriel. C'est pourquoi il est important de bien comprendre les enjeux de cette ressource.

Cambodge : le temps presse

QUE font donc les Nations Unies au Cambodge ? Depuis la signature des accords de paix de Paris, le 23 octobre, il semble bien que l'organisation internationale, pourtant garante du processus de réconciliation et de démocratisation dans ce pays dévasté par deux décennies de guerre et de malheur, marque le pas.

Alors que l'opposition tente de former un gouvernement

M. Chevardnadze prêt à jouer un rôle politique en Géorgie

Au lendemain de la fuite du président géorgien Zviad Gamsakhourdia en Arménie, des affrontements dans deux villages proches de Tbilissi ont fait dix morts, mardi 7 janvier. M. Edouard Chevardnadze s'est déclaré disposé à regagner sa terre natale pour prendre part au processus démocratique. Il a préconisé l'organisation rapide d'élections législatives et présidentielles. Toutefois, le retour de l'ancien ministre des affaires étrangères soviétique divise l'opposition.

«Trois millions de coups de feu»

TBILISSI
de notre envoyé spécial
«Ils ont tué la démocratie. Mais le président reviendra sûrement et il sera réélu», dit Eteri, une femme d'une cinquantaine d'années qui raconte en pleurant le départ du président Zviad Gamsakhourdia du Parlement de Tbilissi dans lequel il était retransmis depuis plus de deux semaines. «Il était 3 heures du matin. Le président nous a tous réunis et a déclaré : «La situation devient trop dangereuse, nous devons quitter cet endroit car je sais qu'ils vont l'attaquer et même le faire brûler. Ceux qui

Les socialistes et l'«élan nouveau» souhaité par M. Mitterrand

M. Laurent Fabius prendra la tête du PS en accord avec M. Michel Rocard

M. Pierre Mauroy a annoncé au bureau exécutif du Parti socialiste, réuni mardi matin 7 janvier, qu'il remet son mandat de premier secrétaire du parti entre les mains du comité directeur. Celui-ci est convoqué le jeudi 9 janvier en fin de matinée pour désigner le successeur de M. Pierre Mauroy. Le maire de Lille a confirmé qu'il proposera l'élection de M. Laurent Fabius, seul à même selon lui, sur la base d'un accord avec M. Michel Rocard, de permettre une «synthèse» au sein du parti. Lors de ses vœux à la presse, lundi, M. François Mitterrand a inscrit cette succession dans la perspective d'un «élan nouveau» et indiqué qu'il aura des «relations amicales» avec le futur premier secrétaire.

Le fait accompli

par Patrick Jarreau
Les bureaux parisiens du maire de Conflans-Sainte-Honorine, l'entente entre les deux anciens premiers ministres devrait se concrétiser par un accord permettant la désignation de M. Fabius au poste de premier secrétaire du PS avec l'appui des rocardiens. La marche du temps est impitoyable pour M. Mitterrand.
Comme s'il avait une conscience aiguë de tourner la page qu'ils avaient ouverte ensemble, il y a vingt ans, au congrès d'Epinay, M. Pierre Mauroy s'est réuni avec insistance, mardi matin, devant le bureau exécutif, à l'œuvre du président de la République, en

Koweït : un régime imperturbable

Dix mois après la libération de l'émirat, le fossé s'est encore élargi entre le pouvoir et l'opposition, malgré les promesses de démocratisation

KOWEÏT
de notre envoyé spécial
Les «quartiers palestiniens» de Nagra, Hawalli et Farwaniyah n'ont plus de palestiniens que le nom. Jadis trente à soixante pour cent des habitants y étaient occupés par des Palestiniens. Aujourd'hui, dix mois après la libération de l'émirat, ils n'y sont plus qu'une faible minorité. Leurs magasins et boutiques sont toujours là, mais ont changé de propriétaires ; les rues ont perdu leur animation d'antan.
Les immeubles qui comptaient une vingtaine de familles n'en abritent plus que trois ou quatre ou sont peu à peu en train de se peupler de Sri-Lankais, de Philippins ou de Thaïlandais qui commencent à donner à ces quartiers

L'Eglise et l'affaire Touvier

MAINTENANT, JE FERAIS BIEN UNE ENQUÊTE SÉRIEUSE SUR LA RÉSURRECTION DU CHRIST !

Le rapport d'historiens sur les protections dont Paul Touvier a bénéficié dans l'Eglise a fait l'objet de plusieurs mises au point de la part du cardinal Decourtray, archevêque de Lyon. Il a regretté les erreurs commises et annoncé qu'une réflexion sera engagée dans l'Eglise.
lire page 12 l'article de HENRI TINCQ

Succès pour Air France en Tchécoslovaquie
Un consortium conduit par la compagnie française contrôlera 40 % du capital de CSA
page 19

Difficultés de trésorerie pour la Sécurité sociale
La Sécurité sociale a dû recourir fin décembre à un prêt de trésorerie exceptionnel de 15 milliards de francs.
page 19

Saint Louis détient 13,8 % de Perrier
Le groupe papeter et agroalimentaire vient d'acquiescer 13,8 % du capital de la société d'eaux minérales.
page 19

Naissance des «emplois familiaux»
Réductions d'impôt à la clef, le gouvernement espère créer 150 000 emplois à domicile dans les deux ans.
page 20

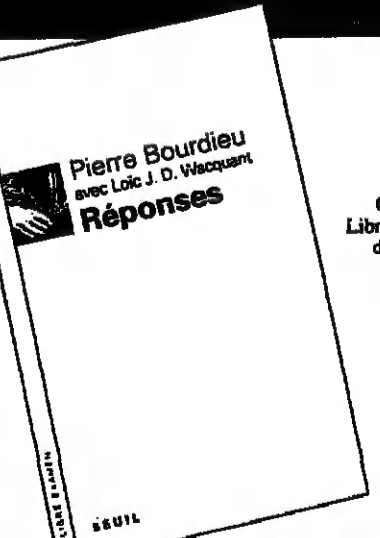

La décennie télévisuelle
II. - Le totem de la vidéosphère
page 18

SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ Trajectoires de femmes ■ Psychologie à la «une» ■ La Russie cherche sa science ■ Tisane des Andes.
pages 15 et 16

«Sur la vie» et le sommaire complet se trouvent page 24

PIERRE BOURDIEU



Collection
Libre examen
dirigée par
Olivier
Béroult.
120 F

Editions du Seuil

de la
phie

me

me

me

PROLYTE

quidation
totale
-50%

ASTRICH

NAVANT

alyse tout
l'Europe.

CE & VIE

MOBILITE

PLONATEUR DE L'EUROPE

DÉBATS

Décentralisation

Nouvelles règles

par Daniel Hoefel

L n'est pas facile d'être élu local en 1991. Pourtant les lois de décentralisation avaient enteché une nouvelle dynamique et le bilan qui peut en être dressé est incontestablement positif. C'est sans complexe et en toute objectivité que les responsables des communes, des départements et des régions peuvent affirmer qu'en rapprochant les centres de décision du terrain, la décentralisation a permis une meilleure maîtrise des dépenses de fonctionnement et un exceptionnel effort d'investissement tant quantitatif que qualitatif. Les lycées et les collèges témoignent de l'aptitude des régions et des départements de faire face, beaucoup mieux que l'Etat, aux exigences de l'éducation. Et ce n'est qu'un exemple entre tant d'autres !

D'où vient, dans ces conditions, le désempolement voire le découragement de beaucoup d'élus locaux ?

Ils sont d'abord victimes de la désaffection générale à l'égard de la vie publique en France. Les élus locaux le sont moins que les élus nationaux, mais ils n'y échappent pas. Nos concitoyens sont de plus en plus enclins à assumer une part de responsabilités, prompts à incriminer les élus mais soucieux de cultiver leurs intérêts personnels ou catégoriels.

Une deuxième raison est à rechercher dans le non-respect d'un certain nombre de principes sur lesquels est fondée la décentralisation. L'Etat ne compense que très partiellement les compétences qu'il a transférées aux collectivités locales (par exemple lycées et collèges) ; il demande aux régions, aux départements et aux villes d'assumer financièrement des compétences qui continuent à relever de lui (par exemple universités, routes nationales) ; il charge les collectivités d'assurer la mission de solidarité qui lui incombe (par exemple dotation de solidarité urbaine) ; il ne respecte pas toujours les conventions qu'il a cependant signées (par exemple contrats Etat-régions pour la voirie) ; il manque parfois à sa parole (l'Alsace en fait quelque chose, que ce soit à propos du projet synchrotron ou du TGV-Est européen et elle saura se souvenir de tels manquements).

Renforcement des compétences

Une campagne tantôt ouverte, tantôt insidieuse, tend enfin à comparer l'Etat vertueux sur le plan de la fiscalité aux collectivités locales déraisonnables du point de vue des impôts locaux. N'a-t-on pas entendu que « plus l'Etat se serre la ceinture, plus les collectivités locales dépensent » ? Alors que celles-ci honorent tout simplement ce que celui-là ne respecte pas. Dans l'ensemble, les excédents de nos collectivités, traités injustement de fâcheux, ont une conception de la gestion dont on pourrait souvent s'inspirer ailleurs. Et que l'on n'érige pas certains cas d'exception en règle générale, pour ternir l'image des élus locaux et au-delà pour susciter dans l'opinion un sentiment de défiance voire de rejet à l'égard de la décentralisation.

Comment y remédier ? D'abord en poursuivant la décentralisation : cela suppose en premier lieu une clarification des compétences pour remédier aux enchevêtrements des

responsabilités et aux trop nombreux financements croisés qui ne permettent pas à nos concitoyens de savoir qui fait quoi.

Cela suppose ensuite un renforcement des compétences des collectivités territoriales. Il n'est pas réaliste de demander un transfert des universités aux régions.

Cela suppose aussi que soit enrégimenté et inversé le mouvement de départ de trop de centres de décision économiques, financiers et sociaux vers la région parisienne. La réussite de certains voisins de la France, et en particulier de l'Allemagne, s'explique par une véritable décentralisation qui y est synonyme d'aménagement de territoire et de développement équilibré.

Cela suppose enfin que l'Etat définisse clairement les priorités qui guident son action du point de vue aménagement du territoire et grands travaux et qu'il les place dans une perspective européenne.

Il est inconcevable à cet égard que le TGV-Est européen, instrument privilégié d'ouverture de la France sur l'Europe centrale, soit en panne, alors que l'ICE allemand avance à grande vitesse de Mannheim vers Munich et puis vers Vienne.

Intercommunalité et simplification

Au niveau des structures, l'efficacité suppose un renforcement de l'intercommunalité et la recherche d'une simplification des niveaux de collectivités.

L'intercommunalité a connu depuis vingt ans bien des vicissitudes. La France et ses élus sont attachés au libre choix des formes de coopération. Ce libre choix ne doit cependant pas être un prétexte pour ne rien faire. Il doit conduire à une accentuation de la coopération tant dans les agglomérations urbaines qu'en milieu rural.

La simplification des niveaux de collectivités est évoquée à intervalles réguliers. Le département, structure de proximité, garde la faveur de la majorité des Français. La région apparaît comme une collectivité comparable à celles qui, dans les autres pays européens, incarnent une décentralisation efficace. Les Jacobins sont très attachés au maintien d'une multitude de structures intermédiaires, remparts protégeant l'Etat centralisateur. Ce seul constat devrait inciter ceux qui sont attachés à une poursuite de la décentralisation à engager une réflexion sans préjugé sur les sources de pouvoir intermédiaires. Mais en tout état de cause, la mise en œuvre d'une véritable

déconcentration apparaît plus urgente que ce débat souvent théorique.

Quant aux hommes, les remèdes à trouver se situent tant au niveau des élus qu'à celui de la fonction publique territoriale.

Le statut des élus est indispensable. Encore faut-il que son contenu ne se retourne pas contre eux. Nul ne conteste la nécessité de prévoir un système d'indemnités et de garanties qui facilite l'émergence d'élus locaux dans tous les secteurs professionnels. Mais le fait de mettre à la charge des seules communes - notamment des petites - les indemnités revalorisées des maires et des adjoints nous risque-t-il pas de se retourner contre ceux-ci et d'alimenter les critiques et suspicions ?

Quant à la fonction publique territoriale, celle-ci souffre du cascan statutaire dans lequel elle est enserrée et de son manque d'attractivité. Or les collectivités territoriales ont besoin, compte tenu des responsabilités qui leur incombent aujourd'hui, de fonctionnaires de qualité. Pour qu'elles puissent conserver ceux qui sont à leur service et en recruter d'autres, le statut de la fonction publique territoriale doit être adapté aux réalités locales et concrétiser les principes sur lesquels il a été fondé lors de son adoption.

C'est à ces conditions que la décentralisation pourra retrouver un nouveau souffle et prendre un nouveau départ. La France a du retard par rapport à ses partenaires quant aux responsabilités et aux moyens qu'elle confie à ses collectivités locales. Or, la préparation aux échéances européennes passe aussi par une adaptation du rôle des structures territoriales. Les élus locaux ont su assumer efficacement les responsabilités qui leur ont été confiées jusqu'à présent. Qu'on leur fasse confiance pour en assumer davantage et qu'on leur confie à cet effet les instruments nécessaires. Un Etat fort a besoin de collectivités territoriales fortes. Il en est ainsi chez beaucoup de nos partenaires. Pourquoi la France s'obstinerait-elle à faire exception ? N'ayons pas une vision passéiste et tournons-nous vers l'avenir !

► Daniel Hoefel est sénateur, président UDF du conseil général du Bas-Rhin.

L'« effet Europe »

par Charles Millon

La France est entourée d'Etats largement décentralisés ou d'Etats de la taille de nos régions. Ainsi, tout au long de nos frontières, les pays d'Europe sont-ils organisés en régions fortes, dotées de pouvoirs, en matière culturelle, intellectuelle, économique et sociale, incomparables avec ceux que la France a accordés à ses régions.

Les autres grands pays d'Europe ont plusieurs capitales : une capitale d'Etat évidemment, mais aussi des capitales régionales qui exercent certaines fonctions caractéristiques des villes internationales : elles ont une fonction économique, financière, artistique, industrielle, qui leur permet de rayonner au-delà des frontières. Ainsi, Francfort est-elle la capitale financière de l'Allemagne, Milan la capitale économique de l'Italie, comme Barcelone est le principal pôle espagnol. Toutes proches de nos frontières, un certain nombre de villes exercent un rayonnement important : ainsi Genève, pôle diplomatique et centre bancaire, ainsi Bruxelles, liée aux institutions européennes.

Il existe autour de la France un réseau de grandes cités auxquelles telle ou telle de leurs ambitions donne une vraie influence européenne. Mais qu'en est-il de la France ?

En France, il y a Paris. La seule place boursière significative de notre pays est à Paris ; le centre financier de la France est Paris. C'est à Paris que se fait plus de la moitié des dépenses culturelles de l'Etat : le centre du rayonnement artistique est Paris. Mais à Paris se trouve aussi le cœur du système universitaire français, et Paris est le centre du rayonnement intellectuel de la France. C'est à Paris, ou autour de Paris, que l'Etat lance la plupart des grands travaux d'importance nationale (arches, opéras et musées...). Paris est le centre de l'activité économique française. Et lorsqu'il s'agit pour notre compagnie aérienne nationale de définir ses lignes internationales, c'est à partir de l'aéroport de Paris que les liaisons sont établies. Quelle finalité centralisatrice pousse donc M. Bernard Attali, agnère (ou jadis ?) délégué à l'aménagement du territoire, à fermer les lignes internationales d'Air France au départ des aéroports de province ? Et pourquoi toutes les routes et les lignes ferroviaires à grande vitesse de France s'orientent-elles vers Paris ?

Il est vrai que dans une Europe de pays antagonistes, dont les frontières étaient hermétiques, toute la France massée derrière Paris don-

nait à notre capitale, et par elle à tout notre pays, une puissance de rayonnement considérable. Il a pu nous être précieux de réaliser en une seule fois des investissements importants, concevables seulement pour la nation entière, et qui nous donnaient un poids véritable vis-à-vis de nos voisins.

Capitales concurrentes

Mais cette Europe n'est plus. La libre circulation des capitaux, des hommes et des produits à l'intérieur de l'Europe des Douze va transformer considérablement nos anciennes habitudes. En effet, chaque région française frontalière est plus proche d'une des capitales régionales de nos voisins que de Paris. Il suffit de prendre une carte de l'Europe, et d'en gommer les frontières, pour comprendre qu'un habitant de l'Ain aura intérêt à prendre son avion à Genève plutôt qu'à Paris, qu'un Montpelliérain préférera s'envoler de Barcelone, un Lillois de Bruxelles, un Strasbourgeois de Francfort, plutôt qu'à aller à Roissy. Et il n'en va pas différemment pour les banques : déjà en Savoie, c'est la Caisse d'épargne de Turin qui prospecte des entreprises françaises dont se désintéressent nos banques nationales, trop centrées sur la capitale. Déjà la région Languedoc-Roussillon subit l'influence économique de Barcelone.

Lorsqu'il n'y aura plus de frontières, notre territoire national se trouvera petit à petit démembré, morcelé, rongé par l'attraction forte des grandes régions étrangères qui redessineront notre pays en zones d'influences. Aujourd'hui, le centralisme outrancier et le rassemblement à Paris des ressources de notre Etat nous préparent des lendemains blêmes où la France regrettera sa puissance diminuée, son influence éparpillée et son indépendance perdue.

Les entreprises aussi

L'Europe que nous construisons est l'espace nécessaire à l'épanouissement de notre nation dans les décennies à venir. Mais nous ne devons pas nous perdre en elle : c'est la totalité de notre territoire national qui doit désormais être « tenu », c'est-à-dire structuré autour d'unités locales fortes, que seules nos régions peuvent constituer. Pour que nos régions frontalières puissent exercer un réel attrait, elles doivent toutes voir leur capitale dotée de quelques-

unes des fonctions internationales qui permettent de disposer d'un renom et d'une influence. Ces capitales ont toutes leur histoire, leur tradition, leur grandeur. De Marseille à Lyon, en passant par Strasbourg, Toulouse, Lille ou Bordeaux, ces villes ont toutes un caractère ; associées aux autres villes de leur région, elles peuvent avoir vite l'emvergure des grandes capitales régionales étrangères. La France puisera demain sa force dans le dynamisme de ses régions, ou bien elle s'affaiblira.

La politique d'aménagement du territoire n'est pas seulement de la responsabilité des collectivités publiques : les grandes entreprises françaises doivent comprendre que leur intérêt est aujourd'hui de participer à ce renforcement de notre tissu régional, elles doivent comprendre que le poids de Paris, s'il freine trop le développement des régions, et s'il gêne leur affirmation internationale, remet en cause leurs propres perspectives de développement et de croissance. Si Air France ne met pas en place des liaisons internationales à partir des grands aéroports régionaux, nos concitoyens s'envoleront sur Swissair, Air Italia ou Lufthansa. Si nos industriels ne déploient pas leurs implantations sur l'ensemble du territoire national, alors nos voisins les feront, et attireront à eux les forces vives (intellectuelles, financières, techniques, humaines) de notre pays.

Notre responsabilité est aujourd'hui immense : c'est à nous de construire une France équilibrée, dont tout le territoire soit fermement tenu, et non plus vulnérable, comme il l'est encore, face à de puissants voisinages. C'est à nous de donner à chaque région les moyens de se défendre et d'assumer son avenir. Nous ne devons pas laisser nos provinces affronter pieds et poings liés leurs rivaux européens. Nous devons leur donner les armes qui assureront leur destin, et par là celui de notre pays tout entier. Dans une Europe divisée, les forces de la France passeraient toutes par Paris ; mais dans une Europe unie, il faudra bien à la France toutes les forces de ses régions.

► Charles Millon est président UDF du conseil régional Rhône-Alpes.

COURRIER

Le transfert d'emplois publics en province

Néologisme

Je veux rappeler que *localiser* signifie placer en un endroit déterminé et que *délocaliser* (néologisme) signifie donc ne plus situer en un lieu précis. Par exemple, très exactement, le marché des changes est délocalisé, puisque les échanges se font entre les intervenants par le moyen de terminaux électroniques qui se trouvent partout et n'importe où.

Délocaliser l'ENA signifierait que les étudiants travailleraient dorénavant en stages sur le tas, un peu partout, ou bien chez eux, par correspondance ou par écran. Délocaliser les Gobelins, que les liches travailleraient désormais en chambre, comme les gantiers ou les chapetiers d'autrefois.

Pour indiquer l'action de changer d'endroit, on dit *déplacement*, ou bien *déménagement*, ou à la rigueur *transfert*.

On appelle *impropriété* l'emploi d'un mot pour un autre, et *jargon* cet emploi voulu pour faire bien ou élitiste. La jargonaphasie (néologisme de 1953) est une maladie qui comporte, entre autres troubles, l'emploi de mots pour d'autres et un discours difficile à comprendre par les non-initiés ou pénible pour les non-cuistres.

THÉOPHRASTE MARTIN
La Tronche (Isère)

Et la France profonde ?

Le gouvernement veut transférer dans les dix ans à venir trente mille emplois publics de la région parisienne dans les autres régions. Pourtant le coût des transferts est élevé sur le plan financier (pour l'Etat comme pour les collectivités d'accueil) et sur le plan humain (difficultés pour les personnes, voire familles pour les familles). Il conviendrait d'ailleurs d'évaluer les conséquences des transferts opérés depuis trente ans sur le développement local et sur la croissance

spontanée de la région parisienne, comme leurs effets sociaux.

Mais j'apprends par la lecture du *Monde* qu'un comité stratégique pour le développement économique de l'Ile-de-France vient d'être créé par le conseil régional, avec l'appui du ministre de l'Industrie, afin d'attirer les entreprises étrangères... J'avoue ne pas comprendre. Est-ce que la région parisienne est surpeuplée ou doit-elle encore attirer de nouveaux travailleurs ?

Ce n'est pas tout : depuis trente ans, les pouvoirs publics n'ont cessé de transférer les services centraux et les établissements nationaux de l'Etat. Mais ils ne cessent également de supprimer écoles, bureaux de postes ou gares dans les villages, les bourgades et les petites villes qu'il faut précisément revitaliser. On ne peut plus parler de « Paris et le désert français », car de grandes métropoles régionales équilibrent désormais la capitale. Mais c'est la France profonde qui s'étirole : tous les élus locaux que je connais sont d'accord là-dessus.

Les décisions prises ne sont peut-être contradictoires qu'en apparence ; elles obéissent peut-être à une logique profonde. Mais il conviendrait, pour le moins, de dévoiler cette logique à l'opinion publique.

JEAN-FRANÇOIS KESLER
Nevers

Renoncements

Ne nous y trompons pas, dans l'opération de transfert des établissements publics, c'est l'ensemble des agents de l'Etat qui sont visés, au-delà, tous les administrés. Ceux-ci ne sont d'ailleurs pas dupes : le démantèlement de services publics parisiens en province ne va pas résoudre les difficultés économiques de villes frappées par la désindustrialisation et le chômage. S'il est plus que jamais nécessaire de conduire une véritable politique de développement régional, notamment par la création d'emplois industriels, elle ne sera pas favorisée par une déstabilisation des services de l'Etat.

En se déplaçant de compétences substantielles, l'Etat renonce aux tentatives d'organisation rationnelle de la vie sociale. Un tel renoncement nous paraît lourd de menaces. Car, à brèves échéances, l'Etat s'engage-t-il, en France, dans une procédure d'autoliquidation, en se volant derrière le drapeau de la décentralisation ?

FRANÇOISE BRUAND
Meudon (Hauts-de-Seine)

Coûts sociaux

On ne peut être contre la volonté générale d'insuffler des forces nouvelles aux régions. Encore faut-il s'en donner les moyens. Lorsqu'on projette de construire une autoroute, on fait une étude d'impact, et on consulte les parties concernées. Le déplacement de 4 000 emplois d'agents de l'Etat met en jeu un budget élevé. Il mérite bien une étude d'impact. Au contraire, les établissements et leurs personnels sont traités comme des pions, manipulés de façon autoritaire, sans concertation.

Un dialogue entre les ministères et les établissements concernés est déjà un minimum. Ce dialogue doit comporter une étude sociale. Quelles seront les conséquences du déménagement pour la vie professionnelle des agents du service public et de leurs conjoints ? A-t-on mesuré les importants coûts sociaux impliqués par ces transferts ? Qui indemnisera les agents déplacés en cas de perte de salaire ou de conjoint ? Y aura-t-il un transfert pertinent d'emploi ou un dégrèvement permis par des postes vacants ? Est-on sûr de ne pas casser le dynamisme des établissements déplacés ?

Les conséquences sociales doivent être mises au même niveau que les arguments techniques. Ces derniers semblent d'ailleurs bien peu importants puisque aucune étude technique concertée n'a été faite avant les prises de décision.

OLIVIER NAUD, PAUL BOURGINE
Ingénieurs au CEMAGREF, site d'Antony

Le Monde	
Edité par la SARL Le Monde	
Comité de direction :	
Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication	
Bruno Frappat, directeur de la rédaction	
Jacques Guille, directeur de la gestion	
Manuel Lubert, secrétaire général	
Rédacteurs en chef :	
Jean-Marie Colombani, Robert Solé	
(adjoints au directeur de la rédaction)	
Jacques Amalric, Thomas Fereczi	
Philippe Herremann, Jacques-François Simon	
Daniel Vernet	
(directeur des relations internationales)	
Anciens directeurs :	
Hubert Beauve-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982)	
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)	
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :	
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15	
Tél. : (1) 40-85-25-25	
Télécopieur : 40-85-25-99	
ADMINISTRATION :	
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 VRY-SUR-SEINE CEDEX	
Tél. : (1) 40-85-25-25	
Télécopieur : 40-60-30-10	

صكنا من الأصل

ÉTRANGER

Europe

Milieu

Les responsables militaires russes sont-ils encore capables de mettre en échec le président Leonid Kravtchouk engagé à fond dans une course de vitesse pour la constitution d'une armée et d'une flotte purement ukrainiennes? Tandis que les dirigeants de Kiev multiplient les faits accomplis, s'emparent de l'essentiel de la flotte de la mer Noire, les généraux et amiraux russes ont en tout cas lancé une bruyante contre-offensive par le biais de la télévision centrale.

MOSCOU

de notre correspondant

L'amiral Vladimir Tchernavine, ancien commandant en chef de la flotte soviétique, a donné la tonalité de la campagne de presse. « La tentative de s'emparer par la force de la flotte de la mer Noire », a-t-il déclaré, « est une violation flagrante de la Convention de Sébastopol de 1858, qui garantit à la Russie le libre accès à la mer Noire ». L'amiral Ivan Kaplanski, commandant en second de cette flotte dont le port d'attache est Sébastopol, a ajouté dans le même sens. L'exemple avait d'ailleurs été donné les jours précédents par l'ancien commandant en chef des troupes communistes, le maréchal Choukhov. Tous ces responsables ont souligné que les agissements des autorités de Kiev étaient contraires aux accords signés à Minsk par le président Kravtchouk et portaient atteinte aux intérêts de tous les États indépendants de la Communauté.

Aller « servir » ailleurs

De fait, l'un des seuls points à peu près clairs dans le texte signé à Minsk le 30 décembre dernier concerne la définition des forces dites « stratégiques » qui doivent rester sous le contrôle d'un commandement central. La flotte « maritime de guerre », selon la terminologie officielle, est notamment citée parmi les composantes de ces forces stratégiques. La flotte de la mer Noire est elle-même l'une des parties constituantes de cette marine de guerre. Mais l'Ukraine - notamment par la voix de son ministre de la Défense, le général Constantin Morozov - maintient qu'en tant que « puissance maritime », elle doit avoir sa marine. Le président Kravtchouk, qui s'est approprié sans vergogne l'essentiel

UKRAINE

La hiérarchie militaire russe s'insurge contre les agissements de Kiev

Les responsables militaires russes sont-ils encore capables de mettre en échec le président Leonid Kravtchouk engagé à fond dans une course de vitesse pour la constitution d'une armée et d'une flotte purement ukrainiennes? Tandis que les dirigeants de Kiev multiplient les faits accomplis, s'emparent de l'essentiel de la flotte de la mer Noire, les généraux et amiraux russes ont en tout cas lancé une bruyante contre-offensive par le biais de la télévision centrale.

des possessions communautaires, y compris les représentations diplomatiques à l'étranger, est d'ailleurs de Kiev dans l'idée qu'il vaut mieux prendre d'abord et discuter ensuite.

Sur le terrain, les choses semblent, en tout cas, aller assez vite. Les cérémonies de prestation de serment à l'Ukraine vont bon train dans les différentes régions militaires. Cinq

constamment mise en avant par les responsables, qui restent, en revanche, plus discrets sur l'autre aspect de la question également hautement « sensible » : le renforcement du poids spécifique de l'Ukraine face à la Russie, qui espérait bien imposer plus facilement sa volonté au reste de la Communauté.

Mardi, par le canal d'une télévision moscovite décidément très com-

Le Noël orthodoxe

La Russie a fêté officiellement les 6 et 7 janvier le Noël orthodoxe, une célébration longtemps prosaïque. Le 7 janvier - date de Noël selon le calendrier julien - est un jour férié, et de nombreuses administrations et magasins étaient également fermés lundi pour deux jours.

En 1991, Noël avait déjà été proclamé jour férié en Russie, en Ukraine, en Biélorussie, en Moldavie et en Géorgie, et des messes avaient été célébrées pour la première fois depuis la révolution d'octobre. Mais les représentants du pouvoir n'avaient pas pris part aux manifestations.

Lundi soir, M. Boris Eltsine a assisté à une messe à la cathédrale Ieklovskoi, l'église du patriarche de Moscou. Le clou des cérémonies devait être, mardi, une fête sur la place Rouge.

Le patriarche de toutes les Russies, Alexe II, devait notamment prononcer une bénédiction depuis la cathédrale Saint-Basile. Dans l'après-midi, des soldats « en uniforme de 1912 », selon la presse, devaient défiler sur la place et des stands commerciaux être installés le long des murs du Kremlin. - (AFP)

millie hommes auraient déjà prêté serment, à en croire la télévision centrale, ce qui, si c'est exact, représenterait des effectifs nettement supérieurs à ceux qui ont prêté pour l'ensemble de l'armée ukrainienne. Quant à ceux qui refusent de faire ainsi allégeance à l'Ukraine, ils sont invités à quitter le territoire de la République et à aller « servir » ailleurs. Selon l'agence Interfax, un premier groupe de cent officiers devait quitter, dès ce mardi 7 janvier - jour de Noël orthodoxe - leur garnison pour rejoindre la Russie et d'autres devraient suivre.

Cela ne suffira certainement pas à résoudre les problèmes puisque près de la moitié des officiers actuellement stationnés en Ukraine sont russes et qu'ils sont placés devant un choix difficile : soit partir pour une quelconque région de Russie où ils trouveront fort de ne pas trouver à se loger - leur cas n'est pas celui de tous les militaires rapatriés d'Allemagne, d'Europe centrale et, à terme, des pays baltes - soit changer d'allégeance et se retrouver au service d'un pays qui n'est plus vraiment le leur. C'est cette dimension « humaine » et aussi morale du vaste chambardement militaire en cours qui est

prévisible, le commandant adjoint d'une escadille aérienne d'Ukraine occidentale, le commandant Popkov, est ainsi intervenu en des termes dramatiques au nom de ceux « qui ne veulent pas prêter le serment d'allégeance à l'Ukraine » pour lancer ce qui ressemble fort à un appel au secours : « Qu'est-ce que nous attend, nous [qui ne sommes pas ukrainiens], sur le territoire de notre patrie? Qui va nous donner des logements et des retraites? » L'appel était ostensiblement adressé aux « dirigeants des forces militaires de la Communauté » qui n'ont encore rien fait alors qu'ils étaient promis, de ne pas nous abandonner dans les moments difficiles. Mais les dirigeants en question semblent en réalité tout à fait à l'écoute de ces préoccupations et pourraient à leur tour faire pression sur les autorités politiques de Russie. Un congrès des officiers est prévu pour le 14 janvier au Kremlin. Selon le commandant Stoukrov, responsable du personnel des armées, ce pourrait être l'occasion « d'élaborer des recommandations afin que les dirigeants politiques prennent des décisions correctes ».

JAN KRAUZE

RUSSIE

Moscou bloque 2 000 tonnes d'aide alimentaire britannique

Près de 2 000 tonnes d'aide alimentaire destinées à la Russie sont bloquées depuis plusieurs jours à Moscou ou en Grande-Bretagne. Motif : les autorités sanitaires russes craignent que ce chargement contienne de la viande contaminée par la maladie de la « vache folle ».

LONDRES

de notre correspondant

Mme Lynda Chalkor, secrétaire d'Etat britannique chargée du développement outre-mer, estime que le blocage de cette aide devient une affaire « terriblement gênante », et souligne que la patience de la Grande-Bretagne n'est pas sans limites : « S'ils [les Russes] veulent se conduire de cette façon, nous avons des tas d'autres choses à faire, pas seulement avec notre viande, mais avec notre emploi du temps ».

La colère du gouvernement britannique est provoquée par ce qui apparaît à Londres, comme des manœuvres dilatoires des autorités russes : depuis plusieurs jours, celles-ci bloquent la distribution de l'aide alimentaire accordée par la Grande-Bretagne - constituée notamment de viande de bœuf - aux populations de Moscou et de Saint-Petersbourg. En dépit des assurances données à la fois par le ministère britannique de l'Agriculture et par la Commission de Bruxelles, selon lesquelles la viande britannique est « totalement en conformité avec les réglementations sanitaires », les autorités de Moscou continuent d'exiger des certificats plus précis prouvant que celle-ci n'est pas contaminée par la maladie de la « vache folle » (encéphalopathie spongiforme) qui continue de faire de nombreuses victimes

parmi le cheptel de Grande-Bretagne. Depuis juin 1990, la Grande-Bretagne a toutefois accepté que la viande de bœuf destinée à l'exportation soit certifiée comme provenant de bœufs non contaminés depuis au moins deux ans.

Les autorités de la ville de Mourmansk, dont les représentations sanitaires sont apparemment moins strictes que celles de Moscou, ont finalement accepté de recevoir les chargements de viande britannique. En revanche, la viande destinée à Saint-Petersbourg et à Moscou reste bloquée. Le chef des services vétérinaires britanniques est parti, lundi 6 janvier, pour la capitale de la Russie, afin de tenter de régler le problème. On estime à Londres que cette affaire illustre la « lutte pour le pouvoir » qui se déroule au sein de la bureaucratie de l'ex-URSS, ainsi que les carences du système de distribution.

LAURENT ZECCHINI

L'acte allemand pillé par l'armée et la mafia. - D'énormes quantités de vivres et de médicaments envoyés par l'Allemagne ont été volées en Russie par des bandes criminelles et des soldats ou oubliés dans des entrepôts, selon une organisation humanitaire, Cap Asnamur. La radio d'Allemagne du nord a pour sa part affirmé que seuls 10 000 des 80 000 colis envoyés à Saint-Petersbourg par une organisation charitable allemande en novembre et décembre avaient été distribués à ceux qui en avaient besoin. « Je suis convaincu que la majeure partie de cette aide est dans des bases militaires », a déclaré à la radio Alexandre Rodin, membre du conseil municipal de Saint-Petersbourg. - (Reuters)

GÉORGIE : après la fuite du président Gamsakhourdia

M. Edouard Chevardnadze envisage de rentrer à Tbilissi

L'opposition géorgienne réclame le retour du président Zviad Gamsakhourdia, qui a fui la capitale géorgienne à l'aube du lundi 6 janvier après plus de deux semaines de combats à Tbilissi. Parti en direction de l'Azerbaïdjan avec un cortège de quatre-vingts partisans, le président est arrivé en fin de journée à Ildjevan, au nord-est de l'Arménie, à l'indiqué lundi le porte-parole de la délégation arménienne à Moscou. Il a précisé que les autorités arméniennes « n'avaient pas l'intention » de lui offrir l'asile politique et envisageaient uniquement de lui accorder un asile temporaire.

« Il doit être ramené ici », a déclaré lundi soir le chef du Parti national démocratique, M. Giorgi Tchountouria, l'un des artisans du renversement de M. Gamsakhourdia, élu avec une majorité écrasante au mois de mai 1991. Quant à l'avenir de la Géorgie, M. Tchountouria a souligné que « les militaires rendront bientôt le pouvoir à un gouvernement civil provisoire mais je ne vois pas de raison de se précipiter pour convoquer des élections ». Pourtant, M. Tchountouria, s'était prononcé la semaine dernière pour des élections parlementaires dans les trois mois. Il s'est également dit favorable au retour de la monarchie constitutionnelle dans le pays.

De son côté, M. Edouard Chevardnadze, l'ancien ministre soviétique des affaires étrangères, a indiqué lundi à l'agence Reuters, qu'il était prêt à regagner sa terre natale « pour prendre part au processus démocratique ». Dans un entretien accordé au Financial

Times de mardi, il estime que la Géorgie doit non seulement organiser rapidement des élections législatives et présidentielle mais aussi clairement limiter les pouvoirs du chef de l'Etat.

M. Chevardnadze a également estimé que la Géorgie allait pro-

nager, qui fut longtemps premier secrétaire du PC de Géorgie.

Par ailleurs, les Etats-Unis ont appelé, lundi, les Géorgiens à un règlement négocié de la crise tout en soulignant qu'ils tiennent « les deux parties » pour responsables des affrontements. a affirmé le



chainement rejoindre la Communauté d'Etats indépendants (CEI) dont elle s'était jusqu'ici tenue à l'écart. Le Conseil militaire qui a pris le pouvoir à Tbilissi a déclaré lundi à l'agence RIA qu'il « ne s'opposera pas au retour de M. Chevardnadze et à sa participation à la vie politique et sociale de la République ». Mais d'autres responsables de l'opposition ont exprimé de sérieuses réserves sur M. Chevard-

nadze, qui fut longtemps premier secrétaire du PC de Géorgie. Par ailleurs, les Etats-Unis ont appelé, lundi, les Géorgiens à un règlement négocié de la crise tout en soulignant qu'ils tiennent « les deux parties » pour responsables des affrontements. a affirmé le

« Trois millions de coups de feu »

Suite de la première page

« Ils ont sauvé la démocratie en obligeant Gamsakhourdia à partir. C'est un bon jour pour la Géorgie », déclare l'un des dirigeants de l'opposition. Mais tout n'est pas rose. Les habitants de la ville de Tbilissi ont été témoins de la destruction de la ville de Tbilissi. Lundi 6 janvier, des centaines de curieux qui n'osaient plus sortir de chez eux depuis le début des affrontements ont pu mesurer l'ampleur des dégâts. Les « trois millions de coups de feu » qui ont été tirés - chiffre avancé par les Nouvelles de Moscou - ont littéralement bouché les bâtiments du quartier, un des plus beaux de Tbilissi. Le Parlement, dont certaines ailes brûlaient encore lundi soir, n'est plus qu'une carcasse calcinée.

L'hôtel Tbilissi, qui fut un temps le siège des opposants, est une ruine. Dans le grand salon dont on se rappelle les lambris dorés, les colonnes de marbre et les lustres impressionnants ne sont plus que gravats. Seule une affiche « d'avant » a subsisté : « Visitez l'URSS et pas seulement en été! ». Le musée, juste à côté, est dans le même état pitoyable, mais le conservateur a su sauver l'essentiel des œuvres en les entreposant dans la cave.

Les habitants des maisons avoisinantes, victimes elles aussi des combats, sont venus voir ce qui leur restait. Ils errent à la recherche d'objets, la plupart calcinés, qui leur appartenaient. Une vieille femme pleure : « Je suis née ici. Où pourrais-je aller maintenant? Ils sont tous ceux qui ont fait cela. » Elle ne veut pas dire qui des opposants ou des défenseurs de Gamsakhourdia est responsable de ces destructions. Les deux peurent?

Dans le reste de la ville les policiers, qui avaient disparu, ont fait une timide réapparition, comme les soldats soviétiques encore cantonnés à Tbilissi qui ont assisté aux affrontements en spectateurs. Certains combattants de la dernière heure, démarche chaloupée et kalachnikov au poignet, arrêtent des voitures. Au quartier général de l'opposition, l'atmosphère tient tout à la fois du corps de garde et du camp de Robin des bois. Une secrétaire ténue, vaillante que valait, de faire respecter un minimum de

discipline, en interdisant notamment aux soldats de fumer dans certains bureaux; une autre signe des laissez-passer provisoires. Barbus, hirsutes, habillés de treillis, survêtements de jogging, avec des rangiers ou des Adidas aux pieds, les combattants, les vieux comme les plus jeunes, viennent aux nouvelles. Les rumeurs les plus fantaisistes circulent : « Il paraît que Gamsakhourdia a été arrêté en Azerbaïdjan »; « Non, on l'a suivi jusqu'en Arménie et on l'a tué! »

Chacun dans son quartier général, les deux chefs du conseil militaire - Tengiz Kitovani, commandant de la garde nationale, et Jaba

Iosseliani, chef de la milice Medioni (les cavaliers), - tiennent réunion sur réunion. Ils ont du pain sur la planche. Leur victoire « militaire », le fait qu'ils aient chassé - provisoirement selon certains - le président Gamsakhourdia, n'est levée aucune ambiguïté. Sur quelle légitimité pourront-ils organiser, comme ils s'y sont engagés, de nouvelles élections? Permettront-ils aux partisans de Zviad Gamsakhourdia, voire à celui-ci, de participer au scrutin? Et, en attendant, acceptent-ils de rendre leur apparence de pouvoir à des civils? Comment pourront-ils faire redémarrer une économie dans un pays qui vit au ralenti?

« Pour le moment, reconnaît un universitaire, notre pays ressemble davantage à une République bananière qu'à une nouvelle démocratie... »

JOSÉ-ALAIN FRALON

Nouveautés «Que Sais-je?»

- L'agriculture biologique, par Catherine de Silguy - N° 2632.
- La communication politique par Jacques Gerstlé - N° 2652.
- La Contre-Révolution, par Louis-Marie Clénet - N° 2633.
- Les droits de l'enfant, par Françoise Dekeuer-Defosse - N° 852.
- Le droit pénal des mineurs, par Jean-François Renucci - N° 2616.
- L'Ecole de Chicago, par Alain Coulon - N° 2639.
- La gestion des ressources humaines, par Jean-Marc Le Gall - N° 2646.
- Le MATIF, par Florin Afstian et Patrice Poncet - N° 2626.
- Les petites et moyennes entreprises, par Armand Bizaguet - N° 2642.
- Les procréations médicalement assistées, par René Frydman - N° 2635.
- La psychopathologie de la vie sexuelle, par Catherine Després-Pequignot - N° 727.
- La science de la communication, par Judith Lazar - N° 2634.

puif

Chaque volume 128 pages, 34 F.
COLLECTION «QUE SAIS-JE?»
L'encyclopédie au format de poche

Province

Coûts sociaux

Les coûts sociaux de la délinquance. - Les coûts sociaux de la délinquance sont évalués à 1,5 milliard de francs par an en France. Ce chiffre inclut les dépenses de justice, de police, de prison, de soins médicaux, de perte de productivité, etc. Les coûts sociaux de la délinquance sont donc très élevés et justifient des mesures de prévention et de répression.

Les coûts sociaux de la délinquance. - Les coûts sociaux de la délinquance sont évalués à 1,5 milliard de francs par an en France. Ce chiffre inclut les dépenses de justice, de police, de prison, de soins médicaux, de perte de productivité, etc. Les coûts sociaux de la délinquance sont donc très élevés et justifient des mesures de prévention et de répression.

EUROPE

YUGOSLAVIE : la guerre en Croatie

Les observateurs des Nations unies
devront d'abord assurer l'application du cessez-le-feu

Le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros Ghali, a annoncé, lundi 6 janvier, l'envoi immédiat d'une cinquantaine d'observateurs militaires de l'ONU aux quartiers généraux militaires yougoslave et croate, afin d'encourager le respect du quatorzième cessez-le-feu. Ces observateurs seraient chargés de renforcer le cessez-le-feu en facilitant les communications entre l'armée yougoslave et les forces croates et en les aidant à régler les difficultés qui pourraient surgir. Ils aideront aussi les deux parties à « déterminer les mesures pouvant être prises pour éliminer les violations du cessez-le-feu ou rétablir le statu quo lorsque des violations se sont produites ».

Dans un rapport au Conseil de sécurité, M. Boutros Ghali a cependant ajouté qu'il ne pouvait recommander le déploiement de quelque 10 000 casques bleus en Croatie tant qu'il n'était pas assuré du respect du cessez-le-feu et de l'accord, sur son plan des dirigeants des entités serbes de Croatie, en particulier ceux de la Krajina, qui ont

proclamé une « République » sur leur territoire (le Monde du 7 janvier). Il s'est déclaré préoccupé par les déclarations publiques de « certains dirigeants des communautés

serbes de Croatie ». Il faisait à l'évidence allusion à Milan Babic, chef de l'entité serbe de la Krajina, qui a rejeté le déploiement de casques bleus sur son territoire et a

La France est prête à participer
à une force de l'ONU

La France est prête à participer, à hauteur d'un quart des effectifs, à l'envoi par l'ONU de nouveaux observateurs de liaison ou à celui de « casques bleus » en Yougoslavie, selon le ministre de la Défense, M. Pierre Joxe, a-t-il déclaré, lundi 6 décembre, à la presse qui l'interrogeait sur la nature de la contribution française au cessez-le-feu en Yougoslavie.

Diverses hypothèses sont à l'étude à l'ONU et, dès septembre dernier, la France avait fait savoir qu'elle s'associerait à cette action

quelle que soit la forme retenue. Ces hypothèses vont de l'envoi de deux cents nouveaux officiers de liaison, qui s'ajouteraient aux observateurs déjà présents, à celui de plusieurs milliers de « casques bleus ».

« Sous la bannière des Nations unies », a déclaré M. Joxe, la France est disposée à participer à hauteur d'un quart des effectifs, étant entendu que l'envoi d'un contingent français de 3 000 à 4 000 hommes est probablement « l'hypothèse la plus sérieuse » de cette participation.

déclaré que les irréguliers serbes ne déposeraient pas les armes.

Sur le terrain, le quatorzième cessez-le-feu a tenu lundi pour la quatrième journée consécutive, malgré quelques violations mineures. La radio croate a fait état de tirs sporadiques dans la région de Zadar, sur la côte adriatique, pendant la nuit, de tirs de mitrailleuse contre deux bateaux, près de Dubrovnik, et d'une attaque au mortier contre un hôpital et un marché à Vinkovci, dans l'est de la Croatie.

A Belgrade, l'agence Tanjug cite pour sa part des sources militaires selon lesquelles des milliers de croates de Vinkovci ont tiré au mortier sur Mirkovci, une ville voisine, contrôlée par les Serbes. Selon la Croix-Rouge yougoslave et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), quelque 6 000 personnes ont été à ce jour portées disparues dans la guerre en Croatie. On estime à 600 000 le nombre des personnes déplacées en raison des combats.

BELGIQUE : sceptique quant au « fédéralisme d'union »

M. Spitaels quitte la présidence du PS
pour prendre la tête de l'exécutif wallon

M. Guy Spitaels, président, depuis 1981, du Parti socialiste francophone, a renoncé, lundi 6 janvier, à cette fonction, pour assumer celle de président de l'exécutif wallon, sorte de gouvernement de la partie francophone du royaume, en dehors de Bruxelles. Ce choix d'une personnalité de premier plan pour exercer des responsabilités régionales traduit apparemment une volonté des Wallons de prendre encore plus de distances à l'égard de la Flandre.

BRUXELLES
de notre correspondant

La décision du chef du PS, qui reste la première formation politique parmi les francophones malgré la perte de cinq sièges aux élections législatives du 24 novembre 1990, constitue une surprise de taille. Elle signifie que M. Spitaels, âgé de soixante ans et nullement fatigué du combat politique, entend renforcer le rôle de la Wallonie face à la Flandre, si les antagonismes communautaires persistent au niveau national.

Bête noire de certains Flamands, le leader socialiste, ancien vice-premier ministre, avait fait des déclarations peu amicales à leur endroit avant et pendant la campagne électorale. Au cours de celle-ci, manifestement sceptique quant aux chances du « fédéralisme d'union », prôné par M. Wilfried Martens, premier ministre sortant, il nous avait dit : « La réalité est que ce pays, que j'ai vu diverger pendant vingt ans, se sépare » (le Monde du 23 novembre 1991).

Les reproches
des Flamands

Les statuts interdisent le cumul de la présidence du parti avec la fonction que s'approprie à occuper M. Spitaels, qui devrait donc quitter Bruxelles pour Namur, siège du parti régional wallon, et renoncer à sa position de négociateur dans les tractations entre chefs de parti pour la constitution du gouvernement national si celles-ci, comme elles l'ont été, se prolongent.

La nouvelle mission de M. Spitaels résulte des négociations qui ont eu lieu ces derniers jours entre socialistes et sociaux-chrétiens francophones pour reconstruire la coalition sortante au sein de l'exécutif wallon.

Dans le cadre du fédéralisme belge, celui-ci a de larges pouvoirs, et des ressources propres en matière d'économie et de développement régional. L'exécutif est investi par le conseil régional, une assemblée constituée par les députés et les sénateurs élus dans la région wallonne. Ce conseil approuve, mercredi 8 janvier, la composition du nouveau cabinet - trois ministres - socialistes et trois socialistes-chrétiens, plus M. Spitaels - négociée par les élus-majors des deux partis de la coalition majoritaire.

La Flandre, où les institutions sont un peu différentes, n'a pas encore formé son nouvel exécutif. Le président sortant, M. Gaston Geens, critique l'attitude des Wallons. « Il faut d'abord une perspective nationale, a-t-il déclaré, un nouveau cadre institutionnel, un gouvernement national, avant de s'engager dans des coalitions communautaires ou régionales. Si les exécutifs wallon et francophone veulent se situer en dehors de cette perspective commune, je vous prédis que la Belgique n'existera plus dans cinq ans ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

GRANDE-BRETAGNE : réuni pour la première fois à Londres

Le « Parlement » musulman menace de désobéir
aux lois britanniques qu'il réprovoque

Le « Parlement » musulman, constitué en octobre 1991, s'est réuni pour la première fois, samedi 4 et dimanche 5 janvier à Londres. Reconnue par une fraction seulement de la communauté musulmane de Grande-Bretagne, forte d'environ deux millions de membres, cette assemblée a menacé de désobéir aux lois britanniques qui iraient à l'encontre des intérêts de la communauté musulmane.

LONDRES
de notre correspondant

Le docteur Kalim Siddiqui, directeur de l'Institut musulman (pro-iranien) de Londres, a fait parler de lui pour la première fois en 1988, en soutenant la sentence de mort prononcée par l'imam Khomeiny contre l'écrivain Salman Rushdie. Depuis, ce musulman radical a été à l'origine de la constitution du « Parlement » musulman qui se veut le défenseur des intérêts de cette communauté en Grande-Bretagne.

Constituée de deux « Chambres », l'institution - dont les cent cinquante-cinq membres n'ont pas été élus, mais simplement désignés par quarante « groupes » de musulmans originaires de différentes régions - a été vivement critiquée par plusieurs organisations musulmanes « modé-

rées », notamment féministes, qui jugent que cette initiative va à l'encontre de leur souci d'intégration des musulmans de Grande-Bretagne.

A l'occasion de sa session inaugurale, qui s'est tenue samedi 4 et dimanche 5 janvier à Londres, le « Parlement » musulman a adopté à l'unanimité une motion de défiance envers le ministre de l'Intérieur et a manifesté une volonté de désobéissance aux lois britanniques qui iraient à l'encontre des intérêts de la communauté musulmane. Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, M. John Patten, a qualifié une telle menace de « non-sens ». Cela n'a fait que renforcer la détermination du docteur Siddiqui, qui s'insurge contre une attitude officielle « condescendante ».

Un millier
de mosquées

Le cheval de bataille choisi par le « Parlement » est l'éducation, un thème très populaire parmi les musulmans. Les délégués demandent que les quelque quatre-vingt-dix écoles privées islamiques qui existent en Grande-Bretagne bénéficient du même statut que les écoles anglaises ou juives, c'est-à-dire reçoivent des aides publiques locales, qui représentent jusqu'à 85 % des frais de fonctionnement.

Pour lutter contre cette « discrimination », le docteur Siddiqui menace de lancer un mouvement de désobéissance civile sous la forme d'un refus de payer la part des impôts

servant, selon lui, à financer les écoles manifestement confessionnelles, par exemple catholiques ou juives. Le dirigeant islamique a cependant pris soin de préciser qu'un tel mot d'ordre ne serait lancé qu'après un vote formel des membres de son organisation. Cet appel a été condamné par les organisations modérées, pour qui les décisions du « Parlement » du docteur Siddiqui doivent être complètement ignorées, dans la mesure où celui-ci n'est pas représentatif des vues de la majorité des musulmans.

Constituée dans les années 50, peu après l'éclatement de l'ancien empire des Indes en 1947, la communauté musulmane de Grande-Bretagne est, notamment, composée d'anciens immigrants du Pakistan et du Bangladesh. Elle comprend aussi des groupes originaires de l'Inde, de Chine, des pays arabes et de Malaisie. Forte de quelque deux millions de membres, elle dispose d'environ un million de mosquées. Elle est, dans l'ensemble, parfaitement respectueuse des lois britanniques. Une part non négligeable de ses membres sont des musulmans de la seconde génération, nés sur le sol britannique. Même si le « Parlement » du docteur Siddiqui ne peut prétendre le représenter, la perspective des élections électorales oblige le gouvernement à tenir compte des diverses voix qui s'expriment au nom de la communauté musulmane.

LAURENT ZECCHINI

DIPLOMATIE

A l'occasion des vœux à la presse

M. Mitterrand se dit « plutôt optimiste »
sur l'avenir de la démocratie dans l'ex-URSS

Au cours d'une conversation à bâtons rompus à l'occasion des vœux à la presse, lundi 6 janvier, M. François Mitterrand a confié qu'il avait invité M. Boris Eltsine à Paris et qu'il le recevrait prochainement « avec intérêt ». Il a de même indiqué avoir invité en France M. Gorbatchev par téléphone, à la veille de sa démission. « La démocratie est un très long apprentissage. Les progrès réalisés me rendent plutôt optimiste », a encore déclaré le chef de l'Etat à propos des derniers événements à Moscou.

M. Mitterrand a relevé toutefois les « imprécisions » qui jusqu'à présent subsistent en matière de contrôle des armements nucléaires dans l'ex-URSS et a rappelé que sa proposition de réunir une conférence des Etats possédant de telles armes en Europe avait reçu l'accord de deux des intéressés, Londres et Moscou, et que seuls les Etats-Unis n'y ont jusqu'à présent pas répondu.

A propos de l'aide aux Etats membres de la CEE, M. Mitterrand a rappelé que la Communauté européenne, qui en assume la plus grande part, a déjà entrepris l'organisation et que c'est la raison pour laquelle il juge « superflue » l'idée américaine de convoquer sur ce sujet à Washington une conférence qui « prétend tout régler ». « J'ai écrit une lettre amicale au président Bush dans ce sens », a ajouté le président; cela étant, « la France ne va pas bouder; quelqu'un ira à Washington ».

M. Mitterrand a en outre jugé « intéressante » l'idée d'ambassades européennes communes dans les nouveaux Etats de la CEE. Mais, a-t-il ajouté, « on n'en est pas là ».

A propos de la reconnaissance de la Sloénie et de la Croatie, il a

déclaré que les Européens aient été jamais divisés quant à son principe. Mais, a-t-il précisé, alors que certains, comme l'Allemagne, ont opté pour une reconnaissance immédiate, d'autres comme la France souhaitent qu'il s'agisse d'un acte collectif de la Communauté. Interrogé sur le fait que l'Allemagne ait fait « cavalier seul » à ce sujet et sur l'augmentation des taux d'intérêt, le président a répondu que ce comportement était conforme non à ce qu'il souhaitait mais à ce qu'il pensait. Il a noté que les décisions prises par les Douze à Maastricht devaient, sinon dans l'esprit du moins dans la lettre, s'inscrire en application que dans un certain délai.

M. Mitterrand, d'autre part, a refusé de « s'ingérer entre les deux tours » des élections algériennes en soulignant qu'un « devoir de réserve et de discrétion » s'impose « quoi qu'on pense » et en affirmant qu'« encourager l'un des partis ne serait pas forcément une incitation à voter pour lui ». Il a ajouté que « le gouvernement français aura forcément des relations avec ceux qui gouverneront l'Algérie ».

A propos des commémorations suscitées par la politique de la France, en particulier à l'égard du Togo, le chef de l'Etat a déclaré : « Je crois qu'il y a une sorte de rive inavouée de voir la France envoyer son armée un peu partout pour trancher les conflits entre telle ou telle ethnie. C'est à quoi je me refuse ».

Enfin, M. Mitterrand n'a pas jugé utile de revenir sur les « remerciements » qu'il avait adressés au roi du Maroc, au fil d'une lettre de vœux, après la libération des frères Bourquie : « J'ai lu ça dans les journaux, a-t-il dit. Je n'entrerai pas dans les détails ».

La visite à Séoul du président américain

Les « sérieux doutes » de M. George Bush
sur les intentions de Pyongyang

Le président américain George Bush est arrivé, mardi 7 janvier, à Tokyo (lire page 19), dernière étape d'une tournée en Extrême-Orient qui l'a mené d'Australie à Singapour et en Corée du Sud. A Séoul, il a exprimé de « sérieux doutes » sur les intentions des dirigeants nord-coréens, qui viennent d'annoncer leur décision d'accepter l'inspection internationale de leurs installations nucléaires.

TOKYO
de notre correspondant

L'intention manifestée par la République populaire démocratique de Corée (RPDC) d'autoriser une inspection de ses sites nucléaires par l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) a suscité quelque scepticisme à Tokyo et à Washington. M. Bush de suspendre les exercices militaires annuels « Team Spirit » au cas où Pyongyang se plierait aux exigences de l'AIEA, l'ambassadeur nord-coréen auprès de la capitale américaine a fait connaître lundi la décision de son gouvernement. Ce dernier serait prêt à souscrire aux clauses de sauvegarde de l'AIEA avant la fin du mois.

Si, sur le plan diplomatique, les Etats-Unis sont disposés à avoir des contacts à un haut niveau avec Pyongyang, ils n'envisageraient cependant pas pour autant de nouer des relations diplomatiques avec la RPDC. Cette décision restait soumise à une amélioration de la situation des droits de l'homme dans ce pays. Les Américains semblent surtout ne pas vouloir baisser leur garde.

Au cours de ses entretiens avec le président Roh Tae-woo, M. Bush, tout en notant que les « perspectives de paix en Corée » n'avaient jamais été plus grandes, a néanmoins manifesté de « sérieux doutes » sur les intentions des dirigeants de Pyongyang. Faisant référence à l'accord de désarmement signé le 31 décembre entre les deux Corées (le Monde du 2 janvier), le président américain a rappelé que les « promesses sur le papier ne suffisent pas à maintenir la paix » (le Monde du 7 janvier).

Lois d'évoquer la fin de la guerre froide dans la péninsule,

M. Bush - qui s'est rendu à Camp Casey, le quartier général de la deuxième division d'infanterie déployée au sud de la zone démilitarisée divisant les deux Corées à la hauteur du 38^e parallèle - a, au contraire, parlé de celle-ci comme d'une « relique de la guerre froide ». Il a déclaré que les 39 000 soldats américains stationnés au Sud y resteraient « tant que cela restera nécessaire ».

Les experts militaires américains et japonais restent également réservés : en dépit de l'accord de désarmement, le maréchal Kim Il-sung reconstruit-il à se doter de l'arme nucléaire ? Selon eux, la RPDC serait d'ores et déjà en mesure de produire des missiles balistiques intermédiaires capables d'atteindre la partie sud-ouest de l'archipel nippon.

Pyongyang avait en effet étendu le rayon d'action des missiles soviétiques Scud, le portant de 600 à 1 000 kilomètres. Les essais de ces nouvelles fusées, baptisées Rodong, auraient eu lieu en juin. Bien qu'ils n'aient pas été concluants, ils représentaient une menace sur l'archipel nippon.

Les questions de sécurité et de stabilité de la péninsule ont quelque peu éclipsé les problèmes économiques à l'ordre du jour de la visite de M. Bush. Une quarantaine de députés de l'opposition étaient absents du Parlement au moment où le président américain y prononçait son discours, en signe de protestation contre les pressions exercées par Washington sur la Corée du Sud afin qu'elle ouvre davantage son marché. Dans les rues, deux cents paysans ont manifesté en faveur du maintien de la fermeture du marché du riz.

PHILIPPE PONS

(Publicité)
**L'EUROPE DE L'EST,
LA COMMUNAUTÉ
ET LES MIGRATIONS**
Revue européenne
des Migrations
Internationales
1991 - N° 2 - 110 F
95, av. du Recteur-Pineau
86012 POTTIERS

PROCHE-ORIENT

Un acte réclamé par les Arabes avant une reprise des négociations de Washington

Le Conseil de sécurité «condamne fermement» le bannissement de Palestiniens par Israël

Jérusalem tente de dédramatiser la portée du vote de l'ONU

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, lundi 6 janvier, à l'unanimité, une résolution condamnant «fermement» l'expulsion de Palestiniens des territoires occupés. Plus sévère que les précédentes sur le sujet et paraissant ainsi répondre à l'attente des dirigeants palestiniens, ce texte devrait permettre la prochaine reprise des négociations israélo-arabes à Washington.

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Depuis le début du soulèvement (Intifada) dans les territoires occupés, en 1986, le Conseil de sécurité a adopté six résolutions «déplorant» le bannissement de Palestiniens par Israël. Cette fois, le Conseil «condamne fermement», et les délégués arabes à l'ONU, surtout ceux des Palestiniens, se sont félicités du «courage» du Conseil pour une condamnation «ferme et sans ambiguïté» qui envoie «un message clair à Israël de la part de la communauté internationale». La résolution 726 demande à Israël «de retirer immédiatement et en toute sécurité de toutes les personnes expulsées (66 l'ont été depuis le début de l'Intifada).

En participant à cette condamnation, les États-Unis entendent donner satisfaction aux pays arabes et aux Palestiniens pour les inciter ainsi à reprendre les négociations avec Israël. Celles-ci auraient dû reprendre mardi 7 janvier, si les parties arabes n'avaient décidé, entre-temps, de reporter leur déplacement pour protester contre la décision israélienne de bannir, la semaine dernière, douze Palestiniens des territoires occupés. Les uns et les autres avaient insisté

entendre, ces derniers jours, qu'ils accepteraient de se rendre prochainement à Washington si le Conseil de sécurité dénonçait fermement le comportement d'Israël. C'est chose faite. Comme ni les pays arabes ni les Palestiniens, et encore moins l'Etat hébreu, ne veulent prendre la responsabilité de faire capoter la timide dynamique des négociations amorcées à la suite de la conférence de Madrid, en novembre dernier, leurs délégués devraient se retrouver face à face à Washington dans les prochains jours.

Les responsables de l'administration américaine avaient multiplié, lundi après-midi, les contacts avec les protagonistes. Le chef de la délégation palestinienne, le Dr Haider Abdel Chafi, qui était resté aux Etats-Unis après l'arrêt des pourparlers en décembre, a été reçu dans l'après-midi au département d'Etat. Discrettement donc, l'administration avait exhorté les uns et les autres à reprendre le dialogue interrompu il y a deux

semaines. L'ambassadeur d'Israël, M. Yoram Aridor, a «fermement regretté» la décision du Conseil, «en particulier celle des Etats-Unis», de condamner l'expulsion de Palestiniens. M. Aridor, qui s'adressait au Conseil avant le vote, a rappelé que la mort d'un citoyen israélien avait motivé les dernières expulsions, et a ajouté : «Israël ne peut s'abstenir de protéger ses citoyens et les expulsions sont le moyen le plus efficace pour décourager les actes terroristes». Selon le représentant d'Israël, les personnes expulsées sont des «activistes de groupes terroristes qui ont tué non seulement des Israéliens mais aussi soixante-douze Palestiniens».

«Obstacle sérieux»

Selon le représentant de la Palestine, M. Nasser El Kidwa, la pratique du bannissement par Israël est un «obstacle sérieux» qui trouve sa racine dans une «position idéologique» selon laquelle «la résistance des Palestiniens dans leur propre pays est

temporaire». M. El Kidwa a conclu qu'Israël «fait tout ce qu'il peut pour faire dériver le processus de paix au Moyen-Orient».

Le représentant de la Syrie a proposé la mise en application du chapitre 7 de la Charte des Nations unies qui prévoit l'utilisation de la force pour faire respecter les décisions de l'ONU.

Le représentant des Etats-Unis, M. Thomas Pickering, a déclaré que les expulsions de territoires occupés sont une violation de la Convention de Genève, «toute personne accusée d'un acte illégal doit être jugée et, au pire, emprisonnée». M. Pickering a condamné les attaques contre les Israéliens ainsi que contre les Palestiniens. Selon le représentant des Etats-Unis, «le fait que cette résolution contienne un langage plus fort ne fait qu'affirmer la position de Washington contre les expulsions pratiquées encore et encore par Israël».

L'ambassadeur français, M. Jean-Bernard Mériaux, a aussi condamné les mesures israéliennes. Selon le représentant de la France, ces bannissements «introduisent un obstacle sérieux dans le délicat processus de négociations de paix engagé à Madrid». M. Yuli Voronov, qui participait pour la première fois comme ambassadeur de la Fédération de Russie à une séance formelle du Conseil de sécurité, a annoncé que sa délégation «n'apportera aucun effort pour faire respecter les droits du peuple palestinien».

C'était aussi la première séance formelle du Conseil pour M. Boutros Boutros-Ghali en tant que secrétaire général des Nations unies. Dans un communiqué de presse, il a appelé les autorités israéliennes à «reconsidérer leur décision».

AFSANE BASSIR POUR

La résolution 726

Voici les cinq points de la résolution 726 :

«Le Conseil de sécurité,

1. - Condamne fermement la décision d'Israël, puissance occupante, de procéder de nouveau à des expulsions de civils palestiniens ;

2. - Réaffirme que la quatrième convention de Genève du 12 août 1949 s'applique à tous les territoires palestiniens occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem ;

3. - Demande à Israël, puissance occupante, de s'abstenir d'expulser des civils palestiniens des territoires occupés ;

4. - Demande en outre à Israël, puissance occupante, d'assurer le retour immédiat et en toute sécurité dans les territoires occupés de toutes les personnes expulsées ;

5. - Décide de maintenir la question à l'étude.

Koweït : un régime imperturbable

Suite de la première page

Entre mars et mai, il a effectué avec ses amis des démarches auprès des ambassadeurs occidentaux pour que prennent fin les mesures antipalestiniennes. «Soyez rassurés, vous ne serez plus inquiétés», nous a déclaré l'ambassadeur américain, raconte amèrement notre interlocuteur. Plus pessimiste, l'ambassadeur britannique a admis que les moyens de pression dont disposent les Occidentaux étaient fort limités. L'ambassadeur des Pays-Bas représentant les pays de la CEE a été plus catégorique. Au besoin, a-t-il dit, nous frapperons du poing sur la table.

Pour apaiser la mauvaise conscience des Occidentaux, les Koweïtiens avaient accordé aux Palestiniens un délai de grâce, prenant fin le 1^{er} janvier 1992, pour régulariser leur situation. Ce survis vient d'être prorogé jusqu'au 31 mai, mais les expulsions arbitraires se poursuivent discrètement. Interpellés sur nombreux barrages policiers qui se multiplient dans les rues de la capitale, les gens classés dans les «nationalités contre» voient leur carte de sécurité (un document permettant un séjour provisoire) tamponnée avec l'inscription : «Doit quitter l'Etat dans les sept jours». Avant et pendant le dernier sommet du Conseil de coopération du Golfe (le Monde du 27 décembre 1991), les contrôles se sont généralisés au point de perturber la vie quotidienne. Pour ne pas avoir à subir ce «climat policier», bon nombre de Koweïtiens ou de résidents ont préféré prendre «deux semaines de vacances». Plusieurs administrations, sociétés commerciales et entreprises ont dû fermer leurs portes, faute d'employés.

Les points sont rompus

Selon certains membres de l'opposition parlementaire, cette opération de sûreté, qui a duré près de quinze jours, constituait avant tout un «exercice destiné à tester l'efficacité du système de répression militaire-policier qui est graduellement mis en place pour faire face à toute éventualité et préparer les esprits à une telle situation, appelée à se renouveler fréquemment». Elle a été particulièrement efficace puisqu'elle a permis de mettre la main, de l'aveu même des autorités, sur plus de six cents «suspects» qui ont été parqués dans des établissements scolaires en

attendant leur expulsion. D'autres sources dignes de foi font état de plus de trois mille arrestations.

La dynastie régnante des Sabah, depuis la libération du Koweït, regagné une grande partie du prestige qu'elle avait perdu à la suite de son comportement peu glorieux lors de l'invasion de l'émirat. Elle a retrouvé en même temps son arrogance passée et est devenue, selon M. Ahmed Roubel, un universitaire membre du Parlement depuis 1986, «l'élément le plus extrême de la société koweïtienne». Le nouveau gouvernement présidé par cheikh Saïd a rompu les ponts avec l'opposition parlementaire, de même qu'il a mis fin au dialogue avec les intellectuels, en perpétrant la censure sur la presse. Son objectif primordial semble être la création d'un parti des Sabah. M. Roubel, l'un des principales personnalités du Forum

démocratique, qui représente la gauche de la classe politique, garde une certaine indépendance de vue à l'égard de ses pairs. «Si la rue n'a pas confiance dans le gouvernement, dit-il, elle n'est cependant pas indigne de l'opposition».

«L'émirat aux Sabah, le pouvoir au peuple»

M. Abdallah Nihari, le secrétaire général du Forum démocratique, qui vient tout récemment encore de défer les autorités en se consultant en parti politique, ce qui est pratiquement inédit, reconnaît que l'opposition a ses faiblesses. «Il existe, dit-il, au sein des quelques sept groupes qui forment le Front de l'opposition, un accord total sur les objectifs généraux, mais pas de consensus sur les modalités d'action. C'est ainsi que certains parmi nous sont peu enclins à utiliser les forces populaires. Nous, en particulier, ne sommes pas d'accord avec certains aspects des programmes de nos frères religieux. Mais ce qui fait notre force, c'est que, malgré nos divergences, il n'existe pas entre nous de rivalité mais au contraire un net souci de coopération, ce qui inquiète le pouvoir et l'incite à vouloir nous diviser».

Soucieux de renforcer cette coopération, le Forum démocratique vient de lancer quelques idées susceptibles, selon lui, de servir aux sept groupes de l'opposition - qui viennent d'être un comité directeur - de «plateforme commune» pour les élections prévues, d'après les promesses du gouvernement, en octobre prochain.

«L'émirat aux Sabah et le pouvoir au peuple» est l'un des axes d'ordre qui, pour le Forum, résume l'esprit et la lettre de la Constitution de 1962, le point de ralliement de tous les opposants. L'article 4 de ce texte fondamental fait en effet du Koweït un «émirat constitutionnel et héréditaire maintenu dans la lignée des Sabah» et l'article 6 affirme qu'il s'agit d'un «Etat démocratique, la nation» étant la source de souveraineté.

M. Abdel Aziz el Sagr, le tout-puissant président de la chambre de commerce koweïtienne, qui représente la classe des grands marchands, se montre plus nuancé sur ce point, mais il est, comme les autres opposants, d'accord sur l'essentiel, c'est-à-dire pour que le «pouvoir des Sabah s'empare pas sur les principes de la vie (politique) et ne mette pas en question les intérêts du peuple». L'opposition

BIBLIOGRAPHIE

«La Syrie du général Assad» de Daniel Le Gac

La stabilité au prix du sang

Peu importe, à l'heure où per-tout tombent les dictatures, que plus de trente façons de torturer soient, selon Amnesty International, utilisées par le régime syrien, que l'armée de Damas tienne capot la Liban après avoir dans ce pays joué au pyromane-complice durant trois lustres, que la Syrie entière soit mise en coupe réglée depuis exactement vingt ans par la minorité alaouite (jointement issue du chiisme et représentant 10 % des dix millions de Syriens) sous couvert du Baas, le parti de la «renaissance».

Peu importe tout cela, puisque, grâce à l'admiration que lui voue ouvertement M. Henry Kissinger (secrétaire d'Etat américain de 1973 à 1977) et grâce, surtout, à l'immense savoir-faire diplomatique du général-président Hafez el Assad, qui, en 1991, s'est mis du «bon côté» lors de la guerre du Golfe Persique, Damas est traitée avec égards par la plupart des démocraties, qui n'ont pourtant aucune illusion sur la vraie nature du «système baassiste».

Daniel Le Gac - c'est le pseudonyme d'un journaliste long-temps en poste au Proche-Orient - nous donne, sur cette autorité exemplaire, un tableau implacable et pourtant détaché, nourri de faits, de chiffres et de portraits. Certes, les alaouites, y compris le premier d'entre eux, M. Hafez el Assad, ont quelques circonstances atténuantes, ayant été durant des siècles, dans la région, à l'instar des chrétiens, les souffre-douleur des surréalistes majoritaires, arabes ou turcs. Mais leur revanche a été si cruelle qu'elle ne peut que préparer, le jour fatal où les survivants reprendront le dessus, de nouvelles années sanglantes pour la Syrie.

L'attente patiente

En attendant, l'auteur ne laisse échapper aucun des aspects de la politique assadienne, que ce soit la lutte sans merci contre les Palestiniens - menée en quelque sorte de conserve (sinon de concert...) avec Israël, l'alliance



tactique avec l'Iran révolutionnaire alors que Damas est l'un des cœurs battants de l'Arabisme» (Nasser) et, maintenant, l'attente patiente de la chute du «frère ennemi» Saddam Hussein, tellement moins habile, moins intelligent et moins doté de baraka (la protection divine) que son rival des bords de l'Euphrate...

L'une des parties les plus piquantes de l'ouvrage de Daniel Le Gac est la description des démarches de famille alaouites, dont le grand-père Assad, entré en 1936 pour que la France ne mette pas un terme à son mandat au Levant. Une France qui fit la sourde oreille et dont les services secrets du petit-fils Assad passent pour avoir fait assassiner, en 1981, l'ambassadeur à Beyrouth, Louis Delamare, coupable d'avoir voulu maintenir une présence française dans ce même Levant...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

► La Syrie du général Assad, de Daniel Le Gac, Ed. Complexe, Bruxelles-Paris, 300 p., 65 F.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Ne pas dramatiser. Telle est l'attitude que semblent avoir adoptée les autorités israéliennes, après la condamnation unanime dont elles ont fait l'objet au Conseil de sécurité. Ne pas dramatiser les effets d'une résolution d'autant plus «regrettable» que ses termes, approuvés par les Etats-Unis, en sont «relativement doux», mais qui «n'a pas le caractère tout à fait exceptionnel» que souhaitent lui attribuer les adversaires arabes de l'Etat juif. Interrogé mardi 7 janvier à la radio nationale, le numéro deux de la mission israélienne aux Nations unies, M. Ephraïm Elon, a même fait valoir que ce n'était «pas la première fois que le Conseil de sécurité vote ainsi à l'unanimité contre Israël».

Au sein du gouvernement, seul le ministre des cultes, M. Avner Shiki, avait réagi mardi matin, son mécontentement étant dirigé contre les Etats-Unis surtout. Selon le ministre, par leur soutien à la résolution condamnant Israël, les Américains ont «démontré qu'ils ne peuvent pas prétendre jouer le rôle d'honnêtes courtiers» dans les négociations.

Pour autant, les représentants d'Israël aux pourparlers de Washington sont arrivés depuis lundi dans la capitale fédérale et ils ont reçu l'ordre d'y demeurer au moins jusqu'au 16 janvier. Même si les participants arabes tardent à se présenter, il n'est pas question, fait-on valoir à Jérusalem, qu'Israël se retire des négociations, puisque cela reviendrait à s'être tout à fait dérobé à l'obligation de l'administration américaine des garanties bancaires réclamées depuis des mois par l'Etat juif qui en a un urgent besoin. Des statistiques officielles, publiées lundi, ont notamment révélé que le nombre de citoyens israéliens ayant survenu avec des moyens insuffisants au seuil minimal de pauvreté, s'est élevé à près de six cent mille en

1991, soit plus de dix pour cent de la population. Plus de deux cent cinquante mille enfants sont inclus dans ces statistiques.

En principe, la demande israélienne de garantie d'emprunt pour 10 milliards de dollars étalés sur cinq ans devrait être examinée par le Congrès avant la fin du mois de janvier. Mais la partie de bras de fer entre Washington et Jérusalem sur ce point, a repris de plus belle depuis le vote, la semaine dernière, du nouveau projet de budget israélien pour 1992. Celui-ci comprend en effet, au chapitre logement, des dépenses importantes visant à financer l'installation de nouveaux colons juifs dans les territoires occupés. Durement apostrophé sur ce point, lundi 6 janvier à la Knesset par M. Itzhak Rabin, l'un des ténors de l'opposition, M. Shamir a rétorqué que le plan d'autonomie qu'il se réserve de proposer aux populations palestiniennes «n'est absolument pas en contradiction avec le droit des juifs de vivre sur l'ensemble du territoire d'Eretz Israël».

«De toute façon, a poursuivi le premier ministre, l'aide humanitaire que nous demandons aux Etats-Unis pour aider à l'absorption de centaines de milliers de réfugiés sans le sou, ne devrait pas être affectée par des différences d'opinion», concernant le statut des territoires occupés depuis 1967. Pour M. Shamir, ces territoires font partie d'Eretz Israël (le grand Israël) et il s'agit de préparer le terrain pour les centaines de milliers d'immigrants soviétiques qui, apparemment, selon lui, à première vue, ont la «bonne étoile». Le chef du gouvernement s'est en effet déclaré convaincu «que les pressions économiques et les manifestations antisémites forceront finalement tous les juifs de l'ancienne Union soviétique à émigrer en Israël».

PATRICIE CLAUDE

A TRAVERS LE MONDE

CHINE

Trois députés canadiens expulsés

Trois députés canadiens et leur interprète ont été expulsés, mardi 7 janvier, de Pékin, après avoir été brièvement détenus dans un commissariat de police de la capitale chinoise. Les parlementaires, en visite en Chine dans le cadre d'une mission sur les droits de l'homme, devaient réunir une conférence de presse et déposer une gerbe plate Tiananmen, en mémoire des victimes de la répression du 4 juin 1989. L'ambassadeur canadien a été convoqué au ministère des affaires étrangères chinoises.

Le diplomate a annoncé son intention de «protester au plus haut niveau». En septembre dernier, trois membres du Congrès américain avaient été sévèrement critiqués par Pékin pour avoir déposé une gerbe plate Tiananmen sur la barricade sur laquelle était inscrit : «A ceux qui sont morts pour la démocratie en Chine». Mais ils n'avaient pas été expulsés. (Reuters, AFP, APF)

COLOMBIE

Relance de la guerre entre cartels de la drogue

Le cartel de Medellín a annoncé, lundi 6 janvier, dans un communiqué, qu'il engagera des représailles contre le cartel de Cali, accusé d'avoir formé des attentats contre plusieurs de ses membres. Le bras armé du cartel de Medellín, accusé en outre ses ennemis d'avoir dénoncé certains de ses membres aux autorités américaines et colombiennes. De son côté, la justice colombienne est de nouveau sur la sellette, après la découverte du cadavre d'un jeune homme considéré comme un témoin potentiel important au procès de Pablo Escobar.

Andrés Gutierrez Maya avait reconnu être l'auteur du meurtre, en mai 1989, de Bernardo Jaramillo, candidat de l'Union patriotique (gauche) à l'élection présidentielle. Il avait avoué avoir agi sur ordre de Pablo Escobar, dans le cadre du jugement n'a toujours pas été fixé. La police n'a par ailleurs retrouvé aucun suspect, quinze jours après le massacre de vingt indiens dans le Cauca (ouest de la Colombie), pour lequel le cartel de Cali, désireux de s'emparer de terres pour la culture du pavot, est fortement soupçonné. (Reuters, AFP, APF)

«Sous le signe de la peur» de M. George les intentions de Pyongyang

L'ambassadeur George de mardi 7 janvier, page 728, dévoile les intentions de Pyongyang. L'ambassadeur américain, raconte amèrement notre interlocuteur. Plus pessimiste, l'ambassadeur britannique a admis que les moyens de pression dont disposent les Occidentaux étaient fort limités. L'ambassadeur des Pays-Bas représentant les pays de la CEE a été plus catégorique. Au besoin, a-t-il dit, nous frapperons du poing sur la table.

Pour apaiser la mauvaise conscience des Occidentaux, les Koweïtiens avaient accordé aux Palestiniens un délai de grâce, prenant fin le 1^{er} janvier 1992, pour régulariser leur situation. Ce survis vient d'être prorogé jusqu'au 31 mai, mais les expulsions arbitraires se poursuivent discrètement. Interpellés sur nombreux barrages policiers qui se multiplient dans les rues de la capitale, les gens classés dans les «nationalités contre» voient leur carte de sécurité (un document permettant un séjour provisoire) tamponnée avec l'inscription : «Doit quitter l'Etat dans les sept jours». Avant et pendant le dernier sommet du Conseil de coopération du Golfe (le Monde du 27 décembre 1991), les contrôles se sont généralisés au point de perturber la vie quotidienne. Pour ne pas avoir à subir ce «climat policier», bon nombre de Koweïtiens ou de résidents ont préféré prendre «deux semaines de vacances». Plusieurs administrations, sociétés commerciales et entreprises ont dû fermer leurs portes, faute d'employés.

Selon certains membres de l'opposition parlementaire, cette opération de sûreté, qui a duré près de quinze jours, constituait avant tout un «exercice destiné à tester l'efficacité du système de répression militaire-policier qui est graduellement mis en place pour faire face à toute éventualité et préparer les esprits à une telle situation, appelée à se renouveler fréquemment». Elle a été particulièrement efficace puisqu'elle a permis de mettre la main, de l'aveu même des autorités, sur plus de six cents «suspects» qui ont été parqués dans des établissements scolaires en

L'EUROPE DE LA COMMUNAUTÉ ET LES MIGRATIONS REVUE COMPLEXE DES MIGRATIONS 1991 N° 1

AFRIQUE

Après les informations du « Sunday Times »

L'Algérie dément toute coopération militaire avec l'Irak

L'Algérie a rejeté les informations rapportées dans la dernière édition du *Sunday Times*, selon lesquelles Alger et Bagdad collaboreraient pour mettre au point la « bombe islamique » (le *Monde* du 7 janvier). Le ministre algérien des affaires étrangères les a qualifiées de « fausses et dénuées de tout fondement », dans un communiqué publié lundi 6 janvier. « Le *Sunday Times* fait référence à des informations obtenues auprès de services officiels soit de donner la preuve de ce qu'ils avancent et de les publier, soit de démentir », a ajouté le premier ministre algérien, Sid Ahmed Ghozali, au « Club de la presse » d'Europe 1.

Le porte-parole du département d'Etat américain a déclaré par sa part, à Washington, que « les Etats-Unis ne disposent d'aucune information pouvant confirmer une collaboration » nucléaire entre l'Irak et l'Algérie. Un « responsable britannique » cité par l'agence Reuters s'est refusé à toute confirmation, précisant que la Grande-Bretagne « exhortait » l'Algérie à adhérer au traité de non-prolifération nucléaire (TNP).

A l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), on affirme également n'avoir aucune preuve des accusations du *Sunday Times*. Le journal britannique affirmait notamment que l'Irak avait livré 10 tonnes d'uranium naturel à l'Algérie. Or, cette matière première est en vente libre sur le marché mondial. N'étant pas signataire du TNP (comme l'Inde, le Pakistan ou Israël), l'Algérie n'est pas obligée de soumettre ses installations aux inspections de l'AIEA. Elle le fait pourtant pour le petit réacteur expérimental argentin qui fonctionne déjà sur son sol, et un accord pour l'inspection du réacteur chinois en construction à

200 kilomètres d'Alger devrait être ratifié le mois prochain. « Nous avons bon espoir que les nouvelles élections ne changeront pas la disposition d'esprit du gouvernement algérien », déclare un porte-parole de l'AIEA.

La construction de ce réacteur, qui pourrait être utilisé pour produire du plutonium à usage militaire (de quoi fabriquer une bombe en sept ou huit ans), inquiète les experts occidentaux.

J.-P. D.

SOMALIE

Retrait partiel de Médecins sans frontières « pour raisons de sécurité »

L'organisation Médecins sans frontières (MSF) a annoncé, lundi 6 janvier, à Nairobi (Kenya), la réduction de ses équipes travaillant à Mogadiscio « pour des raisons de sécurité », les hôpitaux devenant « la cible de certains groupes armés ». Sur les douze personnes présentes dans la capitale somalienne, seulement sept resteront sur place.

Un obus avait atteint, dimanche, un des deux hôpitaux où les équipes de MSF soignent les blessés, victimes de la guerre de clans qui ravage la capitale depuis la mi-novembre et a causé la mort d'environ quatre mille civils, selon les indications de l'ONU qui, la semaine dernière, faisait état, au total, de vingt mille morts et blessés. MSF, présent à Mogadiscio depuis un an, estime avoir assuré 80 % de l'approvisionnement de la ville en médicaments et matériel médical. (AFP, Reuters.)

TCHAD

La France a rapatrié le 8^e régiment parachutiste

La France a décidé d'attacher son dispositif militaire au Tchad, en rapatriant la compagnie du 8^e régiment parachutiste d'infanterie de marine – soit 150 hommes – qu'elle avait envoyée en renfort à N'Djaména, le 3 janvier. La compagnie a quitté la capitale tchadienne mardi 7 janvier et devait arriver à Toulouse dans la journée.

Un premier groupe de quinze prisonniers, capturés par l'armée tchadienne, est arrivé à N'Djaména, a annoncé, lundi 6 janvier, la radio nationale. La région où se sont déroulés les combats contre les maquisards hostiles au régime du président Idriss Deby serait désormais « complètement sous le contrôle de l'armée », a précisé la radio. Selon un responsable militaire, la ville de Bol, en bordure du lac Tchad, n'aurait d'ailleurs été occupée que quelques heures, les moyens des rebelles « étant très limités ».

D'autres sources militaires ont indiqué que les rebelles ont battu en retraite, fuyant vers la frontière nigérienne. Lors de la reconquête de Bol,

les forces gouvernementales auraient tué au moins quatre cents maquisards et se seraient emparés d'une bonne centaine de véhicules, précisait-on de même source.

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, en voyage officiel au Gabon, a déclaré, lundi soir à Libreville, qu'il avait eu « confirmation que les localités de Bol et de Liwa, dans la région du lac Tchad, avaient bien été reprises par les forces d'Idriss Deby ».

Par ailleurs, à Dakar, au Sénégal, où l'ex-président Hissène Habré réside depuis décembre 1990, de très bonnes sources ont révélé, lundi, que l'ancien numéro un tchadien a tenté, au moins une fois, de quitter son pays d'asile. Muni d'un faux passeport, M. Habré aurait demandé, il y a quelques mois, un visa pour la France. Reconnu sur la photo par l'un des employés du consulat de France, sa tentative a échoué, et les autorités sénégalaises ont dû renforcer la surveillance de leur hôte tchadien. (AFP, AP, Reuters.)

■ **NAMIBIE** : deux trafiquants de médicaments arrêtés à la frontière angolaise. – La police namibienne a arrêté deux hommes, un Namibien et un Angolais, qui tentaient de faire passer des médicaments, de fabrication soviétique, d'Angola en Namibie, a annoncé, lundi 6 janvier, le ministère de la défense, à Windhoek. Les deux trafiquants ont été arrêtés le 24 décembre, à Oshana, à la frontière entre les deux pays. (AFP, Reuters.)

■ **TANZANIE** : famine dans le centre du pays. – Quatre personnes sont mortes, victimes de la famine qui affecte le district de Kilosa, situé à environ 320 kilomètres à l'ouest de Dar-es-Salaam, a indiqué, lundi 6 janvier, la radio nationale. « La population de Kilosa se nourrit

uniquement de racines », a précisé la radio. (AFP.)

■ **Le Gabon propose que le prochain sommet franco-africain ait lieu en septembre**. – Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a déclaré, lundi 6 janvier, à Libreville, que les autorités gabonaises lui avaient proposé le mois de septembre pour la tenue du prochain sommet franco-africain, à Libreville. M. Dumas, qui achevait une visite de vingt-quatre heures au Gabon, s'était rendu, auparavant, au Ghana et au Nigeria. Attendu lundi soir à Abidjan, en Côte d'Ivoire, M. Dumas devrait regagner Paris dans la nuit de mardi. (AFP.)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

24 020 meurtres en 1991

24 020 personnes ont péri de mort violente aux Etats-Unis en 1991, le chiffre le plus élevé jamais atteint. Indique un rapport de la commission judiciaire du Sénat publié lundi 6 janvier à Washington. Le nombre des victimes a été de 580 par rapport à 1990. Depuis 1985 l'augmentation est de 23 %. La Californie, Etat le plus peuplé, arrive en tête avec 3 710 assassinats, suivie par le Texas, qui en a connu 2 660. Le nombre des assassinats a cependant diminué de 2 % dans l'Etat de New-York, où il a été de 2 560.

Le président Bush a fait trop peu « pour combattre cette épidémie », affirme M. Joseph Biden, sénateur démocrate du Delaware, président de cette commission. M. Biden reproche en particulier à M. Bush de s'opposer à un projet de loi imposant un délai de réflexion de cinq jours pour l'achat d'une arme de poing. Le rapport de la

commission estime que la drogue, la facilité avec laquelle il est possible d'acquiescer des armes puissantes et les affrontements entre bandes rivales sont les principales causes de cette recrudescence de la violence. Ces trois phénomènes ne devraient pas reculer dans les années qui viennent et pourraient même s'accroître encore, écrivent les auteurs de ce texte.

M. Biden affirme qu'une loi pour combattre la criminalité violente pourrait être votée prochainement si la Maison Blanche retirait son opposition au délai de réflexion de cinq jours. « Le bilan en souffrances humaines est trop élevé pour qu'on attende davantage », déclare le sénateur. « 1991, qui a vu le reste du monde devenir plus sûr pour l'Amérique, a aussi vu notre pays devenir moins sûr pour ses propres citoyens », ajoute-t-il. (Reuters, UPI.)

■ **RÉPUBLIQUE DOMINICAINE** : visite du pape en octobre. – Le pape Jean-Paul II se rendra en visite en République dominicaine, pour donner le coup d'envoi de la quatrième conférence générale de l'épiscopat latino-américain, le 12 octobre, à Saint-Domingue, jour où, en 1492, Christophe Colomb aurait atteint l'Amérique. « L'Eglise a l'intention de célébrer non des événements historiques mais des événements actuels », mais l'arrivée de la foi sur ce continent », a déclaré le pape, dimanche 5 janvier, à Rome. (AFP, Reuters.)

■ **HAÏTI** : le président « provisoire » poursuit son mandat au-delà du 8 janvier. – M. Joseph Nérrette, président « provisoire » d'Haïti installé par les militaires après le coup d'Etat du 30 septembre, poursuivra son mandat au-delà du 8 janvier, date-but du délai prévu par la Constitution. Il s'agit ainsi d'éviter « une vacance du pouvoir exécutif » en attendant un dénouement de la crise, ont indiqué, lundi 6 janvier, les présidents du Sénat et de la Chambre des députés haïtiens. Ces derniers devaient rencontrer mardi à Caracas le président venésoléen Juan-Bertrand Aristide, afin de trouver un terrain d'entente sur le nom d'un nouveau premier ministre. (AFP, UPI.)

ASIE

La tension entre Dacca et Rangoun

Le Bangladesh met ses troupes en alerte face à la Birmanie

Le Bangladesh a mis ses troupes en alerte, dimanche 5 janvier, face à la concentration, depuis le 21 décembre, de quelque 50 000 soldats déployés par Rangoun à la frontière entre les deux pays. La tension avait brusquement crû après que deux citoyens bangladais eurent été tués par une patrouille birmane, qui s'était attaquée, sur le territoire du pays voisin, à un camp de réfugiés rohingyas.

Quelque 60 000 membres de cette importante minorité musulmane (environ trois millions de personnes) vivent dans la province d'Arakan, ont cherché, en 1991, la protection de Dacca. Ils fuyaient les violences perpétrées à leur endroit par les troupes de la Bir-

manie bouddhiste. Rangoun a reconnu que l'action du 21 décembre était une méprise : ses soldats croyaient s'attaquer à un camp d'entraînement de la RSO (Rohingya solidarity organisation), qui a pris les armes pour une autonomie de l'Arakan.

Le Bangladesh a, par ailleurs, demandé à différents Etats de mener une action de conciliation. Il a, par ailleurs, déclaré souhaiter le rapatriement des réfugiés, dont le nombre continue de croître. A la suite d'une rencontre, mardi, entre responsables militaires des deux pays, les troupes birmanes ont reculé de quelques kilomètres. (AFP, UPI.)

■ **Prochaine visite de M. Li Peng** en Suisse, en Italie et à Malte. – Le premier ministre chinois, M. Li Peng, se rendra en visite officielle en Italie et à Malte fin janvier et participera à un symposium économique international en Suisse, a-t-on appris de source diplomatique que européenne à Pékin, où l'on trouve cette invitation « prématurée ». Il s'agit en effet de la première visite d'un haut dirigeant chinois dans un pays de la CEE depuis le massacre du 4 juin 1989 à Pékin. D'autre part, le chef de l'Etat chinois, M. Yang Shangkun, a quitté Pékin, mardi 7 janvier, pour une visite officielle à Singapour et en Malaisie. (AFP.)

■ **BIRMANIE** : arrestation d'une centaine d'étudiants. – La junte militaire se pouvoir à Rangoun a arrêté au moins une centaine d'étudiants fin décembre, ont indiqué,

lundi 6 janvier, des habitants de la capitale birmane. Ces étudiants ont été interpellés de manière préventive, afin d'éviter des troubles lors de la réouverture des écoles et universités, fermées à la mi-décembre à la suite de manifestations antigouvernementales sur le campus de Rangoun. (Reuters.)

■ **PHILIPPINES** : M^{me} Imelda Marcos, candidate à l'élection présidentielle. – M^{me} Imelda Marcos a annoncé, mardi 7 janvier, qu'elle se porterait candidate à la succession de M^{me} Cory Aquino lors de l'élection présidentielle prévue en mai. La veuve du dictateur, qui sortait du tribunal, où elle avait plaidé non coupable pour une accusation de corruption, souhaite être la candidate du parti nationaliste, d'opposition. (AFP, Reuters, UPI.)

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente amiable Pal. Just. PARIS le JEUDI 30 JANVIER 1992 à 14 h 30

LOGEMENT à PARIS 18^e

24, rue Myrtille 2 pièces et une cave M. à P. : 30 000 F
S'adr. M^{re} R. MERCIER, avocat à PARIS-8, 13, rue de Lisbonne. Tél. : 49-80-81-85
M^{re} TH. MAGLO, avocat à CRÉTEIL (94000) 4, Allée de la Tolosane d'Or.
Tél. : 49-80-81-85.

VIETNAM : à propos de deux livres de Georges Boudarel

Des lendemains de victoires peu glorieux

L'« affaire Boudarel » a fait couler beaucoup d'encre en 1991. La cour d'appel de Paris s'est opposée en décembre dernier à la poursuite pour « crimes contre l'humanité » du compagnon de route du Vietnam de l'époque par d'anciens prisonniers français de la guerre d'Indochine (le *Monde* daté 22-23 décembre 1991). Georges Boudarel vient de publier coup sur coup deux ouvrages, dont notre correspondant en Asie du Sud-Est restitue le contexte.

Au début, c'est-à-dire au sortir de la seconde guerre mondiale, il y eut le malentendu franco-vietnamien. La France entendait garder, sous une forme ou une autre, son empire. Le Vietnam, où les communistes avaient déjà pris les choses en main, avait proclamé son indépendance et entendait, même sous une forme restrictive, en préserver l'essentiel. La partie se joua donc les armes à la main et l'on sait quelle en fut l'issue : la défaite de Dien Bien Phu, pour les Français, et la partition de leur pays, au niveau du 17^e parallèle, pour les Vietnamiens.

L'élan nationaliste aidant, les Vietnamiens qui se battent contre les Français viennent d'un peu partout, du Sud comme du Nord, de la paysannerie comme des couches plus aisées des grandes villes. Les stratèges communistes, autour de Ho Chi Minh, gèrent cette résistance au sein de laquelle on respire le plus souvent. Et quand il faut se plier aux ordres venus d'en haut ou à une discipline parfois pesante, on s'y résout sans trop mégrer puis-que la conviction de lutter pour une juste cause l'emporte, de loin, sur le reste.

Malgré le général Vo Nguyen Giap, pour enlever Dien Bien Phu, ne suivra pas l'avis de ses conseillers chinois. Et, dans ses programmes comme dans sa vie

quotidienne, le PC vietnamien, qui rend officiellement avec la formation d'un Parti des travailleurs du Vietnam, aura les mêmes efforts. Bien des années ont été, pendant la guerre anticoloniale, en première ligne, aux côtés de la troupe, et bien des généraux ne trouvent rien à redire à leurs critiques ou à leur tempérament frondeur. Les apparatchiks et politiciens officiels ne leur ménagent pas moins une vie dure, jusqu'à leur interdire l'accès au public.

La lecture de *Cent fleurs écloses dans la nuit du Vietnam* (2), de Georges Boudarel, éclaire cette période que l'auteur a vécue de près. La suspicion des milieux artistiques envers, bien malgré eux, des écrivains, Boudarel, dans son *Autobiographie* (3) rapporte une confidence du docteur Pham Ngoc Thach, sudiste de caractère très indépendant et héros de la résistance, qui pérorait sous les bombes américaines : « Je ne parviens pas à comprendre comment le Viet Nam il était le médecin personnel d'Ho Chi Minh qui est si peu conformiste, s'est laissé coïncider par une parodie de cons aussi conformistes ».

Quoi qu'il en soit, le tournant pris par les communistes dans les années qui ont suivi la défaite française a laissé des traces jusqu'à nos jours. Bien sûr, dans le nationalisme, il trouve un second souffle pour conquérir le Sud et en chasser les protégés des Américains. Mais ce qui s'est passé en 1955-1956 dans les rangs communistes explique aussi pourquoi ils gèreront si mal leur victoire de 1975, en imposant leur loi à leurs adversaires défaits.

■ **Purges et révolution culturelle**
Ce fut le triomphe des plans de l'arrière et la terreur de ceux qui étaient au « front ». Ce fut aussi une occasion pour les voyous et, parfois même, le pègre de se faire une place au soleil car cette brutale réforme agraire s'est accompagnée d'une profonde purge dans les rangs du parti. Il faudra des révoltes de paysans, au Nghe-An, sa province natale, pour que Ho Chi Minh mette un frein à l'entreprise et en dénonce les erreurs les plus graves. Dans son très beau roman, *Les Paradis aveugles* (1) Duong Thu Huong, qui vient de faire un séjour en prison, raconte cette époque de terreur rurale dont elle a conservé une marque indélébile.

La reprise en main de la

culture, après de vifs débats sur l'art et la politique toujours d'actualité au Vietnam, aura les mêmes effets. Bien des artistes ont été, pendant la guerre anticoloniale, en première ligne, aux côtés de la troupe, et bien des généraux ne trouvent rien à redire à leurs critiques ou à leur tempérament frondeur. Les apparatchiks et politiciens officiels ne leur ménagent pas moins une vie dure, jusqu'à leur interdire l'accès au public.

La lecture de *Cent fleurs écloses dans la nuit du Vietnam* (2), de Georges Boudarel, éclaire cette période que l'auteur a vécue de près. La suspicion des milieux artistiques envers, bien malgré eux, des écrivains, Boudarel, dans son *Autobiographie* (3) rapporte une confidence du docteur Pham Ngoc Thach, sudiste de caractère très indépendant et héros de la résistance, qui pérorait sous les bombes américaines : « Je ne parviens pas à comprendre comment le Viet Nam il était le médecin personnel d'Ho Chi Minh qui est si peu conformiste, s'est laissé coïncider par une parodie de cons aussi conformistes ».

Quoi qu'il en soit, le tournant pris par les communistes dans les années qui ont suivi la défaite française a laissé des traces jusqu'à nos jours. Bien sûr, dans le nationalisme, il trouve un second souffle pour conquérir le Sud et en chasser les protégés des Américains. Mais ce qui s'est passé en 1955-1956 dans les rangs communistes explique aussi pourquoi ils gèreront si mal leur victoire de 1975, en imposant leur loi à leurs adversaires défaits.

■ **Les vieux réflexes**
La réunification est bécotée et la réforme agraire, imposée dans le Sud, se traduit par une catastrophe. Entre-temps, les compagnons de route ont été mis sur la touche et les adversaires qui n'ont pas eu le temps de fuir sont jetés dans des « camps de

rééducation » où une poignée d'ancres aux croupettes encore aujourd'hui, avec la récence promise d'en sortir rapidement, près de dix-sept ans après la défaite.

On retrouve, comme il y a deux décennies, les mêmes idéologies de l'appareil à l'égard des intellectuels et de tout ce qui peut engendrer un quelconque pluralisme. La ligne de « la construction du socialisme » à laquelle de moins en moins de communistes croient encore, reste la loi. Le PCV a, certes, reconnu les erreurs commises de 1975 à 1985 et, avec le *doi moi* (renouveau) adopté fin 1986, de réels efforts ont été entrepris non seulement pour libéraliser l'économie mais aussi pour laisser les gens respirer.

Mais, au sein du PCV, le conformisme reste de rigueur, même et surtout quand l'empire soviétique s'est écroulé et qu'il faut faire de nouveau avec la Chine. Frilosité ? Intérêts bien compris de la nomenklatura ? Incapacité à franchir le gué ? Terreur à l'idée d'organiser une transition en douceur ? Qu'on y voie aussi le recours à de vieux réflexes.

Sur le dur cheminement des communistes vietnamiens, tout le monde ne partage sans doute pas l'avis de Boudarel. Mais son témoignage sur certains pans de cette histoire est utile et, à ce titre, vital. L'ancien partisan et l'historien se rejoignent pour nous raconter le lourd poids d'un passé que les communistes vietnamiens tentent encore, et non sans mal, de gérer. Que l'auteur soit aujourd'hui au cœur d'une controverse ne devrait pas occulter l'intérêt de ce coup d'œil sur l'histoire récente d'un pays qui n'a pas fini de faire parler de lui.

JEAN-CLAUDE POMONTI

(1) Editions des Femmes, le *Monde* du 29 juin 1991.
(2) Ed. Jacques Bertoia, 440 p., 120 F.
(3) Ed. Jacques Bertoia, 304 p., 140 F.

صكنا من الأصل

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

020 meurtres en 1991

Un meurtre en 1991, le plus élevé en dix ans, a été enregistré par le FBI. Le nombre de victimes a augmenté de 20 % par rapport à 1980. Les experts estiment que le taux de criminalité continuera d'augmenter.

Le FBI a rapporté que le nombre de meurtres a augmenté de 20 % par rapport à 1980. Les experts estiment que le taux de criminalité continuera d'augmenter.

Le FBI a rapporté que le nombre de meurtres a augmenté de 20 % par rapport à 1980. Les experts estiment que le taux de criminalité continuera d'augmenter.

Georges Boudarel

es peu glorieux

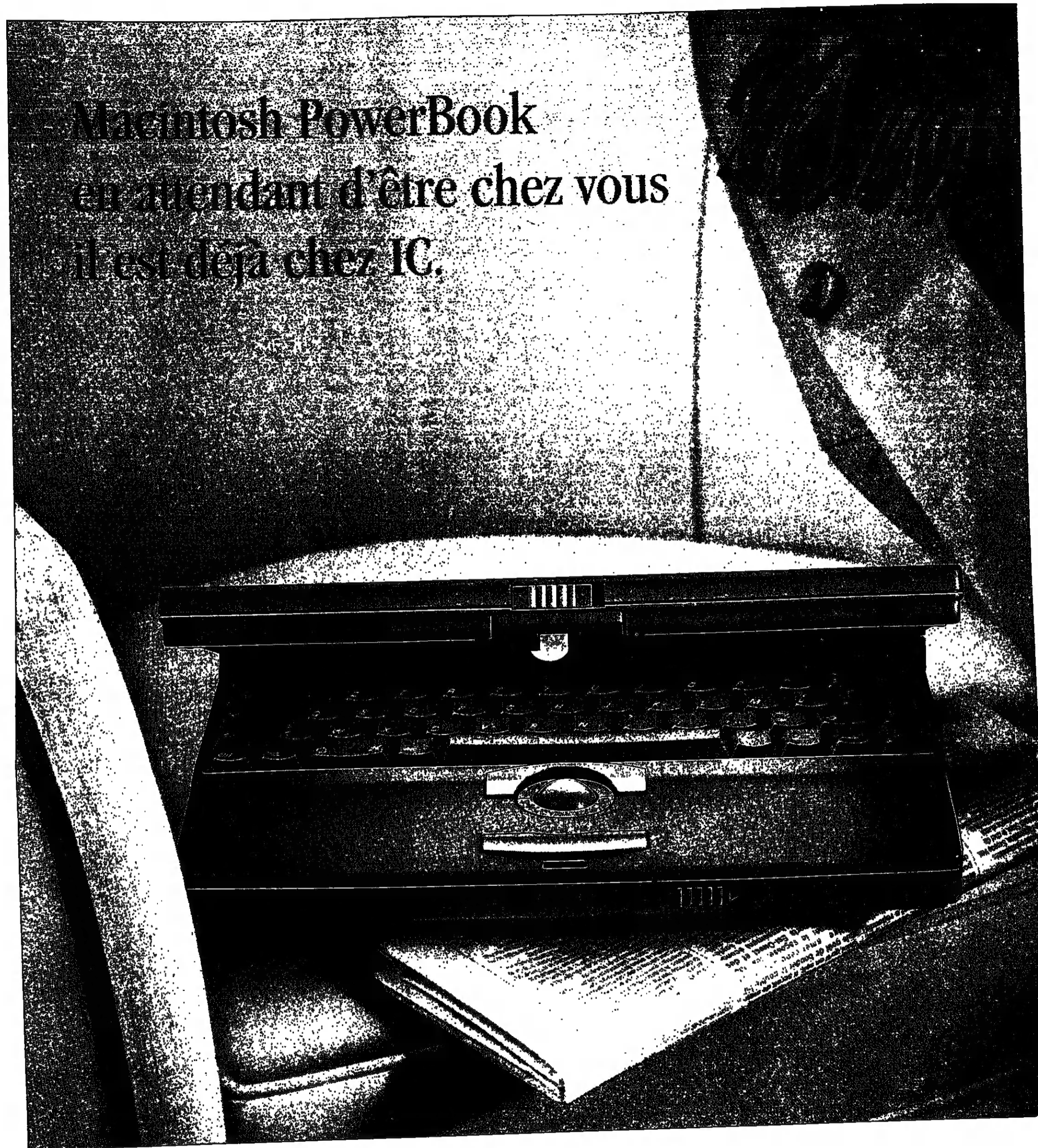
Les performances des équipes nationales de football ont été décevantes lors de la dernière coupe du monde. Les joueurs ont montré une grande détermination, mais les résultats ont été décevants.

Les performances des équipes nationales de football ont été décevantes lors de la dernière coupe du monde. Les joueurs ont montré une grande détermination, mais les résultats ont été décevants.

Les performances des équipes nationales de football ont été décevantes lors de la dernière coupe du monde. Les joueurs ont montré une grande détermination, mais les résultats ont été décevants.

Le Monde • Mercredi 8 janvier 1992 • 7

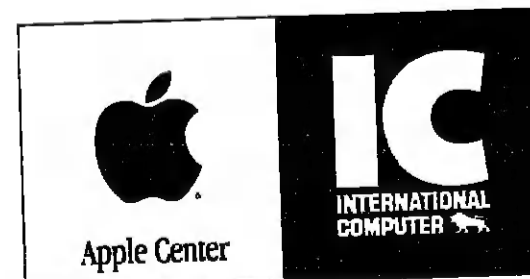
Macintosh PowerBook en attendant d'être chez vous il est déjà chez IC.



100, 140, 170, les Macintosh PowerBook associent à un niveau de puissance extrêmement élevé toute la simplicité d'utilisation Macintosh. Tirant pleinement parti du système 7, ils offrent un trackball, des écrans très rapides et un confort de frappe inconnu jusqu'à ce jour. Conçus pour communiquer, ils se connectent à tous les périphériques et grâce à leur Port Local Talk s'intègrent à tous réseaux Mac. Apple Talk Remote leur permet de communiquer à distance et même d'avoir accès aux sites centraux.

Avec le fax modem, envoyer une télécopie se fait aussi simplement que lancer une impression... Il y a tant à dire que la vraie révélation vous l'aurez en venant chez IC. Là, vous vous demanderez comment vous avez fait pour vous en passer. Vous choisirez celui des trois Macintosh PowerBook qui deviendra votre inséparable compagnon. En devenant client chez IC, vous bénéficierez de plus de 10 ans d'expérience Apple, des conseils et des services du premier distributeur Apple d'Europe. A bientôt.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26
APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90
IC MARSEILLE 91 37 25 03 • IC TOULOUSE 61 25 63 32
IC NANTES 40 47 08 62 • IC LYON 78 62 38 38

CHRONOLOGIE

ÉTRANGER

1^{er}. - **BURKINA-FASO** : A l'élection présidentielle, M. Blaise Compaoré, seul candidat, est élu avec 86,4 % des suffrages. Seuls 27,3 % des électeurs participent à ce scrutin, boycotté par l'opposition qui réclame la convocation d'une conférence nationale. Le 9, un des dirigeants de l'opposition est tué dans un attentat (3, 5, 6, 11, 12 et 14).

2. - **VANUATU** : Aux élections législatives, l'Union des partis modérés (opposition francophone) remporte 19 des 46 sièges. M. Maxime Carlot forme, le 16, un gouvernement de coalition avec le parti créé par M. Walter Lini, premier ministre déchu le 6 septembre, qui a obtenu 10 sièges (6 et 18).

3. - **YUGOSLAVIE** : La CEE ne maintient les sanctions décidées le 8 novembre contre la Serbie et le Monténégro. Alors qu'en Croatie les combats se poursuivent, en particulier autour d'Osijek, et que la vieille ville de Dubrovnik est à nouveau bombardée le 6, M. Cyrus Vance, envoyé spécial de l'ONU, affirme, le 8, à l'issue de sa quatrième mission de paix, qu'aucun déploiement de « casques bleus » ne peut être envisagé tant que le cessez-le-feu conclu le 23 novembre n'est pas respecté. Le Conseil de sécurité décide seulement, le 18, d'envoyer en Yougoslavie une vingtaine d'observateurs militaires. De source croate, on estime qu'en six mois de guerre civile le nombre des morts est supérieur à 10 000 et celui des personnes déplacées, à 500 000 (du 1^{er} au 31).

2-4. - **LIBAN** : Les trois derniers otages américains sont libérés par leurs ravisseurs intégristes pro-syriens, M. Joseph Clappio le 2, M. Alan Stein le 3 et M. Terry Anderson le 4. Le 1^{er} Israël avait relâché vingt-cinq prisonniers chiites. L'ONU poursuit sa médiation pour obtenir la libération de dizaines d'autres Libanais détenus en Israël ainsi que de deux otages allemands que Bonn refuse d'échanger contre deux terroristes libanais incarcérés en Allemagne (du 3 au 7, 11 et du 24 au 30).

3. - **TOGO** : M. Joseph Kokou Koffigoh, premier ministre depuis août, accepte de ralentir le processus de démocratisation, sous la menace de militaires putschistes qui étaient entrés en rébellion le 27 novembre en se réclamant du président Eyadéma. La France, appelée à l'aide par M. Koffigoh, avait envoyé, le 29 novembre, des militaires au Bénin voisin, mais elle avait refusé d'intervenir à Lomé contre les putschistes (du 28/XI au 11, du 14 au 17, 26 et 31/XII, 1^{er}/I).

5. - **GRANDE-BRETAGNE** : La nomination d'un administrateur judiciaire conserve l'indépendance de l'empire Maxwell, un mois après la mort de son fondateur, désormais accusé de nombreuses malversations (du 3 au 16, 18 et 21).

6. - **ALBANIE** : M. Ylli Bufi, premier ministre ex-communiste depuis juin, démissionne après le départ des ministres de l'opposition de son gouvernement de coalition. En raison des pénuries alimentaires, les scènes de pillage se multiplient : l'incendie d'un entrepôt de vivres fait trente-huit morts, le 9, à Fushë-Arrez. Le 14, un gouvernement de « technocrates » est formé pour diriger le pays jusqu'aux élections anticipées, fixées, le 21, au 1^{er} mars (3, du 6 au 12, 14, 17, 24 et 26/XII, 1^{er}/I).

9-10. - **CEE** : Le sommet européen de Maastricht (Pays-Bas) permet la conclusion d'un nouveau traité communautaire. Sur l'union économique et monétaire, l'accord prévoit un processus irréversible jusqu'à la création, avant le 1^{er} janvier 1999, d'une monnaie unique, l'écu. Sur l'union politique, les progrès portent surtout sur la citoyenneté européenne ainsi que sur la diplomatie et la défense communes, mais la Grande-Bretagne, qui a obtenu de bénéficier d'une clause d'exemption pour la monnaie unique, refuse de participer à l'Europe sociale (du 1^{er} au 17).

9-11. - **SOMMET ISLAMIQUE** : Le sixième sommet de l'Organisation de la conférence islamique est réuni à Dakar (Sénégal). L'Irak, qui a refusé d'y participer, est en position d'accusé, tandis que l'Iran se présente en rassembleur d'un monde musulman divisé (6, 8-9, 10 et 13).

10. - **KENYA** : Le Parlement rétablit le multipartisme supprimé en 1982, après l'acceptation par le président Daniel arap Moi, au pouvoir depuis 1978, de réformes démocratiques sous la pression des bailleurs de fonds occidentaux (3, 4, 12, 25 et 27/XII, 1^{er} et 5-6/I).

10-18. - **PROCHE-ORIENT** : Les négociations bilatérales israélo-arabes reprennent à Washington, mais elles ne permettent pas de débloquer le processus de paix. Une querelle de procédure empêche même les Israéliens et la délégation jordanienne-palestinienne d'ouvrir les discussions sur le fond.

Le prochain rendez-vous est prévu en janvier, toujours à Washington (du 3 au 6, du 10 au 21 et 24).

11-16. - **CHINE-INDE** : M. Li Peng effectue en Inde la première visite officielle d'un chef de gouvernement chinois depuis 1960 (du 12 au 17).

12-13. - **FRANCE-LIBAN** : M. Roland Dumas se rend à Beyrouth pour la première visite d'un ministre français des affaires étrangères depuis 1983 (du 13 au 16, 19 et 21).

13. - **CORÉES** : Les premiers ministres du Nord et du Sud signent à Séoul un pacte de réconciliation, qui prévoit l'ouverture de négociations pour un traité de paix après quarante-six ans d'hostilité entre les deux pays. Le 31, un accord de principe est conclu sur la dénucléarisation de la péninsule (du 13 au 17, 20, 27 et 28/XII, 1^{er} et 2/I).

14. - **ÉGYPTE** : Le naufrage en mer Rouge du ferry *Salem-Express* provoque la mort de 473 des 654 passagers (17 et 18).

14. - **VATICAN** : Le premier synode qui réunit à Rome, depuis le 28 novembre, les évêques catholiques d'Europe de l'Ouest et de l'Est, s'achève par la publication d'une charte pour la « nouvelle évangélisation » du continent. Des délégués protestants et orthodoxes ont participé aux débats, mais plusieurs Églises orthodoxes avaient refusé l'invitation du pape (28 et 30/XI, 3, 4, du 8 au 11 et du 14 au 17/XII).

16. - **CEE** : Les Douze définissent des critères « pour la reconnaissance des nouveaux États en Europe de l'Est et en Union soviétique ». Ils s'engagent à reconnaître le 15 janvier, à ces conditions, les Républiques yougoslaves qui souhaitent accéder à l'indépendance. Tandis que la Slovinie, la Croatie, la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine, mais ni la Serbie ni le Monténégro, déposent leur demande, l'Allemagne reconnaît officiellement, dès le 23, la Slovinie et la Croatie (du 8 au 30).

16. - **PROCHE-ORIENT** : L'Assemblée générale de l'ONU approuve, sur l'initiative des États-Unis, l'abrogation de la résolution du 10 novembre 1975, qui assimilait le sionisme à « une forme de racisme » (18 et 19).

16. - **TRINITÉ-ET-TOBAGO** : Aux élections législatives, le Mouvement national du peuple (social-démocrate), au pouvoir de 1956 à 1986, retrouve, avec 21 (+18) des 36 sièges, la majorité au Parlement, qu'il avait perdue en 1986 au profit de l'Alliance nationale pour la reconstruction. M. Patrick Manning est nommé premier ministre le 17 (18 et 20).

18. - **ÉTATS-UNIS** : General Motors, numéro un mondial de l'automobile, qui affronte la concurrence japonaise sur un marché américain en récession, annonce la suppression en trois ans de 74 000 de ses 395 000 emplois (20).

19. - **AUSTRALIE** : M. Bob Hawke, premier ministre depuis mars 1983, est contraint de démissionner, les députés travaillistes lui ayant préféré son ancien ministre de l'économie, M. Paul Keating, qui lui succède à la tête du gouvernement (8-9, 20, 21 et 28).

Décembre 1991 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième mardi (idéalement mercredi) de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

19. - **CEE** : Les Douze adoptent une directive sur les normes de télévision haute définition, qui est moins contraignante pour les diffuseurs que le souhaitait la France (3 et du 20 et 23).

19. - **FINANCES MONDIALES** : La Banque fédérale d'Allemagne relève son taux d'escompte de 7,5 % à 8 %, son niveau le plus haut depuis 1945, estimant « intolérable » le taux de l'inflation, qui a atteint 4,2 % en novembre.

Le 20, la Banque du Japon réduit son taux d'escompte de 5 % à 4,5 %. En revanche, en Europe occidentale, la plupart des pays suivent la décision allemande de hausse des taux : le 23, la Banque de France augmente son taux directeur de 9,25 % à 9,6 % pour assurer la stabilité du franc, alors que le schenker s'élève et que le dollar continue de s'affaiblir, descendant à Paris jusqu'à 1,51 DM, 125 yens et 5,18 F à la fin du mois. Quant aux marchés boursiers, ils terminent l'année en vive progression, surtout Wall Street qui pulvérise ses records de hausse (du 3 au 10, 14, 15-16, du 20/XII au 31).

19. - **ONU** : L'Assemblée générale des Nations unies décide la création d'un poste de coordinateur chargé des affaires humanitaires (22-23).

20. - **EST-OUEST** : Les ministres des affaires étrangères de l'Alliance atlantique et ceux des anciens membres du pacte de Varsovie se réunissent à Bruxelles pour la session inaugurale du Conseil de coopération nord-atlantique. Dans un message adressé aux participants, M. Eltsine « pose la question de l'adhésion de la Russie à l'OTAN en tant qu'objectif politique à long terme » (du 13 au 16 et du 20 au 23).

20. - **SAHARA OCCIDENTAL** : Le représentant spécial des Nations unies démissionne alors que le plan de paix de l'ONU a pris du retard : le référendum d'autodétermination prévu début 1992 est repoussé d'au moins six mois (du 20 au 23, 25 et 27/XII, 2 et 3/I).

20-21. - **AFRIQUE DU SUD** : Dix-neuf partis et organisations participent, près de Johannesburg, à la première réunion de la convention pour une Afrique du Sud démocratique, chargée d'élaborer une nouvelle Constitution, qui consacrera la fin de l'apartheid.

Seules l'extrême gauche noire et l'extrême droite blanche ont refusé de se joindre aux négociations (3, 5, 6, 8-9, 11, 15-16, 18, du 20 au 24 et 31).

21. - **TAIWAN** : Aux élections législatives, le Kuoomin-tang, parti nationaliste au pouvoir depuis 1949, remporte plus des trois quarts des sièges de la nouvelle Assemblée, appelée à réviser la Constitution (22-23 et 24).

23. - **POLOGNE** : Le gouvernement de coalition de centre droit formé par M. Jan Olszewski est investi par la Diète. Après les législatives du 27 octobre, M. Olszewski avait été nommé premier ministre le 5, à contrecoeur, par le président Walesa (du 6 au 10, 14, du 17 au 21, 24 et 25).

26. - **ALGERIE** : 41 % des électeurs s'abstiennent au premier tour des premières élections législatives pluralistes, qui a lieu dans le calme. Avec 188 des 430 sièges, le Front islamique du salut (FIS) paraît assuré d'obtenir la majorité absolue au deuxième tour, prévu le 16 janvier. Le Front de libération nationale (FLN), parti unique de 1962 à 1989, n'obtient que 15 sièges et est devancé par le Front des forces socialistes (FFS), qui, avec 25 sièges, est le seul des nouveaux partis démocratiques à avoir des élus (3, du 6 au 11, du 13 au 20 et à partir du 24).

29. - **FRANCE-IRAN** : L'accord concernant fin au contentieux financier opposant les deux pays depuis 1979 est signé à Téhéran (du 26 au 31/XII et 2/I).

30. - **ÉTATS-UNIS** : Une décision judiciaire confirme que le Crédit lyonnais est en droit de contrôler la société cinématographique Metro Goldwyn Mayer. En avril, l'homme d'affaires italien Gian Carlo Parretti avait été évincé de la direction par la banque nationalisée française, dont la filiale néerlandaise avait accordé à M. Parretti d'énormes facilités financières pour prendre le contrôle de MGM en 1990. Le 27, M. Parretti a été arrêté à Rome sur des soupçons de fraude fiscale (29-30/XII, 1^{er} et 4/I).

30. - **MAROC** : Les trois frères Bourquind, ressortissants français détenus sans jugement depuis 1973, sont libérés. Ils repartent la France le 3 janvier (25/XII, 1^{er}, 2 et 5-6/I).

31. - **SALVADOR** : Le gouvernement et la guérilla signent à New-York, sous l'égide de l'ONU, un « accord définitif » en vue d'un cessez-le-feu qui doit entrer en vigueur le 1^{er} février 1992 (5, 8-9, 10, 12, 17, 19, 21 et 25/XII, du 1^{er} au 3/I).

FRANCE

1^{er}. - L'équipe de France de tennis remporte la Coupe Davis, pour la première fois depuis 1932, en battant en finale les États-Unis à Lyon grâce à Guy Forget, à Henri Leconte et à leur capitaine, Yannick Noah (29/XI, 1^{er}-2, 3 et 8-9/XII).

4. - Les députés du PS, après ceux de la droite et du PCF, refusent le projet de gouvernement d'une taxe sur les contrats d'assurance pour financer l'indemnisation des personnes contaminées par le sida à la suite de transfusions sanguines. Un nouveau dispositif est annoncé, le 8, par M. Cresson et voté, le 9, à l'Assemblée nationale : il prévoit des économies sur le budget de l'État, ainsi qu'une contribution de 1,2 milliard de francs des compagnies d'assurances. La loi portant diverses dispositions d'ordre social, dans laquelle ces mesures sont inscrites, est définitivement votée le 21 (du 5 au 23).

4. - Mort d'Etienne Fajon, membre du bureau politique du PCF de 1945 à 1979 (5 et 6).

5. - Les partenaires sociaux, sauf la CGT et la CGC, concluent un accord sur l'assurance-chômage. Les mesures prévues devraient rapporter 8 milliards de francs en 1992 pour combler le déficit de l'UNEDIC (6 et 7).

6. - Le Comité national d'éthique rend un avis sur la « non-commercialisation du génome humain », alors qu'aux États-Unis et en Europe les demandes de brevets sur les patrimoines héréditaires se multiplient (7 et 21).

7. - Le sondage mensuel de popularité de la SIFRES indique que les cotes de M. Mitterrand (31 %) - 21 % en trois mois) et de Mme Cresson (26 %) - 23 % en six mois) sont au plus bas (7, 13, 17 et 24/XII, 1^{er}/I).

10. - Le projet de loi sur la gestion et la protection de l'eau est adopté par les députés grâce à la procédure du vote personnel. Ce texte est définitivement voté le 21 (7, 8-9, 12, 15-16 et 22-23).

11. - Inculpation de deux urologues toulousains réputés, soupçonnés d'avoir pratiqué des opérations chirurgicales inutiles (13, 15-16 et 22-23/XII, 2/I).

12. - M. Cresson lance, dans le Monde, un appel à lutter contre l'extrême droite et à « faire barrage à la démagogie du Front national », accusé d'être un « ennemi de la démocratie » (13 et 14).

13-15. - Devant le congrès extraordinaire du PS, réuni à la Défense pour adopter le nouveau « projet » socialiste, les dirigeants des différents « courants » du parti sont unanimes à appeler les militants à ne pas se laisser aller au défaitisme face au discrédit qui atteint la gauche (5, 7 et du 11 au 17).

15. - M. Mitterrand, invité de « 7 sur 7 » sur TF 1, salue les accords européens de Maastricht des 8 et 10 décembre comme « l'un des événements les plus importants du dernier demi-siècle ». Il n'exclut pas un référendum, en avril 1992, sur leur ratification et sur les réformes constitutionnelles qu'ils rendent nécessaires (du 12 au 25/XII, 1^{er} et 3/I).

16. - Adoption définitive de la loi renforçant la lutte contre le travail clandestin (4 et 19).

18. - M. Cresson annonce la création d'un groupe public de haute technologie grâce à la fusion des activités industrielles du Commissariat à l'énergie atomique (CEA-Industrie) et de l'électronique grand public de Thomson (13, 17 et du 19 au 23).

18. - Le gouvernement signe des accords sur la limitation des dépenses de santé avec les biologistes et les ambulanciers, le 13, puis avec les infirmières libérales et les cliniques, le 23. En revanche, les négociations sont dans l'impasse avec les syndicats de médecins (1^{er}-2, 4, 6, 10, 11, 14, 20 et 25).

19. - Le budget pour 1992 est définitivement adopté par les députés, à main levée. En deuxième lecture, le gouvernement avait dû, le 14, engager sa responsabilité, pour la troisième fois sur ce texte. Durant la session d'automne, l'article 49-3 n'a été utilisé que deux autres fois : le 4 octobre, sur le projet de création d'une agence du médicament, et le 5 décembre, sur le projet de collectif budgétaire pour 1991. Ce dernier texte est définitivement voté, le 20, après l'introduction d'un amendement gouvernemental pour régler un contentieux financier avec l'enseignement privé (du 4 au 11, 15-16 et du 18 au 24/XII, 1^{er}/I).

19. - La loi réduisant de dix mois la durée du service militaire est définitivement votée (5, 8-9, 13, 14 et 21).

19. - Accor prend le contrôle de la Compagnie internationale des wagons-lits, grâce à une OPA lancée le 7 novembre. La justice a été saisie par des actionnaires minoritaires pour obtenir le relèvement du prix de l'offre d'achat (18/X, 8/XI, 6, 8-9, 19 et 25/XII).

20. - Les députés adoptent en première lecture un projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Un amendement gouvernemental autorise la rétention des demandeurs d'asile en zone de transit pendant un mois (19, 21 et 22-23).

20-21. - La session parlementaire d'automne s'achève avec l'adoption définitive de plusieurs lois, dont celle sur la protection des consommateurs, qui légalise la publicité comparative, et celle sur les quotas audiovisuels : pour la télévision, ils sont abaissés de 50 % à 40 % d'œuvres d'expression française (6, 12, 14, 18 et du 20 au 24).

21. - Le conseil des ministres approuve deux projets de loi visant à modifier des dispositions du code civil relatives à l'héritage ainsi qu'aux prénoms, aux noms et à la filiation (22-23).

24. - En novembre, la balance du commerce extérieur a été excédentaire de 533 millions de francs, le nombre des chômeurs s'est accru de 1,1 % et les prix ont augmenté de 0,3 % (17, 21, 25 et 28/XII, 1^{er}/I).

31. - La Cinq dépose son bilan, ni Hachette, l'opérateur, ni les autres actionnaires ne voulant assumer les pertes de la chaîne : 600 millions prévus en 1992, après 1,1 milliard en 1991. Le 17, la direction avait annoncé un plan de restructuration qui prévoyait la suppression de 376 emplois sur un total de 820 (4, 5, 8-9, 14 et à partir du 19).

La fin de l'URSS

députés du peuple ou même soumise à un référendum.

Le 8, en Moldavie, M. Mircea Snegur remporte, avec 98 % des suffrages, l'élection présidentielle qui tient aussi lieu de référendum sur l'indépendance. La minorité russeophone de Transnistrie avait voté, le 1^{er}, pour son indépendance à l'égard de la Moldavie.

Le 12, les États-Unis proposent la tenue à Washington en janvier d'une conférence internationale pour coordonner l'assistance aux Républiques. Mais l'absence de cette conférence est mise en doute par les Européens, alors que la CEE fournit 80 % de l'aide à l'URSS.

Le 13, les présidents des cinq Républiques soviétiques (toutes sauf la Géorgie), réunis à Alma-Ata, au Kazakhstan, entérinent la fondation de la CEI, qui succède à l'URSS. Mais c'est la Russie qui est en fait la seule héritière : M. Eltsine obtient le contrôle de l'arme nucléaire et elle reçoit le siège de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Les pays occidentaux réagissent positivement le 1^{er} février 1992 (5, 8-9, 10, 12, 17, 19, 21 et 25/XII, du 1^{er} au 3/I).

Le 16, M. James Baker, secrétaire d'État américain, reçu à Moscou par M. Eltsine et le maréchal Chapochnikov, ministre soviétique de la défense, se dit « rassuré » sur le maintien d'un commandement unique des forces nucléaires au sein de la CEI. Après la Russie, M. Baker se rend, du 17 au 19, dans les trois autres Républiques détenant des armes nucléaires (Kazakhstan, Biélorussie, Ukraine), où il obtient des assurances sur une réduction

des arsenaux nucléaires au-delà des dispositions du traité START.

Le 17, M. Eltsine obtient de M. Gorbatchev que l'URSS cesse officiellement d'exister avant la fin de l'année.

Le 19, M. Eltsine signe une série de décrets par lesquels la Russie s'approprie les dernières structures de l'Union soviétique : le Kremlin, le ministère des affaires étrangères, toutes les ambassades dans le monde. Un grand ministre russe regroupe tous les organes de l'intérieur et de la sécurité, dont ceux créés en octobre après la dissolution du KGB.

Le 21, les présidents des onze Républiques soviétiques (toutes sauf la Géorgie), réunis à Alma-Ata, au Kazakhstan, entérinent la fondation de la CEI, qui succède à l'URSS. Mais c'est la Russie qui est en fait la seule héritière : M. Eltsine obtient le contrôle de l'arme nucléaire et elle reçoit le siège de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Les pays occidentaux réagissent positivement le 1^{er} février 1992 (5, 8-9, 10, 12, 17, 19, 21 et 25/XII, du 1^{er} au 3/I).

A partir du 22, éclatent de violents combats à Tbilissi, en Géorgie, entre forces de l'opposition et partisans du président Zviad

Gamsakhourdia, qui est retranché dans les sous-sols du Parlement. Ces combats à l'arme lourde se poursuivent jusqu'à la fin du mois dans le centre de la capitale géorgienne, faisant des dizaines de morts.

Le 25, M. Gorbatchev, au pouvoir depuis le 11 mars 1985, annonce sa démission dans une allocution télévisée, déclarant qu'il quitte la présidence de l'URSS « avec inquiétude, mais aussi avec espoir ». La plupart des grands pays, sauf la Chine, rendent hommage à son rôle historique, tandis que les relations diplomatiques que les États entretenaient avec l'Union soviétique sont transférées à la Russie et que les dix autres Républiques commencent à être reconnues par de nombreux pays.

Le 29, en Azerbaïdjan et en Ouzbékistan, des référendums pour l'indépendance recueillent plus de 95 % de « oui », tandis qu'en Ouzbékistan M. Islam Karimov remporte l'élection présidentielle avec 86 % des suffrages.

Le 30, un sommet de la CEI, à Minsk, ne permet qu'un seul accord, sur le maintien d'un commandement unique pour les forces stratégiques. Mais le fractionnement des forces conventionnelles de l'armée soviétique est consacré : six Républiques sur dix décident de créer leur propre armée nationale.

CULTURE

7. - Jean-Luc Boutté met en scène *Le roi s'amuse* de Victor Hugo à la Comédie-Française (15-16).

12. - Le Centre Georges-Pompidou organise une rétrospective de l'œuvre photographique de Gisèle Freund (3/I).

12. - *Tous les matins du monde*, film d'Alain Corneau, obtient le prix Louis-Delluc (14 et 19).

13. - Mort d'André Fieyre de Mandiargues, écrivain (17).

25. - Mort d'Orane Demazis, actrice (1^{er}/I).

27. - Mort d'Hervé Guibert, écrivain (29-30/XII et 3/I).

28. - Jean-Claude Malgoire dirige l'interprétation au Théâtre des Champs-Élysées d'*Alceste*, tragédie lyrique de Lully mise en scène par Jean-Louis Martinoty (19/XI et 1^{er}/I).

1991 en « Folio »

Pour la sixième année consécutive, les douze chronologies mensuelles de l'année écoulée sont publiées en Folio. Avec une préface d'André Fontaine et augmentées d'un index détaillé, elles seront en vente en librairie à la fin de janvier.

► Gallimard, collection « Folio Actuel », 28,50 F.

صكزامت الأصل



REMISE 20 à 30 %
Burberry's, Bartsans, Blizzand,
Gloverall (Duffie Coat) Gore Tex, etc.
63, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris

MARCEL LASSANCE
SOLDES
à partir du
mardi 7 janvier
17, rue du Vieux Colombier
Paris (8^e)
21, rue Marbeuf - Paris (8^e)

Sérane
MAROQUINERIE

18, Av. Montparnasse 75016 PARIS - 46.47.78.78

SOLDES MONSTRES

Chez Ashford, pour la 1^{re} fois, soldes sur toute la collection, cuir véritable, entièrement cousue "Good Year".

De 2 janvier au 1^{er} février 1992
Catalogue gratuit sur demande.

Ashford
le pur style anglais
4, rue du Général Lamoignon - Paris 17^e
N° 01 46 98 98 64
24, rue de Châteaubien - Paris 9^e
N° 01 42 80 43 72

Michel Muller
DAUMESNIL
FOURRURE
SOLDES FANTASTIQUES
- 20 % - 30 % - 50 %
J.-L. SCHERRER - GUY LAROCHE
C. DIOR
160, av. Daumesnil, 75012 PARIS
Tél. 43-43-11-98

LA VOGUE
SOLDE
GRIFFES
HOMME
Rabais très importants sur costumes, vestes, pantalons, pardessus, parkas, chemises, pulls, cravates, vêtements peau, etc.
Samedi 4, lundi 6 et jours suivants.
38, bd des Italiens (près Opéra)
et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation

SOLDES D'HIVER

VOICI revenue l'époque à combien bémé des soldes ! Janvier et juin sont des mois privilégiés. Des mois qui rendent nos rêves accessibles. En hiver, qui ne pouvait s'offrir telle veste ou tel châle en cachemire peut s'enrouler dedans moelleusement. Le cachemire à la portée de tous, c'est ce que proposent les soldes ! Ne vous inquiétez pas, les soies, ce sera pour l'été ! En attendant, voici une page de bonnes affaires, une page de douceur, une page de chaleur. Elle vous prodigue mille et un conseils, elle suggère mille et une adresses pour avoir chaud et pour être élégant sans trop entraver votre portefeuille. Saison bémé des économies douillettes !

RECLAMES ET SOLDES

Chez Old England, on fait d'une pierre deux coups. Des soldes, certes, mais encore des réclames ! C'est-à-dire des articles spécialement mis en place pour ces jours de bonnes affaires qui durent du 2 au 18 janvier. Voici des chemises pour hommes à partir de 230 F seulement, des pulls en cachemire 2 fils à 1350 F, des pardessus dans la même matière à 3950 F, des chaussures à 850 F. Le rayon tailleur vous propose - 20 % sur la formule « grande mesure » avec trois essayages ! Les soldes sont dans tous les rayons et vont de 30 % à 50 % avec, par exemple, pour madame, des jupes en laine à 895 F au lieu de 1280 F, des manteaux à 1920 F au lieu de 3200 F. Monsieur trouvera des vestes à seulement 1400 F au lieu de 2300 F. Old England, 12, boulevard des Capucines, 75009 Paris, mais aussi à Lyon et à Toulouse.

« MON IMPER »

C'est le nom d'un magasin qui regorge toujours d'un choix étonnant, même pendant les soldes. Voici, pour monsieur, le fameux trench de Burberry à 2600 F au lieu de 3200 F, des imperméables en Gore-Tex à 1995 F au lieu de 2450 F, des parkas doublées de Burberry à partir de 1800 F ainsi qu'une sélection de duffel-coats à des prix très intéressants, et encore des pantalons à partir de 350 F... Madame, vous pourrez choisir un manteau redingote, croisé, en cachemire et laine à 1200 F au lieu de 1795 F. « Mon Imper », 63, rue du Faubourg-Montmartre 75009 Paris.

CACHEMIRE EXCEPTIONNELS

Chez Kim, là où s'approvisionnent les mannequins pendant les collections de prêt-à-porter qui ont lieu deux fois l'an, des cachemires double fil à des prix défiant toute concurrence, de 750 F à 850 F, dans une dizaine de coloris et dans un grand choix de formes : gilets, ras du cou, col roulé, col en V. Chez Kim, on

trouve aussi une très belle sélection de jersey de soie devenu t-shirt à 220 F ou à 240 F en manches longues. Et les chemisiers coûtent de 300 F à 350 F. Kim, 91, rue de Rivoli, 75001 Paris.

LA CHAUSSURE ANGLAISE

Ashford, cette marque que l'on connaît justement pour son formidable rapport qualité-prix, propose quand même des soldes sur l'ensemble de sa collection. Cela est également valable pour les chemises et les accessoires. Rappelons qu'il s'agit de chaussures anglaises pour hommes et de style très classique Richelieu, moccasin, chasse, à boucle... toutes cousues Good-Year, dans les meilleures peaussures et entièrement doublées cuir. Ashford, 4, rue du Général-Lamoignon, 75017 Paris et 24, rue de Châteaubien, 75010 Paris. Tél. : 48-88-98-66.

TOUT POUR L'HOMME

La Vague, c'est le rendez-vous des hommes élégants à deux pas de l'Opéra-Garier. On propose, dans ses soldes, de superbes vestes en cachemire et laine dans des coloris mode un peu scintillés, pour seulement 990 F au lieu de 1390 F. Pour les costumes, des « Cardin », croisés, en flanelle anthracite à 2950 F au lieu de 3190 F, ou signés Dior, droits ou croisés, dans des dessins différents à 2500 F au lieu de 3500 F. Prix spécial sur les chemises, 259 F, et mille autres affaires. 38, boulevard des Italiens, 75009 Paris.

LES BEAUX SACS

C'est dans les deux niveaux de chez Sérane que vous pourrez choisir un beau sac ! Ce spécialiste maroquinier solde à 30 % sur beaucoup d'articles que l'on peut considérer comme très « classiques » et qui portent les signatures de Longchamp, Delsey, Jolen, Samsonite... Les hommes d'affaires pourront choisir un beau porte-document en cuir à partir de 600 F et, ensuite,

le compléter par une très belle sélection de petite maroquinerie ! Sérane, 18, av. Mozart, 75016 Paris.

LES FOURRURES EN FOLIE

Chez Michel Muller, artisan-fourreur ayant été formé chez Christian Dior, voici les soldes qui viennent de commencer avec 50 % de réduction sur les collections cuir et mouton retourné de Guy Laroche, Jean-Louis Scherrer et Christian Dior. Incontournable ! On trouve également d'autres griffes avec des remises très intéressantes, par exemple des vestes en vison à 6900 F au lieu de 9990 F ! Michel Muller, 160, av. Daumesnil, 75012 Paris. Tél. : 43-43-11-98.

TOUTES LES GRIFFES

Ces jours-ci, un tour s'impose du côté de chez Raymonde Lescur où les soldes vont de 20 % à 50 % pour des grandes griffes à prix fous : Thierry Mugler, Burberry, Max Mara, Guy Laroche, les fourrures et les pelisses Yves Saint Laurent, dont une amovible, doublée de lapin rasé à 3500 F au lieu de 4990 F, sans oublier la ligne Nina Ricci Weekend soldée à 50 % avec, par exemple, de magnifiques ensembles en jersey de laine pour 1785 F au lieu de 3570 F. 123, rue de Sèvres, 75006 Paris, et centre Maine-Montparnasse, 17, rue de l'Arrivée, 75015 Paris.

LES NOUVELLES MATIÈRES

Chez Marcel Lassance, qui propose une ligne complète pour l'homme, on trouve souvent de nouvelles matières, très douces, à base de soie, soldées à partir du 7 janvier ! Voici des vestes modernes et épaissies dans des coloris mode ou en demi-teintes à 2150 F au lieu de 3250 F ou des costumes à partir de 2450 F, et encore des pantalons à partir de 345 F. Au rayon des chemises, nombreux et variés sont les cols. Styles classiques ou sport, à partir de 280 F ! 21, rue Marbeuf, 75008 Paris, et 17, rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris.

CHAUDS LES DOUDOUNES !

Tenez-vous bien au chaud grâce à Max Mara, la griffe italienne qui fait fureur. Elle solde ses doudounes sous toutes les formes : classique, parka... avec des remises allant jusqu'à 40 %. On trouve encore de superbes vestes sport dans un gros tissu épais, toujours à 40 %, et pour les fans des blouses, en vison soldées à 50 %. Bref, de bonnes affaires à ne pas manquer chez

Max Mara au 265, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, et 100, av. Paul-Doumer, 75016 Paris.

MINI-PRIX ET MAXI-DOUCEUR

Dans les Club des Dix de David Schiff, énormément de bonnes affaires et d'occasions rares vous attendent à tous les rayons avec, notamment, d'importantes démarques côté cachemires ! Par exemple, la veste 100 % cachemire Corrucci soldée à 2990 F seulement ! Mais encore, madame trouvera des tailleurs en pure laine à 1595 F, des vestes et des ensembles à 990 F, des jupes et des pantalons à 595 F ! Monsieur croquera aussi pour un costume en pure laine qui ne lui coûtera que 1790 F ! 13, rue Royale, et 4, rue Marbeuf, 75008 Paris.

LES FROIDS EXTREMES

Au Petit Matelot, vous trouverez tout pour vous protéger du froid. Il y a même un grand choix de vêtements en fibre polaire pour vos loisirs dans les froids extrêmes ! Chaussettes, pantalons, blousons, sweatshirts, gants... Mais il y a aussi, plus sophistiqués, les duffel-coats Gloverall, dans un très grand choix, aussi bien de coloris que dans les laines et pour tout le monde à partir de deux ans ! Au Petit Matelot propose également des pulls ou des cardigans-vestes, dans une pure laine à grosse maille, très sympathique et très chaude, en marine et bleu ou en d'autres coloris sur demande, 440 F le pull, 748 F seulement pour la veste ! Au Petit Matelot, 27, avenue de la Grande-Armée, 75016 Paris.

LES GRIFFES DOUCES

Les hommes de la Bourse connaissent bien DGM, et cela vous est parfaitement inconnu. Pourtant, c'est une adresse en or à retenir ! En effet, ce « dépôt grandes marques » propose du prêt-à-porter masculin de la saison en cours, et griffé des plus grandes marques, de 30 à 50 % moins cher ! Voici des vestes en cachemire de Jacques Fath à 2150 F ou signés Zegna à 3600 F. On trouve aussi des manteaux en laine et cachemire à 1650 F ou en pur cachemire de qualité Scabal, pour 4450 F. Bref, des prix à réverberer ! Ce dépôt propose également un rayon de « cuir » signé Gruno & Chardin, Fath, Ricci... DGM, 15, rue de la Banque, (3^e étage), 75002 Paris.

Ça vient de sortir

Dans la poudreuse !

Monochi, classique ou surf, peu importe : sur les pistes, il faut se protéger les yeux. Par exemple, voici des lunettes solaires signées Lucibel, très modernes, aux verres irisés. Mieux : elles ne sont pas chères ; de 140 F à 160 F chez les opticiens... Prochainement également la peau grâce aux laboratoires Vichy, qui vous proposent leur ligne de produits solaires spécial montagne. Résistante à l'eau, bien sûr, enrichie à la vitamine F, elle vous procure un soin nutritif pour combattre à coups de poting les gercures et autres dessèchements. Quatre produits de soins, dont le stick à lèvres, si important !

Les manèges d'autrefois.

C'est le titre d'un livre charmant qui raconte l'histoire de la fête foraine et surtout ses manèges, avec leur cavalerie de bois peints réalisés par les plus grands artisans de l'époque. Une belle iconographie met en valeur ces merveilles racontées par Zeno Gouarrier, conservateur au Musée des arts et traditions populaires, lequel consacrera une exposition à la fête foraine à partir du mois de février. 395 F chez Flammarion.

Le régime des tontons.

C'est maintenant aux animaux domestiques de faire attention à leur ligne. Voici Formdog et Formcat, des aliments diététiques d'Abbeé Food que vous trouverez chez les vétérinaires. Ils ne contiennent ni colorant, ni arôme artificiel, ni adjonction de conservateurs et sont spécifiques selon que votre tonton - ou votre minou - « (ou non) boit du maigrir », « (ou non) est âgé », « (ou non) a des problèmes intestinaux ou cardiaques », etc. Woof, Woof ! 16 F environ la boîte.

Nouveaux look.

Les délicieuses eaux de toilette de Roger & Gallet ont fait beaucoup de bruit et se trouvent dans des flacons entièrement repensés, de ligne moderne, mais toutefois attachés au style traditionnel et authentique de ce grand parfumeur. Voici donc, à nouveau, la Vétiver, la Lavande royale, le Bonquet impérial et l'Extra-Violette, à partir de 129 F les 100 ml, dans les pharmacies.

Le cuir nouveau.

Délicieux, c'est le grand nom du cuir en Belgique. Il s'est installé à Paris afin que vous puissiez voir de près ses très beaux modèles de sacs. Ils sont toujours pleins de malice et d'une grande qualité sur toute la ligne passe-serres, fustions, portes mallettes... Comptez à partir de 3000 F pour un sac à 18, rue Royale à Paris.

GUNNAR P.

DAVID SHIFF
Club des Dix
Solde
sa collection de prêt-à-porter automne-hiver homme et femme
PARIS - 13, RUE ROYALE - DU LUNDI AU DIMANCHE DE 10H À 18H

MaxMara
SOLDES
285, rue Saint-Honoré
75001 PARIS
100, av. Paul-Doumer
75016 PARIS

du 2 au 18 janvier
OLD ENGLAND
PARIS
GRANDE RÉCLAME
Manteau pur cachemire pour homme et femme 3950 F
Imper raglan 1990 F
Pull cachemire 2 ou 4 fils 1350 et 1695 F
Gilet merinos 495 F
Pull lambswool 395 et 495 F
Chemise coton 230 F
Pyjamas coton 260 et 350 F
Echarpe cachemire et laine 290 et 450 F
ou pur cachemire 850 F
Chaussettes anglaises 850 F
Au département tailleur : costume à vos mesures dans les tissus OLD ENGLAND 4250 F
SOLDES
Homme-Femme-Enfant
12, bd des Capucines 75009 Paris 47.42.81.99

KIM
100 % CASHMERE DOUBLE FIL
Pulls et gilets 750 F et 850 F
100 % SOIE DÉLAVÉE
Tee-shirts manches courtes 220 F, manches longues 240 F, chemisiers (jersey de soie) 280 F-350 F
GRAND CHOIX DE COULEURS
91, rue de Rivoli, Paris 1^{re}. Tél. : 42-80-23-41.
Sortie M^e Louvre-Rivoli, angle rue du Louvre rue de Rivoli

RAYMONDE LESCUR
SOLDES
MUGLER, N. RICCI, G. LAROCHE, BURBERRY'S...
Centre Maine-Montparnasse - PARIS-15-
125, rue de Sèvres - PARIS-6-

SOCIÉTÉ

Après la publication du rapport sur les liens entre des clercs et l'ex-milicien

Le cardinal Decourtray estime que l'Eglise doit tirer les conséquences de l'affaire Touvier

Devant la presse et devant le conseil de son diocèse, le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, a réagi, lundi 6 janvier, à la publication du rapport des historiens qu'il lui-même commandé en 1989 pour faire la lumière sur les liens entre l'Eglise et Paul Touvier (le Monde du 7 janvier). Il s'est dit « consterné » par les révélations de ce rapport et a estimé que l'Eglise catholique devait tirer les leçons d'un tel détournement de son enseignement sur la « charité » et le « pardon ».

« Comment est-il possible, s'est interrogé, devant la presse, l'archevêque de Lyon, que tant d'hommes d'Eglise, clercs pour la plupart, aient pu être impliqués dans la charité, la vérité et la justice. Qu'est-ce donc qu'une pareille charité ? Un peu plus tard, devant le conseil des prêtres de Lyon, il a dit qu'il avait remis les exemplaires du rapport des historiens. Mgr Decourtray devait ajouter : « La charité est l'intelligence des événements et des personnes. Elle ne se fourvoie pas. Parce que nous n'avons pas agi directement en hommes politiques dans la charge pastorale qui est la nôtre, nous gardons, nous, à l'endroit de la vie politique, méfiance et distance. Or, c'est le champ même de la vie sociale. Nous avons le devoir de nous informer lar-

o Rectificatif : dans l'article sur les responsabilités de l'Eglise dans la protection de Paul Touvier (le Monde du 6 janvier), nous avons écrit par erreur que le cardinal Decourtray avait fondé pourtant au XII^e siècle, par ses moines de Cîteaux.

de réfléchir, d'opérer des distinctions. » Représentant une ligne qui avait pu égarer les protecteurs de Touvier, évoqués dans le rapport des historiens, l'archevêque de Lyon a plaidé la « charité » faite des liens de charité et de justice : « La charité chrétienne ne peut pas être une charité qui ne rappelle pas l'homme à la vérité, a-t-il rappelé. Elle ne peut s'accompagner du mensonge ou de demi-vérités. » Il a souligné qu'une réflexion se développe sur ce point dans l'Eglise, et que l'exercice du pardon qui « nous rend toujours l'auteur de la faute et la réparation des torts » l'égard d'autrui (...) Le pardon nous avons exercé, au nom de Dieu, ne se substitue pas à la responsabilité.

Le rapport sur elle-même par rapport à ses membres.

Enfin, à propos d'une « théologie chrétienne de la rédemption » qui, pour certains, « peut être » Touvier, Mgr Decourtray a déclaré que « cette théologie ne doit pas être détournée de son sens profond. Il n'y a pas de souffrance qui sauve sans repentance, sans retour à Dieu, sans une vie droite, sans des actes bons ».

La publication du rapport a suscité de nombreuses réactions. La commission d'historiens, présidée par M. René Rémond, a suscité de nombreuses réactions. Sur RTL, Mgr Lustiger a regretté les « incroyables inconséquences et faiblesses » commises par des hommes d'Eglise, mais souhaité qu'en France, « d'autres institutions aient le même courage que celui qu'a

eu le cardinal Decourtray ». Président du Conseil représentatif des institutions juives de France, M. Jean Kahn a estimé que « les hommes d'Eglise aient ainsi protégé l'ancien milicien Touvier, mais il a salué les efforts de Mgr Decourtray pour que « les responsabilités, même individuelles, soient établies ».

Quant à M. Bernard Antony, député européen Front national, président de Chrétienté-solidaire, il a estimé que le cardinal Decourtray, en « acceptant de livrer » les noms de ceux qui ont protégé Touvier, s'est conduit « comme un homme d'Eglise ». « On finira un jour par connaître le pourquoi de ces ignominies. Je lui exprime mon mépris et mon dégoût ».

Le choix de la vérité

par Henri Tincq

Il ne faut pas se tromper de procès, avait dit Mgr Lustiger, archevêque de Paris, devant la flamme d'antidémocratie qui avait suivi, en juin 1989, l'arrestation de Paul Touvier. Malgré les révélations du rapport Rémond sur la complicité d'une partie de l'Eglise avec l'ancien milicien, dont l'ampleur a surpris les historiens eux-mêmes, Mgr Decourtray n'a pas donné une seule fois l'impression de regretter le choix de la « transparence », qui est si rare au sommet de l'Eglise et dont il avait mesuré tous les risques.

L'exercice le plus difficile pour lui était de chercher à disculper l'Eglise comme « institution », comme « corps social », en désavouant et en isolant des clercs qui avaient si légèrement engagé le crédit de la hiérarchie. Ce distinguo entre la structure qu'on protège et la personne qu'on désavoue est fréquent dans l'Eglise. Mais sur un tel chapitre, lorsqu'on

saît le nombre et la qualité des protections ecclésiastiques dont a bénéficié Paul Touvier, Mgr Decourtray ne pouvait guère être convaincant. M. René Rémond a dit lui-même que, si l'Eglise catholique n'est pas intervenue en tant que telle pour protéger l'ex-milicien, « dans l'addition des comportements personnels mis en cause, certains en engagement plus que d'autres ». Allusion bien sûr au secrétaire d'Etat du Vatican, Mgr Villot, au secrétaire de l'épiscopat français, Mgr Gouet, à Mgr Duquaire, secrétaire des archevêques de Lyon, qui n'avaient pas son pareil pour intervenir à titre personnel, mais en s'abritant toujours derrière une fonction officielle.

Retourner de l'Histoire : la hiérarchie a péché par imprudence ou « connivence » politique, là où précisément elle a si souvent mis en garde et mis en cause ses propres militants laïcs. Sa responsabilité est

donc bien engagée et même doublement : devant l'opinion et devant les saints. Et Mgr Decourtray est beaucoup plus convaincant lorsqu'il met en cause des pratiques d'Eglise comme « cette charité sans intelligence » dont il a parlé. « Charité et bêtise », rectifie René Rémond.

Il reste qu'en ouvrant ses archives la hiérarchie catholique a fait le choix de la vérité et de la morale, espérant que l'opinion lui en saurait gré et que l'effet des révélations en sera amoindri. A charge surtout pour les autres - la police, l'administration, la classe politique - d'en faire autant. Nombre de points demeurent en effet mystérieux. Les historiens ont eux-mêmes le sentiment de ne pas avoir éclairci le rôle de certains hommes mêlés à cette affaire (comme André Brouillet, ancien ambassadeur au Vatican), et se demandent si Touvier n'a bien été le seul « manipulateur de curés ».

MÉDECINE

Afin de vérifier leur innocuité

L'utilisation des implants mammaires en silicone est suspendue aux Etats-Unis

Un moratoire sur l'utilisation des implants mammaires en silicone a été décidé, lundi 6 janvier, par la Food and Drug Administration (FDA) américaine. D'une durée de quarante-cinq jours, ce moratoire permettra aux autorités de vérifier un certain nombre de nouvelles informations mettant en cause l'innocuité de ces implants. Plus de deux millions d'Américaines - dont 80 % pour des raisons esthétiques - ont bénéficié de l'implantation de ces prothèses. Jusqu'à la prochaine réunion de la commission d'experts nommée par la FDA, les fabricants de prothèses devront interrompre la distribution de leurs produits.

Depuis plusieurs mois, de nom-

breux articles publiés dans la presse médicale internationale attiraient l'attention des médecins sur les dangers des prothèses en silicone. Quelle que soit la forme de silicone utilisée (solide, liquide ou gel), la plupart des complications rapportées sont dues soit à de véritables réactions de rejet, soit à des migrations de la silicone dans l'organisme. Celles-ci peuvent être locales, le plus souvent infectieuses ou inflammatoires. Plus rares, elles peuvent également survenir des accidents généraux, parfois très graves. Plusieurs publications ont émis l'hypothèse selon laquelle l'apparition de véritables maladies auto-immunes.

F. N.

DÉFENSE

M. Joxe veut relancer le « débat stratégique » en France

Le ministre de la défense, M. François Joxe, a regretté, lundi 6 janvier, devant le Conseil d'Etat, que le débat stratégique ne soit pas en France davantage développé. Il indiquant qu'il entend prendre « un certain nombre d'initiatives » pour le remettre au goût du jour. Aujourd'hui, au vu de ce qui se passe dans l'ex-URSS et en Orient, « il me paraît indispensable », a-t-il souligné, que les nouveaux types de menaces, les risques nouveaux, soient plus grands, soient examinés, discutés et appréhendés par une opinion publique qui, en France, s'intéresse moins que dans d'autres pays la dimension de politique étrangère.

Parmi les initiatives qu'il prendra, le ministre a indiqué qu'il voulait « développer et ouvrir davantage l'enseignement militaire » sur les problèmes stratégiques et géopolitiques et créer, sur le modèle des entretiens « Science et défense », qui ont lieu chaque année à Paris, un colloque lui aussi annuel pour élargir cette

stratégie aux « intellectuels, universitaires, journalistes, industriels ». Se référant - sans le dire explicitement - à la décision d'un officier de marine d'en appeler au Conseil d'Etat pour qu'il tranche sur le problème du droit d'expression des militaires (le Monde du 1^{er} janvier), M. Joxe a d'autre part adressé des critiques qui lui ont été adressées sur la limitation imposée à la liberté d'expression des cadres dans les armées. « Je n'ai jamais refusé la publication d'un article ou d'un livre, et je n'ai pas l'intention de le faire », a expliqué le ministre de la défense, en ajoutant : « Il y a des cas où l'existence de la défense est en jeu et que je me suis borné à rappeler. » On sait que M. Joxe a dans une lettre d'avril 1991, prescrit que les militaires obtiennent au préalable son accord de principe - en lui soumettant au préalable - les interventions - s'ils veulent évoquer des sujets de leur responsabilité.

NE TROUVEZ-VOUS PAS QUE
LES TRANSPORTS PUBLICS
EN ILE-DE-FRANCE
ONT TOUS
UN AIR DE FAMILLE ?

RATP, L'ESPRIT LIBRE



Métro, Tramway, RER, Bus, tous ces modes de transport ont à partir d'aujourd'hui quelque chose en commun. Leur image change parce que la RATP change. En effet, si notre image s'humanise, c'est parce que nous avons décidé d'être constamment à votre écoute. Après une expérience pilote, nous allons étendre le nouveau service en station à l'ensemble du métro :

صكنا من الأصل

THÉÂTRE

*L'un des plus grands peintres de Florence
unissait génie créateur et digestion...*

PONTORMO
à l'Atlante

« Samedi je fis ^à tête ^à l'enfant
qui tient ^à couronner! dimanche je
souple avec bronzone une tête de
veau/ mercredi jour de jeûne je fis le
bras/ jeudi les jambes je soupal
livre de pain/ dimanche je rentrai et
soupal une bouilli de mouton et j'eus
un assés de vin vieux de Busino/
hundi je fis ^à tête de l'enfant cheveu/
je soupal ^à l'enfant petit osseau/ mardi
je me levai une heure avant de jour je
fis le torse de l'enfant qui tient le
calice et le soir je soupal de bon
mouton... ». Ce ne sont que quelques
lignes du Journal de Jacopo Da Pontegno.

et le prier lui proposa de peindre les angles d'un cloître merveilleux, simple, une cantate de pierre et de ciel, qui **travailla huit ans** **brusquement**, en 1554, décide d'écrire un Journal, qu'il arrête aussi **sa mort**, 1556, quelques jours **sa mort**.

Journal très personnel, la citation aux premières lignes en donne un aperçu : Pontormo tient sans commentaire le relevé de ce qu'il ingurgite midi et soir, et il alterne cette énumération et celle des fragments de fresque qu'il peint entre les repas. Tout cela noté à froid, tel quel. Comme si énergie créatrice et transit intestinal étaient les deux vecteurs d'un couple. Notation machinale d'un double cycle, absorption, création.

chamar ■ un monde réel. Insolent, découragé, furieux, pervers, vraiment atteint, ■ l'œil, il ■ alimentation et évacuation au jour le jour : attestation feu et flamme ■ cette infinie ■ ■ peinture ■ les non-peintres ne comprennent ■.

Les fresques de San Lorenzo, qui ne plurent **pas** à tout le monde, furent détruites par les prêtres du lieu, qui ne les aimaient pas. Le Journal de Pontorno a été traduit et publié avec le texte italien en regard et beaucoup d'illustrations éclairantes, par Jean-Claude Lebensztejn (éditions **Librairie**). C'est sans doute ce qui fait autorité, en **français**. C'est la traduction que j'ai jouée **moi-même**. Ouïmet, **si** mystérieuse, d'un propos sans exemple, captivante.

MICHEL COLUCCI

► 10, place Charles-Dullin
(impasse à gauche). Du mardi
au samedi à 20 h à 30 h.
Dimanche, à 17 heures. Tél.:
46-08-11-90.

EN BREF

■ Les critiques américaines commencent
Life Is Sweet. Le film britannique
 de Peter Jackson, du réalisateur *Mitzi*
 1991 par la National Society of Film
 Critics, qui regroupe **100** cinq critiques
 des principaux journaux et magazines
 américains. Les titres de meilleur
 acteur (Allison Steadman) et de
 meilleur second rôle féminin (Jane
 Horrocks) récompensent également
 film. *River Phoenix* (*My Own Private
 Idaho*) est élu meilleur acteur et
 Harvey Keitel meilleur second rôle
 masculin pour ses interprétations dans
Thelma.
 ■ *Thelma*. David Cronenberg a élu
 meilleur acteur et meilleur
 second rôle masculin pour *Thelma*.
 ■ *Thelma*. David Cronenberg a élu
 meilleur acteur et meilleur
 second rôle masculin pour *Thelma*.

et *Paris is Burning* meilleur documentaire. - (AFP.)

■ Polémique autour de la tournée de Simon en Afrique du Nord

Deux organisations noires minoritaires: l'Organisation du peuple

nien (AZAPO) ■ l'Organisation
jeunesse azanienne l'organisation

jeunesse ■ Congrès panafricain, PAC
ont appelé au boycott de la tournée

■ chanteur américain Paul ■ doit effectuer ■ Afrique du Sud

■ janvier. Alors ■ ■ ■ ■ du chanteur, dont le groupe comprend

plusieurs musiciens ont
reçu l'approbation de l'ANC, de l'in-

khata et du gouvernement, l'AZAPO et l'Organisation de la jeunesse aza-

manifestar con-
tre leur tenue en ayant recours à la
violence et à l'intimidation. 118 1521

violence « si nécessaire », - (AP., AFP.)

Sur les relations troubles de l'art et de l'argent
une exposition elle aussi **trouble**

LA COULEUR DE L'ARGENT

au Musée de la Poste

Ah ! ■■■■ idée ! Par temps de booms, de krachs, ■■■■ et d'enchères télévisées, il fallait une exposition qui décrive les liaisons de ■■■■ peinture et ■■■■ la finance. Il ne ■■■■ de livres, essais ■■■■ sur la question. On ■■■■ depuis un ou deux ■■■■ confessions d'un commissaire-priseur, ■■■■ interprétations d'un ■■■■ fonctionnaire, les plaintes de plusieurs artistes. Une exposition était donc nécessaire, et, pour tout dire, prévisible.

Le **Ministre de la Poste** s'en est chargé - et a même profité de l'occasion pour commander à neuf **milliers** de **maquettes** de **chèquiers** afin, sans doute, de démontrer par l'exemple qu'art et argent pouvaient s'entendre. Il s'en est chargé avec tant de zèle qu'il a accumulé une quantité stupéfiante d'œuvres et d'objets qui se rapportent à très près ou à très loin, à la question. Dans ou **sur** **elles** étroites, **déguisées** **symboli-**

quement... caves de banques
munies de faux portillons... barreaux
l'ingénierie, la subtilité idéel... ont
été des peccés péle-mêle des
anciens... modernes... «installa-
tions» contemporaines... dessins,
affiches, quelques photographies
et des panneaux explicatifs qui,
naturellement, n'éclaircissent rien. Les
tableaux... voient à peine,
recul. Les «installations»
voient que trop, faute de talent. Il y
en a jusque...
du pavément. Quant... documents,
il... tant qu'il paraît
impossible de... examiner

Vive
et sans réfléchir

[illegible]

Que donnent-elles à voir, celles-ci? Sans cesse, les signes de l'argent, billets, coffres-forts, chéquess, actions, lingots. Une foule d'artistes contemporains a été convoquée, et certains semblent avoir travaillé à l'occasion, vite et sans réfléchir. Au premier degré avec la plus immédiate littéralité, ces assemblages suggèrent la fascina-

tion de l'argent ■ de l'épargne -
constat ■ banal qu'il ne mérite ■
d'être ainsi répété ■ l'infini. ■ ■
pourrait qu'ils avouent cependant
autre chose : l'incapacité de leurs
■ à aller plus loin que le rudi-
mentaire, leur impuissance ■ échapper
■ la fascination ■ ■ qu'ils pré-
tendent dénoncer. Autrement dit :
qu'ils n'ont ■ réussi ■ faire ■ l'art
■ ■ l'argent, qu'ils ■ font que
de l'argent - ■ peu - avec de
l'argent sous prétexte de faire ■
l'art.

Quand un Vénitien - Titien, mais aussi bien l'un de ses imitateurs - peignait une Danaë se pâmant sous une pluie d'or, quand Thomas Couture lui-même peignait l'Amour de l'or, la peinture, une beauté, une jouissance prenait le dessus. De l'argent, malgré lui, lui-même, naissait l'art. Ici, c'est le contraire, navrant spectacle d'une impuissance et d'un

[illegible]

PHILIPPE DAGEN
► Musée de la Ville de Paris, boulevard de Vaugirard, 75014. Paris
Tél. : 42-78-23-45. Jusqu'au
1^{er} novembre.

PHILIPPE DAGEN

► Musée de **■ F. ■** boulev
vart de Vaugirard, 75014, **■**
Tél. : 42-79-23-45. Jusqu'au
1^{er} **■**



le tramway

le RER

le bus

les voyageurs seront accueillis plus chaleureusement ■ leur sécurité sera renforcée grâce ■ des caméras et des équipes mobiles. Cinq grands événements viendront confirmer nos ambitions cette année : le prolongement de la ligne A du RER jusqu'à Marne-la-Vallée / Chessy et Eurodisneyland, le prolongement de la ligne 1 du métro Pont de Neuilly jusqu'à la Défense.

l'extension du réseau "Autrement Bus," l'organisation d'un colloque international sur la sécurité et enfin l'ouverture d'une ligne de tramway de Bobigny à la Courneuve. Aujourd'hui, avec un nouveau visage, de nouvelles ambitions et de nouveaux moyens, la RATP garde la même vocation : le service public, c'est-à-dire permettre à tous de circuler en Ile-de-France l'esprit libre.

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mercredi 8 Janvier 19 h 30 Tél. loc. : 47-20-36-37 (p.s. Valenciennes)	ALCESTE Opéra de LULLY Dir. : Jean-Claude MALGOIRE Mise en scène : Jean-Louis MARTINOTY Chorégraphie : Marie-Genevieve Massé Raffinot La Grande Ecurie et la Chambre du Roy ENSEMBLE VOCAL SAGITTARIUS COMPAGNIE BAROQUE Co-production THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES et OPÉRA de MONTPELLIER
CHATELET Théâtre de Paris Mercredi 8 Janvier 12 h 45	LES MIDIS MUSICAUX le 8 : Quatuor STAMITZ de PRAGUE le 10 : Violon AHMELS Piano RIHM, LISZT, NONO
THÉÂTRE NATIONAL de CHARENTAIS Dimanche 12 janvier à 16 h Tél. loc. : 47-27-81-18 (p.s. Valenciennes)	ORCHESTRE NATIONAL BORDEAUX AQUITAINE ALAIN LOMBARD Dir. : KOSLER Sol. : Ménéville RUDY Piano BETHOVEN MOZART, SMETANA
THÉÂTRE NATIONAL de POPAIA Mercredi 14 Janvier 19 h 30 Piano : 30 à 200 F Tél. loc. : 47-42-83-71 (p.s. Valenciennes)	LES MUSICIENS DU LOUVRE Dir. : Mark Minkowski TESEO G.F. Haendel
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mercredi 14 Janvier 20 h 30 Tél. loc. : 47-20-36-37 (p.s. Valenciennes)	J. ROZE Prod. François-René DUCHABLE Schubert Chopin Debussy
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mercredi 15 Janvier 20 h 30 Tél. loc. : 47-20-36-37 (p.s. Valenciennes)	MOZART par Jean-Pierre RAMPAL et ses amis Orchestre de chambre FRANZ LISZT Harpe NORDMANN Harpe PIERRE PIERLOT Mauricio AB KOSTER Cor
OPÉRA BASTILLE Amphithéâtre Mercredi 15 Janvier 20 h 30 Piano : 30 F Tél. loc. : 44-73-13-00 (p.s. Valenciennes) G. et C.	LES MUSICIENS DE L'ORCHESTRE NATIONAL DE L'OPÉRA de PARIS et la musique de chambre Myung-Whun CHUNG Piano BRAHMS
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Vendredi 17 Janvier 20 h 30 Tél. loc. : 47-20-36-37 (p.s. Valenciennes)	LES NOCES Stravinski Dir. : Philippe HERREWEGHE La Chapelle Royale Collégium Vocal de GAND ENSEMBLE MUSIQUE OBLIQUE Avec la section de FRANCE TÉLÉCOM

GAVEAU
GRANDS RENDEZ-VOUS
17 janvier 1992 - 20 h 30
Tzimon BARTO
Mozart - Debussy - Schumann
Chopin - Prokofiev
23 janvier 1992 - 20 h 30
Paul BADURA-SKODA
Schumann - Chopin
Tél. renseignements : 47-25-25-27

CULTURE

ARTS

Histoires naturelles

Giuseppe Penone expose ses sculptures au castello di Rivoli
et ses dessins à l'Ancienne Douane de Strasbourg

A une installation figurant une rétrospective présentée à Turin, Giuseppe Penone évoque l'Eve d'Adam, quand on pénétrait dans la villa Borghèse, pour une métamorphose du corps humain en végétal. Dans le paysage en question, on voit en effet évoluer, sur un lit de grotte de fleurs rempli de terre, trois silhouettes tracées dans des rubans de bronze moulés à des feuillages d'arbustes. Mais elles savent dans quel sens ça marche ?

La référence de l'artiste italien au bas-relief d'Adam n'est évidemment pas gratuite. Le sculpteur romain a représenté la coquille d'une main sur la pomme et le sexe dissimulé par une poussée végétale, faisant ainsi, si l'on peut dire, d'une pierre deux coups : montrant le geste furtif et le début de sa punition. Soit deux temps, deux mouvements, et très exactement ce avec quoi Penone s'amuse depuis vingt ans et plus. Un de ses premiers travaux d'artiste a été d'empoigner un arbre de la forêt de Garesio, son village natal du Piémont, et de fixer le moule en fonte de sa main à l'endroit où il avait tenu le tronc. Plus tard, il a fait photographier son poignet enfouie dans l'écorce de l'arbre qui avait continué à pousser, sauf en ce point de contact. L'effet est étrange, d'une décapité contre une autre.

L'originalité de l'œuvre de Penone n'est pas en forme originale, constante, mais systématique (l'artiste est plus poète que théoricien, et plus sensible que conceptuel) d'une relation directe, intime, de l'homme à la nature, qu'il s'agit de bien la faire fructifier parallèlement. Il va et vient, du paysage de l'arbre au paysage de l'homme, de l'arbre à la feuille et de la feuille au tronc, pour en faire une présence humaine. Il se sert de marques de doigts, d'empreintes et de moules de corps ou de feuilles, donc du vide et du plein, pour mettre en évidence, dans ses sculptures et ses dessins, ce rapport simple, primordial, oublié, perdu, mais que l'artiste, attentif à tout ce qui pousse, tout ce qui vit dans la nature, l'homme comprend, entendrait faire redécouvrir par la vue, le toucher, l'ouïe, l'odorat. Par tous les sens, par tous les sens de la nature.

Qu'il y ait un fond de romantisme, Penone, le souligne Roland Recht dans sa préface au catalogue de l'exposition des dessins



Strasbourg, on y pense souvent. Par exemple devant telle couche de feuilles dans laquelle l'artiste a inscrit la place d'un corps humain, un autre, un autre qui ne vise pas à «sauver» la nature, faut-il le rappeler ? Le discours est

Peur de sommeil, peur de mort

Il est ailleurs, entre on ne sait quel rêve de fusion bienfaisante, quel besoin d'identification, et sans doute un peu de peur du sommeil, pour de la mort, conjurée dans chaque œuvre. Avec humour parfois, avec la distance qui s'impose quand on n'est pas né de la dernière pluie. Surtout quand on est né en Italie.

Penone a ses débuts dans la sculpture à Povera, où il ne se prive de traiter, sur le mode apparemment savant, des choses de la nature. Comme le fantôme Penone s'il n'était, au fond, encore et toujours le saute-ruisseau de la forêt de Garesio. S'il n'avait un goût très fort pour les pratiques artisanales. S'il n'était un dictionnaire. S'il n'avait eu aussi à trouver son créneau, à faire

trou. Il l'a fait en décidant de toucher, littéralement, la nature du doigt, ou de la rêver. Ce s'est-il pas photographié, il y a déjà longtemps, avec les yeux, les lentilles de contact qui étaient deux petits miroirs ? Dans une autre série de photos, ne s'est-il pas mis de la lumière au bout de chaque ongle ?

Le cours de son œuvre, comme un jeu de piste dans les bois et dans la forêt, sur terre et dans la terre (les empreintes de corps dans des sortes d'outres), permet de mieux comprendre ces images anciennes, qui annoncent le magicien aimant faire surgir, en terre musclée et en pots, les étranges êtres signalés par haut, ou au détour d'un chemin, comme on peut en voir dans le parc de sculptures de Kassel, ou sur la terrasse, du château de Rochechouart.

Quant à l'artiste, il se manifeste tout le temps, avec les «Arbres», son point de ralliement. Les arbres dont Penone, épluchant des planches, des poutres et des madriers de dix et douze mètres de long, pour en dégager les anneaux, remet à nu le tronc, l'anne qui fait croquer les moelles et les innombrables (innombrables) Le résultat, semblable au déroulement d'un film à l'envers, est des plus fascinants, comme bien d'autres pièces de l'artiste. Dans le registre des feuillages pris dans le bronze et parfois restitués au paysage, ou dans celui des dessins, papiers froissés à des feuilles,

comme les *Histoires naturelles* de Max Ernst, avec nervures reconnaissables, la confusion délibérée de la feuille de chou et de la configuration de la main, Penone qui, ces derniers temps, multiplie les moules d'yeux dans ses plans de dessins tracés sur fibres non tissées et se plaît à placer un peu partout dans la nature (et contre elle) des ongles géants en pâte de verre, ne manque pas d'idées, ni de souffle.

GENEVIÈVE BREERETTE
Rétrospective, Museo d'arte contemporanea di Rivoli (Turin). Tél. : 011-9587256 ou 9581547. Jusqu'au 9 février.
L'Espace de la main, Ancienne Douane, 1, rue du Vieux-Marché, Strasbourg. Tél. : 47-20-36-37. Jusqu'au 16 février.

BIBLIOGRAPHIE

Cent ans de cinéma aquitain

Depuis 1896, l'aventure du cinéma en Aquitaine. Comment il y est arrivé, comment il a été accueilli dans les salles. L'histoire de l'exploitation cinématographique à Bordeaux, Pau, Agen, Périgueux et ailleurs. Et la saga des studios d'Emile Couzinet - producteur-réalisateur dont l'incroyable personnalité avait plus à voir avec le commerce qu'avec la création artistique, - installés à Talence. La livre est complétée par des biographies de comédiens et comédiennes nés dans la région, des témoignages, des extraits de presse, des faits historiques et des anecdotes.

Une iconographie soignée

L'adroite division en «épisodes», la belle mise en page, une iconographie particulièrement soignée d'un certain, ne pas seulement pour les cinéastes. Malgré certaines erreurs que l'on aurait dû éviter : le Tigre du Bengale et le Tombeau hindou programmés à Bordeaux en 1940 n'étaient pas de Fritz Lang (il ne tournera ces films que l'année suivante), mais de Richard Eichberg, leur version française d'ailleurs (page 126). Et le Périgourdin Pierre Larquey n'a pas été employé par Henri-Georges Clouzot, mais par Jean Delannoy, mais en 1942, sous l'Occupation (page 139)...

J. S.

Aquitaine cent ans de cinéma, par Hélène Tierchant, en collaboration avec Alain Marty, Editions l'Horizon Chimérique-Centre régional des Images d'Aquitaine, 240 p., 280 F.

Après Cités-Cinés, La Grande Halle-la Villette présente jusqu'au 2 février une exposition spectacle sur la BD en 3 dimensions
Métro Porte de Pantin
40 03 39 03

JANVIER 92
Concerts Radio France
Mardi 7 - 20 h 30
Salle Pleyel
Philippe Ménéville (opéra, création française)
Chœur de Radio France
Orchestre National de France
Kojima
Mardi 7 - 20 h 30
Salle Pleyel
Musique traditionnelle de Scandinavie
Jeudi 9 - 20 h 30
Studio 105 de Radio France
Jazz
Hommage à Charlie Mingus
Winter / Commann / Padovani
Vendredi 10 - 20 h 30
Salle Pleyel
Prestige de la Musique
Rachmaninov - Dances
Symphoniques - Aleksey
Chœur et Orchestre
Philharmonique de Radio France
Fedosseiev
Du 11 au 31
Maison de la Radio France
Jeunes compositeurs
19 concerts gratuits
63 compositeurs
Dimanche 12 - 11 h
Salle Gaveau - Concert/Brunch
Rossini - Mozart
Tchaikovsky
Goldberg Ensemble / Dessay
Location 42 30 23 08
Connaissiez-vous Melomane ?
Le journal de la musique de Radio France mensuel
à paraître janvier 92
42 30 18 18
Radio France

MUSIQUE A 18H
Vendredi 10 JANVIER 18H
ANDREAS STAIER
piano-forte
MOZART
75 F - LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

théâtre des champs-élysées
les noces stravinski
herreweghe
chapelle royale
collégium vocale
musique oblique
avec le concours de la fondation France Télécom
Tél. : 47 20 36 37

SALLE PLEYEL
ALBERT SARRATI et LILLIE McCORMACK
Vendredi 17 janvier à 20 h 30
concert
ROYAL PHILHARMONIC ORCHESTRA
dirigé par
VLADIMIR ASHKENAZY
BRITTEN • MOZART • TCHAIKOVSKI
Tél. : 47 20 36 37
et par Tél. : 45 61 06 30

CHATELET
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS
20 janvier 20 h 30
Ivo Pogorelich piano
Chopin
Nocturnes / Sonate en si mineur
Ravel
Valses nobles et sentimentales
Rachmaninov
Sonate n° 2 en si bémol majeur
31 janvier 20 h 30
Lucia Popp soprano
Irwin Gage piano
Prokofiev, Pfitzner, Schreker, R. Strauss
Prix des places : de 70 à 195 F
FONDATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LA MUSIQUE
40 28 28 40
Métro 3615 Châtelet
MARÉE DE PARIS

SCIENCES • MÉDECINE

La Russie cherche sa science

L'Académie russe des sciences a nommé son président et élabore ses nouveaux statuts. Reste à trouver l'argent de la recherche

LES choses ne sont enfin éclaircies. Après plusieurs mois de confusion, de luttes intestines, d'oppositions et dans la Russie a été mis sur pied une Académie russe des sciences (RAN). A sa tête, le président Youri Ossipov. Spécialiste de la mécanique et des mathématiques appliquées, ancien directeur de l'Institut de mathématiques et de mécanique de la filiale ouuralienne de l'Académie des sciences de l'URSS, c'est un homme du monde de la région.

Youri Ossipov a été élu le 14 décembre, à Moscou, lors de la première assemblée générale de la RAN. Trente-neuf premiers académiciens de l'ex-URSS ont participé à l'élection, ainsi que des membres de la correspondance de l'ex-Académie des sciences de

l'URSS désormais intégrés à la RAN, et aussi - fait remarquable - un certain nombre d'élus des instituts de recherche scientifique de l'étranger (1). Youri Ossipov l'a emporté sur son principal rival, Evgueny Velikhov, vice-président de la nouvelle Académie des sciences de l'URSS et conseiller de Mikhaïl Gorbatchev pour les questions scientifiques et la guerre des

« Pour que la science russe ne s'effondre pas »

En matière de cette lourde responsabilité, le président de la nouvelle académie, loin d'être un homme organisé, aura à s'atteler à des problèmes qu'il a hérités depuis mars 1991, dans la laquelle il fut choisi comme « président-organisateur » de cette instance dans sa pleine gestation. A l'issue de sa décision, la première déclaration à la presse, Youri Ossipov a souligné que le plus important était actuel-

lement de créer toutes les conditions pour que « la science russe ne s'effondre pas définitivement », d'apporter le soutien nécessaire aux activités scientifiques et de leur aider à survivre dans les conditions compliquées de l'économie de marché (Le Monde Sciences-Médecine du 11 septembre 1991).

Le premier président de la nouvelle académie, qui aura l'honneur de loger dans l'appartement résidentiel qu'occupait Mikhaïl Gorbatchev jusqu'à sa démission, a déjà fait preuve de ses talents de tacticien en servant vainqueur d'une situation a priori inextricable. En effet, les deux conceptions de l'avenir de l'ex-URSS que défendaient Gorbatchev et Velikhov ne sont en quelque sorte retrouvées chez les académiciens, avec toutes leurs nuances particulières et souvent leurs griefs. Avant que se concrétise l'existence de la RAN, une douzaine de variantes - issues de l'Union, ou intermédiaires - ont été évoquées, tandis que le président de l'ex-Académie des sciences de l'URSS, dirigé par Youri Martynov, s'opposait à tout changement radical des structures et à une réduction notable du rôle de l'Académie.

Mais, les statuts et organiser

les statuts de la nouvelle académie, réfléchir aux moyens d'organiser un minimum de coordination avec les autres académies des sciences des Républiques soviétiques, rétablir les passerelles entre la recherche académique et la recherche universitaire, développer la coopération avec les scientifiques étrangers, fixer la « fuite des cerveaux ». Il y a de quoi faire. Priorité des priorités : obtenir de l'argent, dans une situation de dénuement où la plupart des chercheurs ont plusieurs fois moins de moyens qu'un directeur de laboratoire, où les bibliothèques ne peuvent s'abonner au matériel scientifique indispensable de nombreux scientifiques étrangers.

Les promesses d'Eltsine

« Le gouvernement de la Russie n'abandonnera pas la priorité donnée à la recherche et à son financement car, pour les spécialistes hautement qualifiés et les chercheurs, nous ne sortirons pas de la crise », a affirmé Boris Eltsine à la clôture des travaux de l'assemblée

générale de la RAN, soulignant que « la renaissance de l'Académie russe des sciences constitue l'un des principaux axes de la politique de l'État russe en général ». Le président de la Russie a assuré que le gouvernement avait pris l'engagement de financer, pendant les six à huit premiers mois de l'année 1992, les besoins de l'Académie en matière de salaires de 1991. Des mesures « urgentes et insuffisantes », au-delà desquelles le gouvernement prévoit de mettre en place d'autres formes de financement, notamment l'octroi de crédits de l'État à des programmes prioritaires. Des fonds spéciaux seront également créés, auxquels les entreprises auront le pouvoir d'attribuer des crédits.

Le drame, c'est que, de l'argent, il n'y en a pas. En tout cas, pas beaucoup. « Il faut le faire fructifier », dit-il, mais pas de fonds pour tout le monde », avait prévenu, quelques jours plus tôt, Boris Saltykov, ministre russe de la science, de la technologie et de l'enseignement supérieur, dans une interview publiée à la veille de la session de l'Académie à la capitale Point (Recherche). Partisan d'un « dégraissage » radical des effectifs dans la recherche russe, M. Saltykov a rappelé que, dans les

années 60, un accroissement du nombre des maîtres allant jusqu'à 12 % par an s'est produit dans les instituts, où « sont introduits des jeunes de gens, y compris des gens qui n'ont jamais rien fait ».

Afin de redynamiser la recherche, le ministre russe de la science compte ainsi, du moins dans un premier temps, sur « le principal dispensateur » des fonds publics, étant entendu qu'il fera appel à des « Conseils d'experts » pour l'évaluation des demandes et des projets. M. Saltykov a promis de faire diligence pour que soit mis en place un fonds national pour la recherche fondamentale. Évoquant les « bruits » selon lesquels « l'Europe s'apprête à verser un fonds d'aide à la recherche fondamentale russe », il n'a pas manqué d'ajouter que ce n'est pas une aide occidentale nouvelle, mais une possibilité de se procurer des instruments et des équipements scientifiques étrangers à des prix très faibles.

SERGE BERG

Les inquiétudes de Goury Martchouk

Dans une longue interview, publiée dans la Pravda du 14 décembre, M. Goury Martchouk, ancien président de l'Académie des sciences de l'URSS, s'exprime plus inquiet pour l'avenir de la recherche de l'ex-Union. « Nous vivons un processus de destruction de notre potentiel scientifique en tant que système. Les espoirs selon lesquels on pourrait financer et sauver n'en seraient qu'une partie (par exemple la recherche fondamentale) », déclare-t-il.

« La science est un organisme vivant, et non un conglomérat de mécanismes bureaucratiques », ajoute-t-il. Malheureusement, ni nos hommes politiques ni la communauté scientifique n'ont pu saisir la situation de la science soviétique. M. Martchouk déplore notamment qu'« aucune solution de rechange ne soit proposée pour la recherche sectorielle, la place de ce qui a été délaissé dans la société, la science du système de l'enseignement [administratif] qui la fait vivre ». La douzaine de ministères techniques dont

dépendait la science soviétique ont été supprimés d'un trait de plume du jour au lendemain, pour être remplacés par un très petit nombre de ministères russes.

Dans les critiques, nombreuses, lancées en cours de l'année contre l'Académie des sciences de l'URSS, et plus directement contre sa direction, M. Martchouk voit une des « campagnes de dénigrement » dont l'Académie a fait périodiquement l'objet, notamment en 1928. « Comme les stalinistes radicaux de l'époque, les critiques actuels accusent tout l'Académie de ne pas être démocratique, dans la mesure où, selon eux, elle n'est pas la façon radicale sur les processus démocratiques dans la société. »

La seule autocritique de M. Martchouk tient en quelques lignes : « Il nous manque de perspicacité, de savoir-faire et de fermeté. Nous étions trop dépendants du pouvoir, croyions dans nos intentions et ne comprenions pas les problèmes nationaux. »

S. B.

Tisane des Andes

Le gouvernement et les industriels péruviens militent pour une réhabilitation des vertus thérapeutiques de la feuille de coca

LIMA

de notre correspondant

En octobre dernier, Egui Lora et son gendre, Reynaldo Molano, se sont vu refuser un visa pour les États-Unis. Ils devaient recevoir à Miami l'un des Traders Club en récompense à leurs travaux de recherche en vue d'industrialiser la feuille de coca. Depuis 1987, l'entreprise, COINCA, fabrique sirops, vins, liqueurs, dentifrices, chewing-gums, biscuits, potions antidiabétiques ou diététiques. L'accès à l'empire de Coca-Cola leur a été curieusement interdit par l'FDA (Food and Drug Administration), dit-on, de la propagande pour la cocaïne.

La feuille de coca, de son nom scientifique Erythroxylum, contient en effet de la cocaïne (caviron 1 %), mais ce n'est qu'un de ses quatorze principes actifs. On y trouve aussi de l'atropine, de la papavine, de la pectine, de la globuline, de la kotéine et de l'insuline. C'est donc une plante aux propriétés thérapeutiques variées, mais qui est



Marché de Cuzco, ancienne capitale inca du Pérou.

aussi très nutritive et riche en minéraux et en vitamines, d'où son usage traditionnel de l'Inca.

Utilisée depuis des millénaires par les Indiens Quechuas et Aymaras du Pérou et de Bolivie, elle est devenue une plante maudite et lorsqu'elle est consommée en drogue dure. Consommée sous forme de chlorhydrate, c'est la « cocaïne » ou la « dame blanche », aspirée par les gens riches, ou sous la forme de poudre de sulfate, plus nocive, elle est consommée par les gens pauvres.

Un fort goût de remède

Depuis la conférence de Vienne de 1988, la production et le commerce de la feuille de coca sont interdits, à l'exception de son usage traditionnel, qu'il s'agisse du « coca » (mâchonnement), de la « coca » (poudre de cocaïne) ou de son emploi médical sous forme de cocaïne.

C'est pourquoi l'exportation de cocaïne est interdite aux États-Unis comme en Europe. Tunisie et

Bolivie afin d'éviter le « sorocco », un d'habitude. Un se refusait jamais en un marié, qui ne du de coca.

Pour quelles raisons le maté de coca ne pourrait-il se convertir en tisane miracle en cette fin de vingtième siècle et serait interdit le marché mondial ? Pour un bon nombre de raisons, les producteurs de coca s'interrogent sur la logique du raisonnement qui les traite comme « parias » : l'alcoolisme est un des plus grands fléaux de l'Europe, pourquoi ne pas éradiquer les vignobles ? Si le tabacisme est un problème impressionnant de victimes, pourquoi ne pas interdire l'importation de tabac ?

Néanmoins, les producteurs nous ont fait espérer lorsqu'ils ont vu que les Italiens et les Chinois, pour ne citer que les plus grands consommateurs de coca, ont que la production de 200 000 hectares avec quatre récoltes par an pour être absorbée par l'exportation de leurs produits industriels.

Il est vrai que COINCA n'en est encore qu'à un stade expérimental. Le handicap le plus flagrant des produits - qu'il s'agisse de dentifrice, de sirop ou de liqueur - est un goût de cocaïne trop prononcé. Il faut à prouver qu'ils possèdent les vertus thérapeutiques qu'on leur attribue : c'est-à-dire pour le « coca-bete », des propriétés antidiabétiques, pour le « coca-sécher », des propriétés amincissantes ; pour le dentifrice l'action des vertus anticalcaires.

La réhabilitation de la coca en tant que plante médicinale ne sera pas une démarche facile, bien que les experts pensent que la manière la plus simple de combattre la cocaïne est de révaloriser l'usage traditionnel. En premier lieu, en levant les objections sur l'usage scientifique de la coca. Le Pérou a inscrit son agenda du ministre péruvien de la santé qui se rendra début mai à Genève pour assister à l'assemblée annuelle de l'Organisation mondiale de la santé.

NICOLE BONNET

Le Monde

Par la presse, le monde
Durée de la semaine :
12 décembre 1991
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Éditions du Monde »,
« Hubert-Beuve-Méry »
« Le Monde »
« Le Monde-Entreprises »,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugot-Deniel, directeur général
Philippe Dupuis
15-17, rue de Valenciennes, 15
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléx : MONDPUB 634 128
Vente : 01-46-62-72-73 - Service Clientèle : 01-46-62-72-73

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Compromis 36-15 - Taper LEMONDE
ou 36-15 - Taper LM
Imprimerie de « Le Monde »
12, r. M.-Gumbourg
94852 IVRY Cedex

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Fax : 261.311F

Reproduction autorisée de tout article
sans accord avec l'administration
PROHIBÉ EN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-25-33

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs en francs y compris CEE et autres
3 mois	460 F	572 F	770 F
6 mois	890 F	1 133 F	1 500 F
1 an	1 620 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : voir aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : M L LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Pays : _____
Code postal : _____
PP Paris RP
avoir l'obligation d'être tous nos abonnés en capitale d'imprimerie.

L'HERMÈS
Editeur universitaire
depuis 22 ans
DROIT
ECONOMIE - GESTION
LANGUES DES AFFAIRES
catalogue gratuit sur demande
13 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

محكمة من الأصل

Avec l'acquisition de 13,8 % du capital de la firme de Vergèze

Calmer le jeu

Au lendemain de l'entrée de Saint Louis chez Perrier, les interrogations sont multiples. Si, officiellement, ce rapprochement est le fruit des relations amicales entre les dirigeants des deux groupes agro-alimentaires, MM. Jacques Vincent pour Perrier et Bernard Dumon pour Saint Louis, nul doute que cette opération a été facilitée, voire encouragée, par certains actionnaires. Les deux firmes ont la même caractéristique : elles ont depuis peu dans leur tour de table, mais à des degrés différents, l'italien Agnelli. Or ce groupe a été surpris par les réactions vives et hostiles à son égard lorsqu'en décembre il s'est engagé amicalement chez Exor, la maison-mère de Perrier. D'où son idée depuis de calmer le jeu sans perdre la face, et ce tour de passe-passe serait destiné à y contribuer.

Intervenant au moment du sommet de Maastricht sur l'unité européenne, l'entrée d'Agnelli chez Exor aurait dû être en toute logique saluée. Or il n'en a rien été. Au contraire, un tollé s'est élevé contre cette manœuvre sur le numéro un mondial des eaux minérales. La transaction est allée du faible prix payé à la crainte de voir le royaume passer sous la coupe italienne. D'un coup les concurrents qui n'avaient pas vu le coup venir, les actionnaires minoritaires d'Exor et les éleveurs de brebis de l'Aveyron se sont retrouvés sur le même terrain. Bouter l'attaquant hors de France ou le faire payer. Et tous de se pencher sur la structure du capital de Perrier dans l'espoir de soulever l'affaire sur Agnelli. Les autorités boursières participent alors indirectement à ce mouvement en dénonçant à grand bruit le « flou » entourant l'actionnariat de Perrier avant finalement de passer l'éponge. Pour apaiser les tensions, le premier geste italien a été d'étendre son OPA sur l'intégralité du capital d'Exor sans toutefois modifier le prix d'offre. Aujourd'hui, il recense des titres Perrier, vraisemblablement pour dissiper les craintes d'une mainmise transalpine. L'acquéreur est donc un groupe bien français, Saint Louis. Son actionnaire principal est le groupe Worms et Cie mais qui est associé depuis peu à l'IFIL, un autre holding du groupe Agnelli. Donnant d'un côté, représentant l'autre, le groupe italien table sans doute sur une accalmie lui permettant de poursuivre le maillage amical de son réseau français avant la constitution de l'Europe.

DOMINIQUE GALLOIS

Saint Louis prend pied chez Perrier

Saint Louis vient d'acquiescer 13,8 % du capital de Perrier pour 1,5 milliard de francs. L'intérêt de cette opération est triple : renforcer le capital de Perrier, renforcer la présence de l'italien Agnelli en France et rééquilibrer chez Saint Louis la structure agro-alimentaire fléchissant vers le secteur agro-alimentaire.

Vendredi 3 janvier, après la fermeture de la Bourse, Perrier a cédé 13,8 % de son capital à Saint Louis. Effectuée au cours de 110 francs, la transaction s'élève à 1,5 milliard de francs. Désormais, les principaux actionnaires de la firme de Vergèze sont donc Exor (28,7 %), Saint Louis (13,8 %), Omnicor et General (10 %), et la Banque générale, avec respectivement 6,3 % et 0,5 % des parts. Ensemble, ces partenaires détiennent 49,3 % de Perrier, ce qui rend quasiment impossible tout raid contre le numéro un mondial des eaux minérales. Cette éventualité avait été évoquée lorsque le groupe italien Agnelli est devenu le premier actionnaire d'Exor.

Cette cession apparaît aussi comme un acte de participation au sein d'un groupe français, puisque l'actionnaire principal de Saint Louis, le groupe Worms, détient 49,44 % des actions, a annoncé aux autorités boursières agir désormais « de concert » avec l'IFIL. Ce holding financier d'Agnelli est entré chez Saint Louis l'été dernier en rachetant l'autococontrôle du groupe. Il détient désormais 4,45 % des droits de vote de Saint Louis. Cette arrivée italienne chez Perrier, qui est chez Saint Louis, sans oublier sa présence chez BSN (5,8 %), pourrait donc être le prétexte à d'autres réorganisations dans le secteur agro-alimentaire.

Mais pour M. Bernard Dumon, président de Saint Louis, l'entrée chez Perrier confirme l'intérêt de son groupe pour l'agro-alimentaire, au moment où on achève Agnelli-Wiggins il paraît plus intéressant par l'activité papetière. « Des relations de longue date existent entre le président de Perrier, Jacques Vincent, et moi-même. Dès 1987, nous avions entamé des conversations pour nous rapprocher », affirme-t-il. A l'époque, il s'agissait de se développer dans « les corps gras légers », en rachetant Lescage de Perrier. Mais le projet n'aboutit pas. Et cette filiale de Saint Louis lui sera ravie par l'italien Ferruzzi en 1987. Le groupe français s'est alors redéployé avec obstination dans l'agro-alimentaire et a même pris 3 % dans BSN. Ce placement s'est avéré très lucratif. A l'époque, l'action cotait 285 francs, elle vaut aujourd'hui près de quatre fois plus (1 040 francs).

D. G.

Confrontée à des difficultés de trésorerie

La sécurité sociale a dû recourir à une avance supplémentaire de 15 milliards de francs

Les derniers jours de 1991 et la première semaine de 1992 ont été difficiles pour la trésorerie du régime général de la Sécurité sociale. Cette-ci a pu surmonter l'obstacle - un découvert de près de 30 milliards de francs - mais il lui en a coûté quelque 60 milliards de francs supplémentaires sous forme d'intérêts versés à la Caisse des dépôts et consignations, son banquier habituel de la trésorerie.

Le décalage entre les dépenses (le versement des retraites et des dotations aux hôpitaux, notamment) et la collecte des cotisations auprès des employeurs explique l'irrégularité de la trésorerie de la Sécurité sociale. Aussi, pour franchir le cap délicat des deux semaines situées autour du 15 janvier, la « Sécurité » a dû puiser dans le plafond des avances conventionnelles (11,7 milliards de francs) consenties par la Caisse des dépôts. Cette avance lui a permis de payer les cotisations de la trésorerie du 15 décembre et le 15 janvier.

5 janvier, un jour d'intérêt pour la trésorerie de la Sécurité sociale, un peu plus d'un milliard de francs (au lieu d'un demi-milliard en période normale). Les rentrées des cotisations du 5 janvier ont permis de revenir à une situation normale.

In fine, la dépense supplémentaire due à la trésorerie de la Sécurité sociale a atteint 60 milliards de francs. Pour la chose, certes, le rapport aux cotisations de 970 milliards de francs bruts l'an passé par le régime général.

Réduire les périodes de découvert

Au-delà de ces difficultés ponctuelles, les pouvoirs publics, l'Agence nationale des organismes de sécurité sociale (ANCOSS) et la Caisse des dépôts ont pratiqué une politique de « découverts » à court terme. Ils ont découvert, à la fin de l'année, un découvert de 50 à 60 milliards acquittés par la Caisse des dépôts. Le 5 de mai au lieu du 15 et le 15 de mai au lieu du 15 de mai, les dotations aux hôpitaux a été modifiée. En contrepartie, la Caisse des dépôts a consenti d'accepter d'augmenter le plafond de son avance.

La nouvelle convention devrait être prête lorsque se réunira, le 28 janvier, la Commission des comptes de la sécurité sociale.

Malgré la réduction du déficit - aux alentours de 6 milliards de francs en 1991 après 14 milliards l'an passé - il faudra dans les prochains mois que le Trésor paie en plusieurs occasions au secours de la trésorerie de la « Sécurité ». Les déficits accumulés depuis 1990 pèsent lourd. Fin 1992, la représentativité des recettes de l'Etat, alors que, du fait des recettes, on ne peut guère espérer une embellie, risque de se dégrader de la croissance et de la montée du chômage.

JEAN-MICHEL NORMAND

Les cliniques privées signent l'accord sur la maîtrise des dépenses. - La Fédération interprofessionnelle d'hospitalisation privée (FIEHP), l'Union hospitalière privée (UHP) et la Fédération des établissements hospitaliers d'assistance privée (FEHAP), ont signé lundi 6 janvier, avec l'Etat, les caisses de sécurité sociale, un accord destiné à maîtriser l'évolution des dépenses. Ce mécanisme (le Monde du 25 décembre) vise à limiter à 5,5 % en 1992 l'évolution des remboursements versés par la Sécurité sociale aux établissements privés. En fonction de ce « objectif annuel », les tarifs seront ajustés à la hausse ou à la baisse.

Hausses de 0,7 % de salaire ouvrier en 1992. - Le taux de salaire horaire ouvrier a progressé de 0,7 % au cours du troisième trimestre 1991, soit une croissance de 4,5 % en un an sur la même période, contre 2 % sur la même période, indique le ministère du travail. Ce chiffre reflète une première hausse qui, à la fin novembre, évoluait à 0,9 % de l'augmentation du salaire ouvrier au troisième trimestre. D'autre part, la hausse de l'indice du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés s'élève à 0,6 % au troisième trimestre (4,1 % sur un an).

UNEDIC : le ministre du travail signe l'agrément de la nouvelle convention. - M. Martine Aubry, ministre du travail, a signé le 6 janvier l'arrêt d'agrément de la convention de régime d'assurance-chômage. L'accord signé entre l'Etat et l'Unedec, les partenaires sociaux, a été agréé par le ministre du travail. La CGT et la CFE-CGC ont réagi à la procédure d'agrément, mais prévoient que les négociations doivent obtenir l'approbation de tous les signataires de la convention en cours.

PHILIPPE PONS

La visite du président Bush au Japon

Les constructeurs automobiles nippons annoncent une série de concessions à leurs homologues américains

L'automobile sera le gros dossier économique de la visite au Japon du président américain, M. George Bush, à partir du mardi 7 janvier. Les chiffres parlent : les Japonais représentent 30 % du marché américain et leurs exportations représentent près de 75 % du total commercial global annuel enregistré par les Etats-Unis dans leurs échanges bilatéraux (213 milliards de francs). En revanche, les constructeurs américains ne vendent que 30 000 véhicules sur le marché japonais, soit 0,5 % (sur un total de 1 920 voitures étrangères en 1991, en hausse de 10,7 %).

TOKYO

de notre correspondant

Bien que les exportations globales américaines au Japon aient doublé en cinq ans, les constructeurs américains ne vendent que 30 000 véhicules sur le marché japonais, soit 0,5 % (sur un total de 1 920 voitures étrangères en 1991, en hausse de 10,7 %).

emmené avec lui au Japon les présidents des trois « grands » de l'automobile américaine (General Motors, Ford Motor et Chrysler). M. Bush doit être à la tête des résultats concrets. Les Japonais l'ont compris et ont pris les mesures.

Répondant aux demandes du premier ministre, M. Miyazawa, qui la semaine dernière leur avait enjoint de « faire preuve de coopération » à l'égard de l'automobile américaine, les constructeurs japonais ont annoncé une série de concessions allant d'une augmentation des quotas de pièces détachées à une aide à la distribution des véhicules américains au Japon. Toyota, le premier constructeur, a annoncé qu'il était prêt à mettre à la disposition de General Motors, auquel il est lié par un accord de coopération, son réseau de distribution, le plus important du Japon. Les autres grands constructeurs ont fait la même proposition.

Jusqu'à présent, les voitures américaines vendues au Japon par l'entremise de distributeurs spécialisés. Seuls Honda et Mazda ont passé des accords de commercialisation d'une certaine manière. Toyota vient de signer un tel accord avec Volkswagen : à partir d'avril, quarante-huit de ses ven-

deurs distribueront 7 000 véhicules allemands et 30 000 en 1996. Mazda, qui commercialise des véhicules Ford, a annoncé qu'il entendait doubler les ventes au cours des deux prochaines années. En 1994, les constructeurs japonais devraient ainsi importer pour 7,4 milliards de dollars (38 milliards de francs) d'automobiles américaines.

Un tel niveau de son programme de coopération de l'automobile américaine, Toyota entend en multiplier par quatre, au cours des deux prochaines années, ses achats de pièces détachées de General Motors (qui atteindront 6,3 milliards de dollars). Globalement, les cinq premiers constructeurs nippons entendent acheter pour 11 milliards de pièces détachées par an aux Etats-Unis entre 1991 et 1995, soit le double du montant atteint en 1991.

Tokyo envisage différentes mesures destinées à faciliter les importations d'automobiles : une révision de la procédure d'homologation des véhicules (acceptation des tests américains pour les freins et les normes internationales pour les appuis-tête). Et le gouvernement japonais étudierait la possibilité d'introduire un système de subventions aux importations de voitures étrangères : à partir de 1992, le taux de la subvention

sur les voitures sera ramené de 6 % à 4,5 % et, selon le journal Mainichi, la différence pourrait être reversée en prime aux fabricants étrangers.

En ce qui concerne les exportations, le ministère japonais du commerce international et de l'industrie (MITI) envisagerait de réviser le quota « restriction volontaire », en application depuis 1981 (2,3 millions de véhicules), qui ne signifie plus grand-chose, les constructeurs japonais ayant vendu l'année dernière 1,8 million de véhicules sur le marché américain.

Il faut faire des concessions, les milieux automobiles japonais n'en paraissent pas moins irrités. En dépit des facilités accrues pour accéder au marché nippon, la percée des constructeurs américains est limitée en raison de l'insuffisance de la qualité de leurs véhicules. Les Américains, écrivent dans leurs journaux, n'ont rien fait pour adapter leurs véhicules à la demande japonaise. Le marché national, fait-on enfin remarquer, est en régression : en 1991, les ventes d'automobiles (5,7 millions de véhicules) ont diminué de 3,9 % par rapport à l'année précédente.

Revers et succès pour la présence française en Tchécoslovaquie

Mercedes-Benz s'allie avec le constructeur tchèque Avia

Le groupe allemand Mercedes-Benz AG et le constructeur tchèque AVIA viennent de signer un accord de principe pour la création d'une entreprise commune, la société franco-tchèque Renault Industriels (RVI). L'agrément doit encore être accordé par les autorités tchèques d'ici à la fin janvier.

PRAGUE

correspondance

En 1991, 1,2 millions de véhicules (1,2 milliard de francs) ont été produits en Allemagne. Le constructeur allemand deviendra actionnaire majoritaire (51 % des parts) de la joint-venture qui devrait produire chaque année 30 à 40 000 véhicules sous la marque Mercedes. Dans un premier temps, en 1993, des poids lourds et pièces détachées seront importés d'Alle-

magne et exportés en Tchécoslovaquie.

Le prix de la main-d'œuvre y est plus bas qu'en Allemagne, les coûts de production sont donc plus faibles. En outre, le constructeur allemand est toujours en pourparlers avec Liaz et Tatra, les deux autres constructeurs tchèques de camions. « Une stratégie globale permet de passer à la surface », affirme M. Helmut Werner, le directeur de la division.

Cette offre de l'industriel allemand est certainement par un rapprochement avec l'entreprise tchèque : la coopération ne concerne qu'une seule usine d'AVIA (1 200 à 1 500 véhicules par an), « des dégraisseurs et des pièces innovantes », admet-il. Le groupe Avia, qui a été racheté par Skoda ? Tout en promettant de faire revivre la firme sans débaucher Volkswagen a dû laisser en place la Skoda et aujourd'hui au bord de la faillite, les deux constructeurs seraient-ils vendus sous la marque

Avia ? », s'inquiète-t-on. « Cela dépendra du marché », répond M. Werner. Plus précisément, cela dépendra de la demande.

Quoi qu'il advienne, le rapprochement allemand marque une nouvelle étape pour Renault. « J'aurais vraiment voulu créer une entreprise mixte avec RVI », explique M. Werner. L'usine de Renault à la RVO d'Avia est francophone : à cinquante-huit ans, il est l'un des promoteurs de la coopération engagée en 1967 avec Renault pour la fabrication des camions sous licence Saviem. Lors de l'apogée de l'usine, Renault a été le premier à cause qu'il sélectionna RVI et Iveco pour partenaires potentiels : « Aucun d'entre eux n'a répondu à nos critères des charges. Nous avons alors pris la part de procéder à des négociations bilatérales avec RVI. Il y a eu un accord », déclare-t-il, « pour s'écarter ».

CATHERINE MONROY

Un consortium conduit par Air France contrôlera 40 % du capital de la compagnie aérienne nationale tchécoslovaque

L'accord signé, le 6 janvier à Prague, entre Air France et la compagnie tchécoslovaque CSA, a été approuvé par le conseil d'administration de la Banque européenne pour le développement et la coopération (BERD). Air France pourrait apporter en nature les deux tiers des 20 millions de dollars qui lui incombent.

En accord, CSA peut espérer rénover son centre de maintenance à la fin de l'année et un avion composé de vieux Tupolev-134. Elle obtiendra une assistance pour mettre ses standards internationaux son service à bord et son équipement.

Le consortium français, en attendant la mise en œuvre de la convention d'appareils, CSA devrait acquiescer prochainement quatre avions franco-italiens de transport régional ATR. Du côté d'Air France, on se félicite de la qualité de l'Europe de l'Est, car CSA a un bon an mal en de 20 à 30 millions de dollars (100 à 150 millions de francs) et transporte 1,5 million de passagers chaque année vers une quarantaine de pays. La compagnie

française peut espérer que CSA, sous Amadeus, sa filiale de réservation informatique, pourra profiter de la situation et de son partenaire en matière de maintenance. Prague devrait devenir la plaque tournante aérienne d'Europe centrale grâce à sa vocation touristique et à ses usines industrielles.

ALAIN PAILLARD

Air Inter augmente ses tarifs de 3,3 %. - Depuis le 1^{er} janvier, la compagnie Air Inter applique une hausse moyenne de 3,3 % des tarifs. Cette augmentation tarifaire s'inscrit dans une fourchette de 0,3 % à 4,9 %. Toutefois, les tarifs les plus progressifs sont ceux de l'inflation et de la diminution, pour les jeunes, sur certaines lignes comme Paris-Lyon, Paris-Bordeaux ou Paris-Bordeaux. La dernière augmentation des tarifs d'Air Inter a été de 5 % en janvier 1991.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 7 JANVIER

Cours ~~valable~~ à 10 h 18[illegible]**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (sélection)

6/1

VALEURS			% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Préval.	Rachet net	VALEURS	Emission	Préval.	Rachet net	VALEURS	Emission	Préval.	Rachet net
Obligations																									
Imp. Et. 6,9577	523 05	5 79	...	C.I.T.R.A.M. B.	1128	...	Odé (C)	380	...	Action	209 78	204 18	France	437 68	424 91	Fin/Associates	23873 42	23873 42	23873 42	23873 42	...	...	...	...
Imp. Et. 6,9570	4 89	4 89	...	Cadentel	2225	3462 d	Odé (C)	380	...	Aggrégat	748 88	718 64	France	105 71	102 83	Provia	987 44	987 44	987 44	987 44	...	...	...	...
10,00% 7/9/94	101 82	3 08	...	Cadentel	2225	3462 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Imp. Et. 13,4/93	0 82	0 82	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Imp. Et. 12,24 %	101 82	3 08	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
10,20% m. 88	...	8 04	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
OAT 10% 5/2000	...	8 16	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
OAT 9,5% 12/1987	...	9 15	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
OAT 9,5% 1/1988	...	9 15	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
OAT 9,5% 20/05 1995	...	9 15	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
FTT 11,2% 88	105 10	8 94	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
CFM 10% 1/1978	...	8 04	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
OAT 10,25% av. 80	108 80	7 94	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
CPA 10 % 1878	...	8 04	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
CHB Bages 5000F	86 70	0 14	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
CHB Peches 5000F	...	0 14	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
CHB Peches 5000F	86 80	0 14	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
CHB 11,5% 88	100 86	0 14	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
CHB 1982 5000F	...	0 14	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
CHB 9 % 88	97 50	0 14	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
CHB 10,50% d'éc. 88	106 30	0 21	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
CHB Peches 9% 100	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
CHCA	894	0	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Canas	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Alcatel 6 % Jan. 88	857	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	734	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat	650	512 d	Odé (C)	380	...	Ambr-gar	7880 72	7873 77	France-Région	1178 72	1144 38	Orfina	130 25	123 37	130 25	123 37	...	...	...	...
Ly. Elec. et 6,5%	...	...	...	Ch. de l'Etat																				

Cote des Changes

Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 7/1	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/1
			achat	vente			
Etats-Unis (1 unit).....	5 204						
Ecu.....	9 949				Or fin (à la barre).....	59400	
Allemagne (100 dm).....	341 330				Or fin (en lingot).....	595050	
Belgique (100 f).....	16 851				Napoleon (20f).....	348	
Pays-Bas (100 f).....	303 050				Pièce Fr (10 f).....	433	
Italie (1000 lire).....	4 523				Pièce Suisse (20 f).....	352	
Danemark (100 kr.).....	87 720				Pièce Lirine (20 f).....	347	
Gde Bretagne (1 f).....	9 735				Souverain.....	437	
Grèce (100 drachmes).....	2 957				Pièce 20 dollars.....	2055	
Suisse (100 f).....	383 810				Pièce 10 dollars.....	1070	
Suède (100 kr.).....	53 990				Pièce 5 dollars.....	800	
Autriche (100 sch).....	86 730				Pièce 50 pesos.....	2220	
Norvège (100 kr.).....	48 510				Pièce 10 florins.....	348	
Espagne (100 pes).....	5 379						
Portugal (100 esc).....	3 917						
Canada (1 \$ can.).....	4 539						
	1 424						

Hors-cote

[illegible]

c : coupon détaché - o : offer - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

ROPE DE L'ENT
COMMUNAUTÉ
ES MIGRATIONS
LE EUROPÉEN
A MIGRATIONS
OPÉRATIONNEL

Pylotis

Le Monde

INITIATIVES

Les coulisses de l'efficacité

Là où l'organisation ancienne du travail réclamait la compétitivité des entreprises et le respect aux nouvelles technologies exigent, on l'a dit, appelé à l'intelligence et aux nouvelles méthodes. Puisque le facteur humain fera la différence, dans un processus de production, les entreprises sont amenées à se soucier de l'état d'implication du personnel dans la conduite des objectifs. Elles cherchent à s'assurer de la motivation, individuelle et collective, de leur main-d'œuvre. Cela explique l'engouement pour les progrès d'entreprise, qui n'est pas toujours qu'une mode, et la sempiternelle référence à une culture d'entreprise, conçue comme la clef de toutes les énergies.

Pour les directeurs de ressources humaines, mais aussi pour les syndicats, ces nouveaux besoins constituent un défi. Les premiers y répondent par la recherche d'instruments capables de mesurer sur la base de ces critères. Ils utilisent des tests, expérimentent des méthodes d'évaluation ou commandent des sondages. Puis ils mettent au point des dispositifs de gestion sociale, susceptibles d'être au développement de ces ressorts, par définition difficiles à entretenir dans une collectivité de travail. L'expérience menée par des entreprises du transport au sein d'une association est, de ce point de vue, significative. Elles ont mis les groupes de salariés à s'impliquer dans l'organisation de leur travail, pour y aider, organiser un concours.

Pour les seconds, la mutation est considérable car ils doivent se déplacer d'un terrain quantitatif, propre aux revendications traditionnelles, à un autre plus qualitatif sur lequel, à l'avenir, ils n'ont plus l'initiative. Il s'agit d'une véritable révolution, que la plupart refusent d'engager. Ceux qui prennent le risque se montrent ambitieux mais modestes. L'instar de Jacques Khelifi, généraliste CFTD, de la chimie, qui propose à ses interlocuteurs une voie où « nous cherchons ensemble ».

Si la démarche est claire, et la méthode évidente, les moyens et les résultats obligent à plus de réserve ou de prudence. Dans certains cas, on peut même parler d'effets pervers ou de reculs, psychologiquement dangereux pour le moral du personnel. Comment, par exemple, maintenir la culture d'entreprise

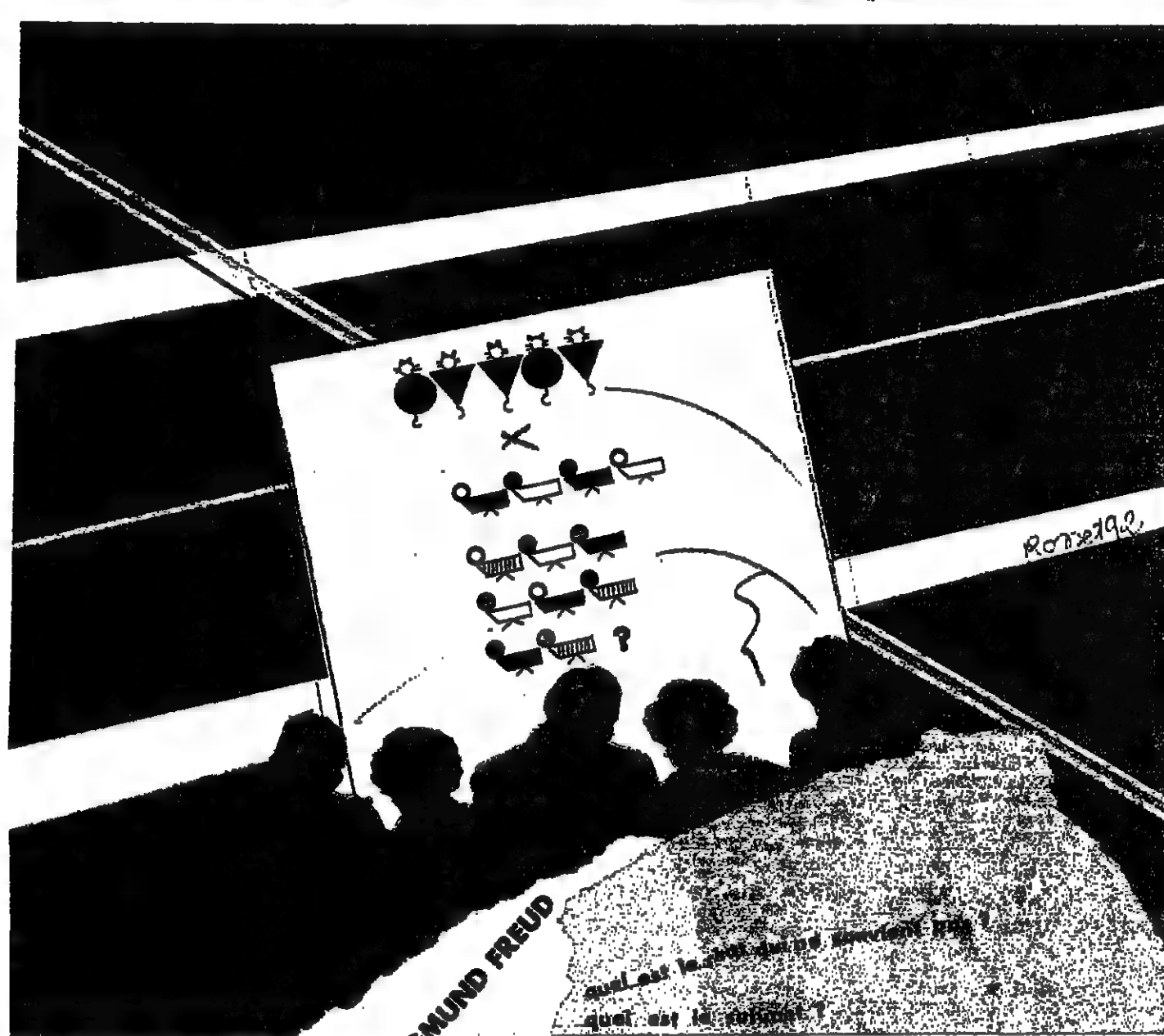
lorsqu'une unité change de mains lors de fusions-acquisitions successives, sans se répartir en trois sous-ensembles sans une raison sociale différente, sans que cela ne soit le cas pour l'industrie Lescage de Marseille?

Certes pratiques, les tests ne disent pas tout et ne sont pas d'une fiabilité à toute épreuve, une utilisation reconnaisant d'une formule que de faux résultats donnent une excellente indication, mais que de mauvais résultats ne signifient pas que la personnalité jugée soit fondamentalement inadapte. Rien n'est un complément d'information par le truchement d'un entretien, admettent tous les experts. Les mêmes, les sondages peuvent révéler un profond malaise auquel les dirigeants ne pourront pas échapper à long terme, et il leur sera difficile de gérer le climat interne dans l'attente de décisions effectives. Surtout si, comme on le constate souvent, la mise d'une société qui se modernise est retardée par les pesanteurs d'un système d'organisation inhérent à sa propre histoire.

Décus, les dirigeants des ressources humaines ont aussi que les nouvelles les plus séduisantes du management ne sont pas aussi efficaces que les anciennes. L'individualisme n'est pas forcément mal vécu, même si elle nuit à l'esprit d'équipe, et on ne peut pas nier que les gestionnaires qui se plaignent de ses insuffisances sur les autres. Quant à l'individualisme, la même constatation de Renault-Cléon en a révélé les effets.

Le vrai ultime de ces procédés étant d'augmenter la productivité, il arrive même que la logique conduise, grâce aux efforts consentis par le personnel, à une réduction supplémentaire des effectifs. Malheureusement, la direction d'Unior-Dunkerque avait quand même l'ambition d'une performance de l'usine, au-delà des objectifs, en annonçant dans un communiqué, il y a quelques années, que les exploits du personnel permettraient de supprimer davantage d'emplois que prévu.

Si le cas est caricatural, il met en lumière une contradiction que l'on ne peut pas ignorer. En même temps, les salariés, dans leur propre branche, ne



on peut aussi soutenir que le déclin n'est produit que par des identiques. Les groupes se chargent de comprimer les effectifs sans pour autant pratiquer les méthodes de réduction. Selon une analyse plus sereine, c'est une forme d'emploi « à vie », plus que l'emploi lui-même, qui se trouve fondamentalement contestée. D'où le besoin d'une gestion prévisionnelle et l'insistance pour la mobilité.

Dans des situations extrêmes, cependant, il arrive que les salariés, y compris les cadres, ne jouent pas le jeu ou, plutôt, se complaisent dans un jeu ambigu. Apparemment aussi mobilisés que leurs confrères, ils ont fait leur vie ailleurs et ne dépendent pas de l'entreprise. Pour un hobby, le plus souvent, mais aussi pour de vraies passions dévorantes, la viticulture, une mairie ou une association humanitaire, auxquelles ils consacrent plus que leur savoir-faire. Mais peut-on reprocher à quelqu'un de se réaliser autrement?

Alain Lebaube

Lire notre dossier pages II et III

Les traumatismes du déménagement

Lorsqu'une entreprise change de lieu, généralement les salariés ne sont pas préparés à cela. Cela pose des problèmes à certains. Mais quand elle change de région, la situation est encore plus complexe.

STAGES.....page V

13 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

- Emploi..... p. VI
- Gestion..... p. VI
- Ressources humaines..... p. VII
- Juristes..... p. IX
- Informatique..... p. XI
- Informatique..... p. XII
- Informatique..... p. XIV
- Informatique..... p. XIV

En dernière page
votre métier vous mènera
vers de nombreuses
destinations.

AIR FRANCE

IFG LANGUES

LEADER EUROPEEN DE LA FORMATION LINGUISTIQUE VOUS SOUHAITE

GOOD NYTAAR
FELIZ AÑO NOVO
BESTE WENSEN
HAPPY NEW YEAR
KAAYTEPEE EYXEE
FELICE ANNO NUOVO
MEILLEURS VOEUX
PROSPERO AÑO NUEVO
BESTE NEUJAHRSWUNSCH
BLIAN FE MHAISE DHACIB
1992

37, quai Grenelle 75015 PARIS
Tél. (1) 40 59 30 30 Fax (1) 45 11 96 66

Les liaisons dangereuses

L'individualisation des rémunérations complique les rapports entre travail et résultats d'entreprise

MALGRÉ la palette de moyens dont disposent aujourd'hui les entreprises pour motiver leurs salariés, la plupart des directions reconnaissent cette évidence : la politique de rémunération reste la plus efficace. Malheureusement, plus elle s'affine, plus son maniement s'avère sensible, le moindre échec pouvant rapidement catastropher.

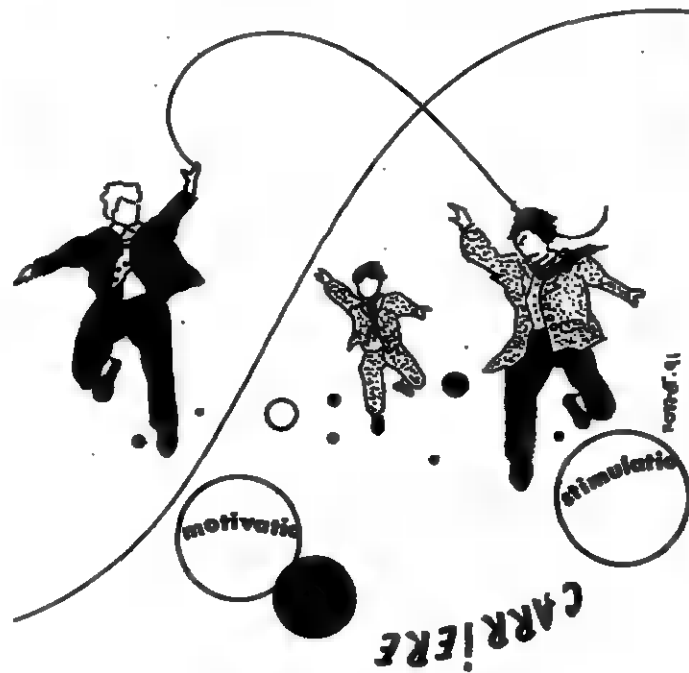
Secrètement, nombre de dirigeants doivent remercier Renault de leur avoir ouvert les yeux : le conflit de Clon, bien que d'entreprises aient perdu le dard politique d'intéressement trop tôt. Depuis plusieurs années, celle-ci paraissait, au contraire, porte de toutes les vertus. N'était-elle pas d'une simplicité biblique ? Si l'entreprise gagnait de l'argent, les salariés en gagnaient, si l'entreprise perdait, les salariés voyaient cette part variable diminuer. Difficile d'être meilleur pédagogue ! Pourtant, le conflit de l'automne dernier chez le constructeur a montré que l'adhésion qu'imparfaitement il avait quand ils ont l'impression que les critères reconnus pour calculer l'intéressement leur échappent.

Visiblement, la leçon a été comprise dans les autres entreprises : l'intéressement ne doit pas être trop important. Il ne faut pas qu'il dépasse un mois de salaire. De plus, il faut avoir la possibilité de l'expliquer. Si, dans les matras, la CDT

clame à la porte de l'usine les raisons pour lesquelles elle y est opposée, il y a de fortes chances pour que l'intéressement ne séduise pas les salariés, reconnaît le directeur des ressources humaines d'une des principales entreprises électroniques françaises.

Mauvaise perception

De fait, beaucoup semblent avoir surestimé sa capacité pédagogique. C'est, en tout cas, l'une des principales conclusions de l'étude sur les politiques salariales et la perception qu'en ont les salariés que vient d'effectuer, pour le compte de la CFDT, le cabinet Penna Etudes et conseils. Après avoir passé près de deux ans à analyser les politiques de rémunération de huit entreprises de tailles et de secteurs d'activité très différents, ce cabinet note que « l'intéressement représente un élément surprenant par sa mauvaise perception ». Dans les cinq entreprises qui ont adopté un système d'intéressement par huit études, entre 30 % et 40 % des salariés ne comprennent pas comme tel. Les salariés ont l'impression que « cette mauvaise perception de la notion d'intéressement peut se accompagner d'une égale mauvaise perception de son rôle ». C'est le fondement d'un système d'intéressement qui est écorché, car si son côté réversible est mal perçu par



forte proportion de salariés (15 % à 40 %), ce sont tous les aspects de mobilisation, de lien entre travail et résultats d'entreprise qui se trouvent remis en cause.

Autre surprise de cette enquête : les salariés sont peut-être plus favorables à l'individualisation des salaires qu'on ne le croit. Ainsi,

dans une banque mutualiste de l'Ouest, 78 % des personnes interrogées sont favorables à une rémunération plus individualisée. Si cette tendance est encore plus marquée chez les jeunes (86 %), elle est loin d'être négative chez les salariés se déclarant syndiqués (70 %). Le cas de cette banque n'est pas

exceptionnel : dans une filiale d'un grand français de l'agroalimentaire, 71 % des salariés ayant répondu au questionnaire se déclarent intéressés par une rémunération plus individualisée, et plus de 82 % chez les employés, techniciens et cadres.

Performance significative

Pourtant, si l'individualisation partielle des salaires des cadres ne peut pas devenir une réalité pour toutes les entreprises, c'est celle qui la considère encore comme une panacée. La prodence semble désormais prévaloir : « Je m'oppose à ce que l'indice des prix de l'INSEE définisse ma politique de rémunération, mais je ne serai pas le Savonarole de l'individualisation », résume Daniel Rapanello, directeur des affaires sociales du groupe Labinal, travaillant pour l'automobile et l'aéronautique. Comme la plupart de ses collègues, il estime que « l'individualisation ne peut être appliquée que si l'on peut réellement mesurer les performances des salariés. Ce n'est d'ailleurs pas une bonne chose pour les ouvriers, car la notion d'équipe n'est réelle ». En ce qui concerne les cadres de Labinal, une augmentation équivalente à l'indice des prix est une perfor-

formance normale. Au-delà, il récompense une performance significative.

Ayant retenu cette même méthode de valeurs, Guy de La Serre, directeur général adjoint de LVMH, chargé des ressources humaines de la branche vins et spiritueux, reconnaît qu'il n'est pas simple de mettre en place une politique de rémunération fondée sur l'individualisation, depuis dix-huit mois, celle-ci est « moins un objectif stratégique qu'un outil de management. En effet, ce processus nécessite la mise en place d'outils d'évaluation et l'implication de la hiérarchie ».

S'il est évident que la politique salariale participe à la motivation de l'encadrement, Guy de La Serre n'en fait pas une règle absolue car, pour lui, « il ne faut pas que les cadres travaillent seulement pour la rémunération ». Comme dans un nombre croissant d'entreprises, la préférence de LVMH semble toujours se porter sur les plans d'options qui offrent le même avantage de fidéliser les cadres et de récompenser les meilleurs sans que cela ne pèse sur la masse salariale.

Mais, pour être efficaces, encore faut-il que les critères d'attribution d'options soient identifiables par tous, ce qui reste, il faut bien le dire, très exceptionnel.

Frédéric Lemaître

Transports d'idées

DES agents de la SNCF qui se mobilisent contre la fermeture de leur petite gare et parviennent à développer leur affaire au point d'écarter la direction ? Or, ces nouveaux emplois : une RATP qui change plus rapidement les bus du RER ; des conducteurs qui trouvent le moyen de diminuer radicalement la fraude ; accroître la répression... Cette multiplication d'initiatives prises par les agents de transports ne doit en fait rien au hasard. En effet, afin de les favoriser, huit entreprises de ce secteur (Aéroports de Paris, Air France, Air Inter, CGFE, RATP, SNCF, GTI, Trans-Express) se sont regroupées au sein d'une association unique : l'ADEPTE (Association pour le développement de l'efficacité par l'implication des personnes dans l'entreprise).

Comme l'indique la charte fondatrice, créée en 1987, les personnes qui ont pris part à l'élaboration de cette association ne sont pas des salariés, mais des personnes qui ont une expérience professionnelle. C'est-à-dire non seulement comme des agents, mais comme les auteurs collectifs de la définition de l'organisation et de l'évaluation de leur activité professionnelle.

Du bobinage aux logiciels

Il s'agit de promouvoir les initiatives des salariés, cette action, qui regroupe en fait les initiatives des salariés, humaines des entreprises adhérentes, décerne chaque année son prix à l'équipe la plus performante. Tous les ans, et dans les entreprises qui lui appartiennent, chaque entreprise présélectionne donc la réalisation qui lui paraît la plus exemplaire, et un jury remet le trophée à l'une des huit équipes.

Présentés par les salariés eux-mêmes, les résultats sont souvent étonnants : en 1990, la trophée fut remis à l'équipe de maintenance des trolleybus lyonnais (groupe GTI) qui s'était réapproprié un métier disparu : le bobinage, afin de pouvoir réparer sur place les moteurs qui, jusque-là, étaient

envoyés... à Nantes. Finalement, la réparation ont été effectuée en moins de trois semaines. L'investissement nécessaire (250 000 francs) a été rentabilisé en deux ans.

La même année, des représentants de l'Air Inter, réglant les contentieux autour des bagages, firent forte impression. Grâce à l'implémentation d'un logiciel de leur cru, les litiges ne sont plus intervenus, ce qui, bien évidemment, a permis une meilleure gestion des bagages égarés.

Court-circuiter les hiérarchies

Certains salariés ne lésent pas d'étonner. Comment ne pas remettre en cause l'arbitraire des polytechniciens de la SNCF en écoutant l'équipe d'ouvriers de la gare de Saintes raconter son exploit : l'invention d'une machine automatique qui permet sous les yeux de la SNCF et de la RATP de prendre en compte les particularités de chaque train, et peu réagissante ? Comment qualifier les compétences des ingénieurs d'Air France qui ont inventé le matériel de la direction du matériel technique et des ingénieurs de la SNCF qui réparent les avions, alors que le genre de protection des avions depuis la plupart des PME françaises ?

Si la qualité des initiatives présentées en dit beaucoup sur le management, l'intérêt de l'ADEPTE double : valoriser l'implication des salariés, mais aussi renforcer le poids des salariés dans les entreprises humaines (DRH). Ceux-ci n'hésitent plus à s'appuyer sur la reconnaissance annuelle de l'association pour court-circuiter les hiérarchies, et leur potentiel de leur DRH, de voir leur entreprise remporter le trophée, « récupérer » les initiatives, leur donner une obligation. Ce n'est que très récemment que le cas.

F. Le.

Le masochisme de la productivité

En améliorant leurs performances, les salariés risquent de perdre leur emploi

Il est indispensable d'inciter les collaborateurs à s'impliquer dans leur travail, si l'on veut rester compétitif, mais il faut aussi reconnaître que cela peut aboutir à leur demander de sacrifier la branche sur laquelle ils sont assis. Prononcé à l'automne dernier devant la fine fleur des directeurs européens de ressources humaines par un responsable français de l'industrie automobile, ce constat ne provoque que quelques mouvements de tête approbateurs, mais gênés, sans parvenir à troubler la quiétude de l'auditoire.

Pourtant, peu ou prou, cette question sous-tend une bonne partie du débat économique et social français depuis dix ans. Ne revient-elle pas à redéfinir sur la finitude de la production ? Comment demander à des salariés de prendre des initiatives pour réaliser des gains de productivité, si elles ont comme conséquence - voire comme objectif - de supprimer des emplois ? Or la productivité doit-elle s'arrêter ? Au fur et à mesure que les gens croient ils s'approchent, aussi du principe. Il est difficile de savoir à quel moment la logique est réellement consolidatrice de l'emploi et si elle éteint les exclu-

sions, reconnaît un syndicaliste qui ne passe pas pour être ardent sur des positions conservatrices.

Il arrive que ce débat tourne à la caricature : au milieu des années 80, la direction d'une des usines sidérurgiques françaises les plus performantes n'a-t-elle pas été contrainte d'expliquer aux ouvriers que les économies réalisées grâce aux cercles de qualité l'obligeaient à se séparer d'un certain nombre de collaborateurs ? Pour échapper à cette situation absurde et tragique, certaines sociétés misent avant tout sur leur politique sociale. Ainsi les responsables de Saint-Gobain estiment-ils que la façon dont leur groupe a l'habitude de gérer ses succès est constituée la meilleure parade aux craintes que pourrait inspirer un gain de productivité.

Notion complexe

De fait, l'entreprise met son point d'honneur à éviter tout licenciement sec, et Saint-Gobain Développement est comme une des sociétés de reconversion les plus actives. Ne

fa-t-on pas déjà vu intervenir pour aider dans leur recherche d'emploi des salariés dont le contrat de travail a duré dix-huit mois ?

Paradoxalement, alors que de nombreux directeurs de ressources humaines sont visiblement mal à l'aise pour aborder de front les conséquences sur l'emploi des gains de productivité réalisés par les salariés, Daniel Labbé, ancien secrétaire de la CFDT de Renault-Billancourt et particulièrement impliqué dans la reconversion des ouvriers de cette unité (« Le Monde Initiatives » du 8 décembre 1991), semble mieux assumer la contradiction initiale : « Celle-ci est de toute façon insoluble puisque, si le gain de productivité entraîne des suppressions, il y a un gain en genre tout autant. En contribuant à réaliser de tels gains, les salariés ont une chance de commencer à assumer, il est urgent de faire de la gestion prévisionnelle et de la mobilité une « ardente obligation » si l'on ne veut pas transformer les salariés en « malgré nous » de la modernisation. L'importance du chômage montre que ce noble objectif est malheureusement loin d'être atteint.

F. Le.

Un défi pour le syndicalisme

Certains responsables de la CFDT veulent être partie prenante du débat

« L'IMPPLICATION des salariés ? Nous en sommes réticents ! » Jacques Kheif, secrétaire général de la Fédération unitaire des industries chimiques (FUC), s'est fermement impliqué dans cette orientation, qui constitue un tournant majeur par rapport à la tradition syndicale française, essentiellement protestataire-contestataire et centrée sur les conquêtes salariales. « Depuis son congrès de 1987, poursuit-il, notre Fédération a même fait de l'organisation du travail son axe prioritaire d'action. Lentement mûrie, cette orientation est aujourd'hui maximale, approuvée par nos adhérents ».

Ladite orientation repose sur une analyse : ce qui se passe depuis quelques années à l'intérieur des entreprises constitue un changement de la même importance stratégique que l'émergence et la diffusion du Taylorisme au début du siècle. Il s'agit alors de mobiliser l'énergie musculaire des salariés. Aujourd'hui, c'est leur potentiel d'intelligence et d'initiative qui est en cause : parce que la mise en œuvre des nouveaux outils s'accompagne mal de la passivité ; et parce que, entre deux entreprises de niveaux techniques équivalents, c'est - tout le monde en conviendrait désormais - la qualité des

hommes et de leurs relations qui va faire la différence.

Face à ce défi pour le syndicalisme, les responsables de la FUC-CFDT ne passent pas à dire : « Banco ! Nous sommes prêts à participer positivement à l'effort nécessaire, mais il faut que la meilleure efficacité qui en résulte profite aux salariés et au syndicalisme autant qu'à l'entreprise elle-même. Le patron ne peut pas vouloir obtenir cette mobilisation des énergies et des intelligences en conservant le type de relations sociales héritées du Taylorisme. Jusqu'ici, ce dernier s'est contenté d'effort d'élaborer une série de formules pour rallier les salariés à ses propres objectifs présentés comme les meilleurs pour tous : projets d'entreprise, cercles de qualité ».

Mais, dit Jacques Kheif, « il ne faut pas constater l'insuffisance d'efficacité de ses efforts. C'est que le social n'est pas un simple appendice des questions techniques et économiques. Il a une consistance et une dynamique propres ». Pour la FUC, une véritable modernisation des entreprises ne peut se passer d'une présence syndicale, mais elle propose d'en renouveler radicalement la nature : « Nous voulons nous extraire des guérites sociales. Constatant que le patron refuse l'intervention des syndicats

sur la plupart des dossiers autres que les salaires », elle propose d'instaurer des relations sociales fondées sur la négociation et la contractualisation dans tous les domaines : salaires, organisation du travail, qualification, formation... « Face aux changements en cours dans le travail, le patron cherche, tâtonne. Nous lui disons : cherchons ensemble, tâtonnons ensemble, trouvons ensemble. Ce qui fera que, demain, ce travail sera plus fécond à la fois pour les salariés et pour l'entreprise. Le temps des désaccords est derrière nous. Il faut inventer autre chose ».

Réflexion novatrice

Cette attitude ne signifie pas la fin des oppositions et des grèves, mais « il faut mieux assurer le caractère majeur des conflits, en faire un élément d'une stratégie constructive, alors que, pour le moment, le syndicalisme y manifeste surtout sa capacité de nuisance ». Une telle ligne - qui implique la capacité pour les syndicats de « garantir la paix sociale sur un dossier donné, pour une durée précise » - pose de manière aiguë le problème de leur représentativité. Pour Jacques Kheif, la situation

française constitue quasiment une incitation au désengagement des salariés. « Tout le monde bénéficie de l'action syndicale, mais c'est l'adhérent qui en supporte tous les inconvénients : payer des cotisations, être mal vu ou même persécuté dans l'entreprise. La seule, il faut bien le dire, d'une réflexion novatrice : « Nous expérimentons le dialogue syndical, qui pousse chacun à se demander s'il va ou non se syndiquer (1), et nous étudions une formule d'adhésion impliquant l'acquisition d'une compétence reconnue par l'entreprise (notamment en termes de coefficient) ».

A son appel au dialogue social, la FUC donne, depuis son récent congrès de Rouen, une nouvelle dimension : l'heure où la démocratie s'anéantit en France, une implication authentique (donc réfléchie et débattue) des salariés dans l'entreprise pourrait revivifier en eux le goût de participer à la vie collective.

Marie-Claude Bethedder

(1) L'entreprise remet à chaque salarié un badge qu'il peut transmettre au syndicat de son choix ou détruire.

L. D.

Gestion et des Finances

ANALYSTE CREDIT

SENIOR

Nous sommes une banque privée, filiale d'un groupe bancaire et financier européen de premier plan.

Nous renforçons aujourd'hui notre Service Crédits et recherchons un Analyste Crédit "Senior".

A 28/35 ans environ, vous êtes déjà un professionnel de la banque.

De formation supérieure, Dauphine ou équivalent, vous avez acquis une expérience de 4/5 ans dans une institution bancaire anglo-saxonne de préférence. Vous avez une bonne connaissance du marché français et des méthodes de crédit anglo-saxon.

De plus, vous maîtrisez l'anglais et parlez couramment l'arabe.

Au sein de notre petite équipe, nous vous confierons l'étude et l'analyse des demandes de crédits des entreprises, la préparation des propositions et la rédaction des dossiers sur matériel informatique (WORD, Tableur).

Organisé, rigoureux, vous savez travailler en toute autonomie.

Pour nous rejoindre, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, 3 références) à :
réf. 571 ■ MEDIA ■ 50/54 rue de Silly
92513 BOULOGNE BILLANCOURT Cedex, qui transmettra.

A highly profitable industrial American Group is recruiting for one of its divisions operating in France, Italy and Spain the Financial Controller of one of its Plants

Financial Controller

Barcelona ■■■■

Reporting to the Plant Manager and the Division Financial Controller with the responsibility of implementing and controlling procedures and reporting, the candidate will be in charge of Financial and management accounting.

Having already had a professional experience abroad, you speak English and Spanish fluently.

You are accustomed to American culture and standards; business and efficiency oriented and highly determined in the pursuit of your objectives.

A special focus will be given to the documentation and control of production costs, which is key for the Group financial management.

Aged in your 30's, you have held both line and operational roles.

If you are interested, you should contact
Frédérique Bouvier, Michael Page International, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS FRANCE. Tel. (33.1) 45.53.26.26. (réf. FB7592MO).



Michael Page International

Responsable Administratif et Comptable

AVEYRON

Secteur Hospitalier

Important Groupe Hospitalier privé - 5 Hôpitaux en France ; 5.000 salariés - recherche pour son développement de l'Aveyron (effectif : 10 personnes) un cadre administratif et comptable.

■ Rattaché au Directeur de cet Etablissement, il anime une équipe de 15 personnes. Il assure le respect des dispositions légales et réglementaires en matière d'admissions et de mouvement des hospitalisés. Dans ce domaine, il gère le domaine financier, il veille à la parfaite régularité des relations avec les autorités de tutelle. Il garantit la fiabilité des données comptables et optimise la qualité des informations (comptables, budgétaires, financières ou analytiques). Il contrôle la régularité de toutes les dépenses engagées ainsi que des produits perçus. Il participe à la définition de la politique générale de l'Hôpital et dans ce domaine, a, plus spécialement en charge, les propositions d'orientations financières.

■ De formation Supérieur Eco, IUT ou DECF, il a acquis une expérience d'au moins 5 ans dans une fonction similaire.

■ Ses qualités relationnelles lui permettront de s'imposer rapidement dans ce poste qui est à pourvoir ■ RODEZ.



12, rue Hamelin - 75116 PARIS
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

MEMBRE DE SYNTHEC



SOCIETE HOLDING
REGROUPANT
SOCIETES DE
CREDIT BAIL MOBILIER
ET IMMOBILIER DU
CREDIT AGRICOLE,
UCABAIL CONFIRME SA
DYNAMIQUE DE SUCCES
AU SEIN DU PREMIER
GROUPE BANCAIRE
EUROPEEN.



Ensemble, exceller dans
nos métiers, gagner en Europe.

CHEF DE SERVICE GESTION DU "CREDIT-BAIL IMMOBILIER" H/F

De formation supérieure (école de commerce, maîtrise en droit, en sciences économiques ou en sciences de gestion), très organisée, vous maîtrisez la gestion de portefeuille et/ou le crédit aux entreprises dans une société spécialisée ou dans une banque. A ce titre, vous maîtrisez les procédures administratives et financières et vous utilisez couramment les outils informatiques.

■ la tête d'une dizaine de personnes, vous aurez à gérer l'ensemble des contrats en assurant les relations nécessaires avec les clients, les clients et les partenaires juridiques (notaires, administrations...).

Ce poste représente une réelle opportunité.
■ soit pour un candidat confirmé capable de développer sa compétence dans un grand groupe
■ soit pour un jeune cadre désireux de valoriser sa première expérience de responsabilité réussie en back-office.

Adresser lettre manuscrite, photo, 3 références à :
LAM/31.12 à la Direction Générale de l'Agence Agricole - 78280 Guyancourt.

Construire la vie...

AMENAGEUR - CONSTRUCTEUR GESTIONNAIRE

Le partenaire privilégié des collectivités locales pour faire vivre ou revivre l'habitat

recherche un

GERANT

PRET A RELEVIER LE DEF D'UN PROJET
DE QUARTIER SUR SITE SENSIBLE

PRINCIPALES MISSIONS :

- PARTICIPER à la mise en œuvre d'un projet urbain ambitieux sur un site sensible
- ASSURER la gestion et la maintenance d'une zone de logements sociaux (plus de 1.500 sur le site sensible) au sein d'une agence désignée en proche banlieue Nord-Ouest de Paris

PROFIL :

- Personne de terrain sachant gérer les relations avec les différents partenaires (collectivités, entreprises).
- Bonne maîtrise de la gestion immobilière, sens de l'organisation et goût pour l'animation d'équipe (30 personnes).
- Une connaissance du contexte DSO sera un plus.



Merci de nous adresser votre
candidature sous réf. GA au
LOGEMENT FRANÇAIS
Service Emploi-Formation
6, rue Jean Jaurès
92807 PUTEAUX Cedex

La société (2000 personnes, 1,7 MdF) est présente sur son marché au plan national comme international. Sa structure, décentralisée, est constituée de Divisions Régionales et de Filiales (France et Etranger). Centres de Profit semblables à des PME (production, commercialisation...). Leur importance est variable mais toutes doivent faire face à leur gestion. Au siège la Direction Financière centralise, harmonise, conseille et consolide. C'est pour la rejoindre que nous recherchons :

Un Cadre de Gestion (Contrôle de Gestion des Divisions).

En tant que permanent avec les Divisions Régionales, dont il est le conseil comptable et fiscal, il veille à l'harmonisation des systèmes de gestion et participe à leur évolution. Il s'assure de la validité de l'information, s'implique dans la centralisation, les arrêtés comptables et la consolidation. Il a le souci de l'analyse et de la prospective.

Pour ce poste, nous souhaitons un homme jeune, bonne formation supérieure (ESC, Maîtrise + DESCF ou équivalent) bénéficiant d'une première expérience, même brève, en cabinet ou en entreprise lui ayant permis d'approfondir ses connaissances comptables, fiscales et de gestion.

Le salaire prévu est de l'ordre de 200 000 F/an.

Le poste est situé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature sous
réf. MCG 193 M à SEFOP - Conseil.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC



COMMERCIAL ET FINANCIER

UN DOUBLE DEFI ...

Nous vous attendons pour devenir l'ambassadeur de notre activité CREDIT-BAIL IMMOBILIER.

Filiale d'un grand groupe bancaire, nous intervenons dans le financement en crédit-bail de locaux commerciaux, industriels ou de bureaux.

Après une école de commerce, un troisième cycle Banque-Finance, vous avez réussi une expérience de 3 ans dans un domaine similaire. Nous parlons déjà le même langage, nous avons les mêmes réflexes ; vous êtes donc immédiatement opérationnel.

Vous voulez maintenant passer à vitesse supérieure : développer notre réseau de prescripteurs tout en assurant le montage financier des dossiers. Basé(e) à Paris 8ème, de brefs déplacements en province, vous avez l'autonomie et le potentiel nécessaires à la souplesse de notre structure et à notre mobilité interne.

Merci d'adresser votre dossier et vos souhaits de rémunération sous référence 10/M à préciser sur l'enveloppe) à AFFLUENTS - 43, rue du Chemin-Vert 75011 PARIS - qui transmettra.

Gestion et des Finances

SOCIÉTÉ

FINANCIÈRE

SPECIALISÉE

DANS

LA GESTION

DES OPCVM

**ASSISTANT
DE GESTION
ANALYSTE**

Au sein du pôle de gestion actions, vous assurerez :

- l'analyse et le suivi de portefeuilles cotés à l'étranger,
- l'élaboration de tableaux de bord des marchés d'actions,
- le suivi de la performance portefeuilles actions,
- l'aide au reporting de gestion,
- le suivi de gestion ligne à ligne de portefeuilles d'actions.

Pour ce poste, qui pourra évoluer vers une responsabilité de gestion de portefeuilles, nous souhaitons rencontrer un diplômé formé à l'analyse financière (SFAF) justifiant d'une première expérience sur les marchés européens, si possible, parlant couramment anglais et ayant des connaissances en micro-informatique.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 589 à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

**FRANCE
TELECOM**

UN AVENIR D'AVANCE

LA DIVISION MOBILES de FRANCE TELECOM a pour mission de définir, au point de lancer les produits : radio-téléphone, radiomessagerie, téléphone poché, communication satellites...

ADJOINT AU CONTRÔLEUR DE GESTION

Vous secondez le Contrôleur Gestion de la Division, en particulier les fonctions suivantes : participation à la définition des normes et procédures comptables de la Division, contrôle continu des imputations comptables; établissement et publication des tableaux de bord; reporting périodiques, participation au développement d'applications micro-informatiques spécifiques; contrôle a priori des engagements budgétaires, participation au montage du budget de la Division.

A environ 35 ans du BAC ou équivalent, vous justifiez d'une première expérience dans une bonne connaissance de la micro-informatique (EXCEL) ou d'Excel.

La dimension du Groupe ouvre de réelles perspectives d'évolution à un candidat de valeur.

Le poste est basé à Montrouge 92171.

Merci d'adresser, sous réf. ACG, lettre manuscrite, CV et prétentions à :

SM Conseil 38 rue de Valenciennes 75008 PARIS

A 27 ans tout voir et tout savoir des flux financiers d'un groupe de 60 Mds !

ou 10 ans d'expérience, grande école d'ingénieur ou de gestion, un DEA finance/économétrie, l'anglais, aimez l'analyse financière, les études de modélisation, les montages d'opérations complexes.

Nous avons une belle opportunité pour vous : mettre votre talent au service d'un groupe industriel international français de 60 Mds de FF de CA. Au sein de la Direction Financière, vous serez responsable du service Montage et Planification Financière dans les travaux sur l'ensemble des flux financiers du groupe.

Si vous êtes intéressé à vous faire rapidement une réputation dans une fonction stratégique, et au sein d'un groupe riche en opportunités, écrivez alors à Sirca, 100 bd Haussmann - 75008 Paris, sous référence : 374 312 LM. Votre dossier sera bien sûr traité de façon tout-à-fait confidentielle.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Système Recrutement

**BANQUE
D'INVESTISSEMENT
DE PREMIER PLAN,**
nous recherchons
dans le cadre
du développement
de notre salle
des Marchés

1 arbitragiste actions

Outre votre activité d'arbitrage sur actions et dérivés, vous intervenez sur les marchés actions tant en utilisation de fonds propres qu'en Market making. (Réf. 586 AA).

1 trader options/actions

Vous assurez le Market making de produits dérivés et intervenez sur les différents places internationales sur futures et options mais en Trading soit en achat de produits OTC. (Réf. 586 TA).

Dans le cadre de vos interventions vous veillez au respect des objectifs et des limites de risque, et assurez un suivi et un reporting quotidiens. Parallèlement, vous participez activement au développement de nouveaux produits. Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs (ou équivalent) vous avez 1 à 2 ans de pratique des marchés actions ou de taux. L'un de ces deux postes vous intéresse, adressez dès maintenant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions) à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX qui transmettra.

VILLE DE SURESNES
(HAUTS-DE-SEINE) - 37 000 habitants

recrute

ORGANISATEUR ET GESTIONNAIRE DE SYSTÈMES D'INFORMATION

par voie statutaire ou contractuelle

Chef d'un service (7 cadres A ou B) ayant pour missions :

- L'étude et la mise en place de réformes d'organisation.
- Le développement de l'informatique stratégique (indicateur, pilotage, aide à la décision).
- Le développement de la micro-informatique.
- Le développement et la maintenance d'applications centralisées.
- La gestion de l'ensemble des systèmes d'information (IBM AS 400 - Autocommutateur - bureautique).

PROFIL RECHERCHÉ :

Ingénieur ou diplômé de gestion.

1^{re} préférence en conseil.

Adresser lettre de motivation, CV détaillé et photo à M. Le Maire, Hôtel de Ville, 2, rue Carnot 92151 SURESNES Cedex

Pour plus d'informations sur ce poste, contactez Anne FENDT, Tél. : 45-06-32-10.

Le Monde des Ressources Humaines

CABINET DE RECRUTEMENT INTERNATIONAL, nous recrutons importante se fonde sur une approche originale de notre métier. Notre intérêt : le recrutement de postes opérationnels et de cadres par annonce et approche directe. Pour poursuivre notre fort développement (+ 30 % cette année sur un marché effréné), nous recherchons un

CONSULTANT

PARIS-QUEST

300 RF

UN PROFIL OPERATIONNEL : 28/35 ans grande Ecole de Commerce ou d'ingénieur bilingue anglais ou une expérience exigeante de management commercial (chef des ventes, responsable d'agence, grands comptes...) charisme, sens de l'argumentation, esprit de décision, écoute et engagement garantissant votre réussite avec nous.

NOS ATOUTS : une présence affirmée et des références de haut niveau une image de marque de crédibilité, de courtoisie et d'efficacité la rigueur de méthodes spécifiques, performantes et qualitatives de réelles perspectives d'évolution au sein d'une équipe enthousiaste.

UNE MISSION POLYVALENTE : par une action commerciale ciblée, vous développez et fidélisez votre propre clientèle grâce à une formation permanente, vous affirmez rapidement votre compétence vous avez l'entière responsabilité du processus de recrutement intervenez en France et à l'étranger vous bénéficiez du savoir-faire et de l'appui de professionnels confirmés la qualité de vos prestations fait de vous un conseil reconnu.

Pour une présentation individuelle du poste le 17/01/92

Adresser au télécopier CV, lettre et photo à EUROMAN - 195, avenue du Général Leclerc 78220 VIROFLAY. Fax : (1) 30.24.39.00 en indiquant la référence 6998 la lettre sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - AIX
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

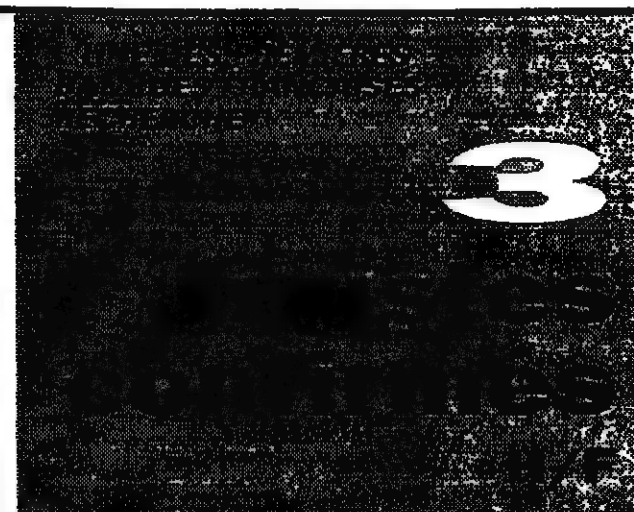
36 15
1 M

Grâce à 3615 LM,
5 000 cadres ont envoyé
leur candidature par Minitel.
Grâce au Minitel, 200 entreprises
ont reçu vos candidatures.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Juristes

Le Monde ■ Mercredi 8 janvier 1992 IX



DROIT BANCAIRE réf. DFS 590

Ce poste évolutif convient à un candidat d'environ 30/35 ans, titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur du droit (DEA, DESS, DJCE...) justifiant d'une première expérience dans les juridictions d'une banque ou d'un office notarial. Le goût du travail en équipe

indispensable et la connaissance de l'anglais ou de l'allemand sera à terme un avantage.

Vous serez chargé : • d'animer et de coordonner l'activité d'une petite équipe ; • de former et d'informer les différents sièges d'exploitation, notamment en matière de droit du crédit des garanties, de droit de la consommation, des personnes et des sociétés ; • d'étudier et de rédiger les contrats conventions concernant les opérations de financement l'activité de notre clientèle.

DROIT INTERNATIONAL réf. DFS 590

Ce poste évolutif convient à un candidat d'environ 30/35 ans, de formation juridique approfondie (BAC + 5) nant d'une expérience de 3 à 5 ans acquise dans une entreprise du secteur bancaire de préférence.

Dans le cadre d'une mission d'assistance juridique, vous aurez à assurer la gestion de dossiers complexes relation avec les différentes directions de la Direction Générale. Le sens de la négociation, du travail en équipe, ainsi

qu'une grande disponibilité sont nécessaires. L'anglais est indispensable et l'allemand sera très apprécié.

DROIT FINANCIER/ DROIT DES SOCIÉTÉS réf. DFS 590

Ce poste évolutif convient à un candidat d'environ 30/35 ans, ayant une formation juridique approfondie (BAC + 5) dotée d'une bonne expérience professionnelle d'au moins 3 ans acquise en entreprise dans un cabinet d'avocats ou de conseils juridiques.

Vous aurez : • à assurer la gestion et le suivi de dossiers complexes en relation avec les différentes directions de la Direction Générale dans le cadre d'une mission d'assistance juridique ; • à animer et coordonner l'activité d'une petite équipe.

Le sens de la négociation, du travail en équipe ainsi qu'une grande disponibilité sont nécessaires. L'anglais est indispensable.

Le Monde des Ressources Humaines

Ensemble, exceller dans
nos métiers, gagner en Europe.

LE CREDIT AGRICOLE
CONFIRME SA
DYNAMIQUE
DE SUCCÈS
PREMIER GROUPE
BANCAIRE EUROPEEN.
9400 POINTS DE VENTE.
2000 SALAIRES.

CHARGE (E) DE RECRUTEMENT SENIOR

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Une formation supérieure, une grande pratique de l'entretien et du recrutement, une expérience en cabinet et/ou en entreprise. Une compétence en graphologie ainsi que l'expérience du recrutement d'informaticiens seraient appréciées.

La durée du contrat, éventuellement renouvelable, est de 12 mois.

La personne recrutée exercera son activité à Saint-Quentin-en-Yvelines ou à Paris 15ème.

Envoyer la manuscrite, CV, photo, prétentions sous R67, MAF/B.01 à : Direction des Ressources Humaines - CNCA BR 48 - BP 78280 GUYANCOURT.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 35015 L M



"On peut rêver, concevoir et construire le plus merveilleux des mondes... mais c'est grâce aux hommes que ce rêve devient réalité". Si vous aussi partagez cette conviction de Walt Disney, vous vivrez une grande aventure au sein du plus grand complexe de loisirs d'Europe !

"C'est grâce
aux hommes que le rêve
devient réalité"

Responsable de l'administration du personnel

Au-delà des connaissances techniques (implantation des systèmes Ressources Humaines : ZADIG/GP ou Ressources), nous recherchons surtout un leader. Une formation supérieure : bilingue français-anglais. C'est en tout une personnalité qui réussit le management et l'animation de l'équipe importante que nous confierons. (Réf. ME/1207/01/1M)

Analyste confirmé rémunérations et avantages sociaux
Bilingue français-anglais, une formation (bac + 5), justifiée d'une expérience similaire au sein d'une structure internationale dans un cabinet. (Réf. ME/1207/02/1M)

Chargés de recrutement

Vous participez à la sélection de nos "Cast Members". Pour cela, vous devez maîtriser l'anglais, une grande disponibilité, d'enthousiasme et être particulièrement motivé. Une formation supérieure, dotée d'une bonne culture générale. Une expérience de travail veut dire (de préférence dans un des métiers : hôtellerie, restauration, loisirs...). alors nous réussirons ensemble. (Réf. ME/1207/03/1M)

Si ces perspectives vous motivent autant qu'elles vous passionnent, adressez votre dossier candidature, sous la référence du poste choisi, à Euro Disney, Service Recrutement, BP 110, F 77777 Marne-la-Vallée Cedex 4.



les professionnels de l'imagination

De formation juridique supérieure, vous avez 5 ans d'expérience de juriste dans un environnement international vous ont permis d'acquérir rigueur et professionnalisme.

Fort de ces compétences, vous souhaitez aujourd'hui rejoindre un groupe bancaire innovateur.

La Direction des Affaires Juridiques et Financières du Crédit Commercial de France vous propose de participer au développement de ses activités internationales.

Sous la conduite d'une petite équipe, vous interviendrez en tant que conseil auprès des diverses directions et piloterez des opérations autonomes et projets variés sur différents pays.

Juriste International



PENSER L'ARGENT AVEC INTELLIGENCE

(financement de projet, titrisation de créances...). Développant de nombreux contacts en interne comme à l'extérieur du CCF, vous serez instaurer des relations de confiance avec vos interlocuteurs et serez amené à vous déplacer à l'étranger.

Votre esprit d'initiative et votre sens des responsabilités, vous permettront d'évoluer au sein de notre groupe en fonction de votre potentiel et de vos aspirations.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. JY01 au service Conseil - 240, rue de Rivoli - 75001 Paris.

La filiale française d'un important établissement financier anglo-saxon recherche un

JURISTE - FISCALISTE OPÉRATIONNEL

Intervenant au sein d'un service Financier, le candidat interviendra sur l'ensemble de la fiscalité interne, en relation avec les différents départements de l'entreprise. Il devra également assurer le suivi juridique des filiales et des participations (CA, AG...).

Agé d'environ 27-30 ans, vous devez être titulaire d'un DESS de droit des affaires et fiscalité ou d'un diplôme d'une grande école de commerce avec option finance-fiscalité, assorti d'une formation juridique. Par ailleurs, vous devez avoir une pratique d'environ 3-4 ans de conseil juridique.

La connaissance de la fiscalité des produits et des instruments financiers serait un plus. Anglais nécessaire.

Poste à pourvoir à Paris.

Mercredi de téléphoner ou d'adresser votre CV, sous réf. 3021.

FAIRWAY Horizon Juridique
27 rue Marbeuf, 75008 Paris. Tél. : 47.23.32.75

FAIRWAY
H O R I Z O N

Juriste Droit des Sociétés

Prenez en charge le suivi juridique d'un Groupe (CA : 3 milliards de F ; effectif : 15 000 personnes) leader européen dans le domaine de la prestation de services, spécialisé dans la restauration de collectivités.

En étroite collaboration avec la Direction Juridique Fiscale, vous assurerez principalement le suivi juridique des Sociétés (constitution, gestion, conseils d'administration, augmentation de capital...) et la mise en œuvre des opérations de restructuration.

Vous traiterez également des problèmes en Droit des Affaires.

Titulaire d'un DESS Droit des Affaires, vous avez une expérience de 5 ans en Droit des Sociétés, les responsabilités et les possibilités d'évolution vous motivent au plus haut point.

Poste à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. E105128/M, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, Cedex 07.



BERNARD KRIEF MANAGEMENT

WASHINGTON MOSCOW BRUSSELS PARIS
Un département de Bernard Krief Consulting Group

Conseil en Assistance active.

OTIS 1500 personnes en France, CA 3,6 milliards, une position de leader sur son marché. Un Directeur juridique basé au siège de Paris La Défense recherche un

Juriste d'Entreprise

Vous serez chargé de la préparation des Conseils d'Administration et des Assemblées Générales de la société et de ses filiales, de l'optimisation des nos contrats de tous types (acquisition de parc, assurances, baux...). Vous interviendrez ponctuellement sur des questions tant de droit commercial que de droit de la concurrence ou de l'environnement.

Vous devez nécessairement avoir une formation supérieure en Droit des Affaires et 3 ou 4 ans d'expérience en entreprise ou au sein d'un Cabinet juridique, une bonne connaissance du Droit des Contrats et une pratique courante et opérationnelle tant de l'anglais que de l'informatique. Qualité d'écoute, curiosité naturelle et rigueur assureront votre pleine réussite à nos côtés.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 1164/6 à notre conseil SODERHU 36 rue de Lisbonne, 75008 Paris, qui traitera votre dossier confidentiellement.

OTIS : DESTINATION FUTUR

Société de services en pleine expansion, rattachée à un grand groupe de Communication et spécialisée en INFORMATION TELEPHONIQUE AUX PARTICULIERS sur toutes les questions de la vie quotidienne, recherche son

Directeur du Service Information

Poste à créer, basé à Paris et rattaché au Président Directeur Général.

Votre mission : organiser, animer et contrôler une équipe de 15 à 20 collaborateurs diplômés d'études supérieures qui répondent par téléphone aux questions des particuliers.

Vos responsabilités : fournir une information fiable et rapide ; créer et mettre en œuvre les outils de gestion du service ; assurer les contacts et le suivi avec les principaux clients prescripteurs.

Votre profil : 35 ans, au minimum DESS ou DEA de Droit Privé, plusieurs années d'expérience dans un cabinet de conseil juridique ou d'avocat, une formation notariale ou équivalente, ainsi qu'un "bon sens" juridique, une facilité de contact, des capacités de manager.

Merci d'adresser CV + prétentions + photo, sous référence S/M1, à

Michel Jouhannaud conseils
internationaux search group
124 rue de Valenciennes - 75011 PARIS

Notre Groupe de Services à forte dimension technique a une longue histoire écrite par des hommes et des femmes qui ont trouvé chez nous la possibilité d'exprimer leurs talents. Fort de plusieurs milliers de personnes, réalisant un CA de plusieurs milliards de francs, nous sommes implantés sur six continents, nous met en position d'être l'un des premiers en Europe tant dans nos métiers traditionnels que dans des métiers nouveaux.

Ce développement nous amène donc naturellement à renforcer les compétences de notre Département Juridique en y intégrant un :



Maîtrisant la double dimension du DROIT PUBLIC et du DROIT DES AFFAIRES.

La relation permanente et très étroite entretenue avec les Collectivités Locales nous conduit chaque jour à rechercher des solutions innovantes qui puissent apporter des réponses astucieuses et adaptées à un environnement juridique en pleine évolution.

Nous recherchons donc les compétences d'une personnalité alliant la rigueur à l'imagination, la précision à la créativité, exprimant tout aussi bien son sens de l'analyse que son sens de la synthèse dans ses nombreux contacts humains.

Dans la trentaine, diplômé d'études supérieures en Droit, vous appuyant sur la pratique courante de l'Espagnol ou de l'Allemand, vous pouvez bénéficier d'une expérience éprouvée d'au moins 5 ans.

Notre poste vous permettra naturellement d'évoluer au rythme de la croissance.

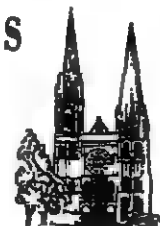
Nous vous remercions de communiquer votre dossier complet de candidature (lettre, CV, photo et rémunération souhaitée), sous la référence LM/257, à notre Conseil :



oryade
Cabinet de Recrutement, Recherche Humaine

François PELLETIER
11 Avenue Hoche - 75008 PARIS

CHARTRES



prima

L'AGRR 1er Groupe Interprofessionnel Prévoyance Complémentaire offre une large gamme de services auprès de 3 Millions de salariés et de retraités. Dans le cadre du développement de PRIMA Compagnie d'Assurances IARD du Groupe, l'AGRR recrute un

RESPONSABLE DE GESTION SINISTRES CORPORELS

Vous assurez le Règlement des DOSSIERS CORPORELS (Loi Badinter), le Contentieux, et animez une petite équipe de "Sinistres". Vous disposez d'une expérience de gestion.

Agé d'environ 30 à 35 ans, votre formation Maîtrise Droit privé est complétée par une expérience réussie du règlement de sinistres corporels en Compagnie ou en cabinet de Courtage.

Le poste pourra évoluer en fonction de votre dimension personnelle et de votre réussite. Si ce challenge vous intéresse adressez votre candidature, lettre manuscrite, CV, photo, sous réf. 1164/6 à notre Conseil Claude BERGES.

RPC - 34 rue de la Fédération - 75015 PARIS



Raymond Poulain
Consultants

Juriste droit social

dans un important groupe industriel

Agé de 35 ans au moins, vous avez une solide formation juridique avec une expérience confirmée en droit social.

Rattaché à la Direction juridique, vous travaillez exclusivement pour la Direction des affaires sociales. Vous êtes le lien entre le droit du travail de la société et êtes chargé de conseiller la Direction dans le domaine de la politique juridique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 128112, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17. Discretion assurée.

FISCALISTE FIONNEL

Admission au 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV
Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts

Après 2 ans de formation, vous obtenez un diplôme de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

Le 1^{er} cycle de l'Université de Paris-IV, Maitrise de Fiscalité et de Droit des Impôts, est une formation de haut niveau.

L'organisation au GAN, une assurance de réussite...

L'ouverture du nouveau marché européen, l'évolution des technologies, voilà les principaux défis que nous devons relever. Pour atteindre ces objectifs, nous devons nous appuyer sur une organisation performante et nous devons nous appuyer sur une organisation performante.

Organisateur

Au sein du Département Organisation, nous recherchons un organisateur expérimenté en relation avec les utilisateurs afin d'optimiser les procédures administratives et le fonctionnement des structures.

réalisation d'études générales de diagnostic de l'existant, proposition de réorganisation, d'information, d'implémentation de l'architecture cible, diffusion des résultats des études et négociation de l'acceptation des projets auprès des directions concernées, coordination des travaux en œuvre et suivi des réalisations.

De formation bac + 4/5, vous avez acquis une expérience de 2 à 5 ans en la fonction en entreprise ou en cabinet et êtes idéalement intervenus dans le secteur de l'assurance dommages.

Vous possédez des compétences techniques, vos qualités personnelles (rigueur, curiosité, sens de l'analyse, synthèse, qualités relationnelles) vous permettront d'évoluer dans d'autres fonctions au sein du Groupe.

Poste basé à Paris 15.

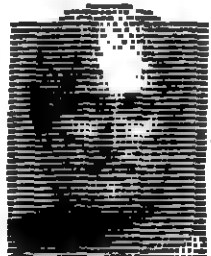
Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée, sous référence BM/27/LM, à DRH/GRC, 2 rue Pilet-Will, 75480 Paris.



L'ÉNERGIE DE TOUTS LES PROJETS

High achievers

FOR AN INNOVATIVE APPROACH
TO MANAGEMENT CONSULTANCY



DOCTUS

DOCTUS CONSULTING EUROPE

d'analyse, esprit de synthèse, goût pour la communication et esprit d'équipe.

femmes ou hommes de terrain capables de s'engager, disponibles pour de fréquents déplacements, avant d'avoir pour réussir.

si possible de l'espagnol, rémunération motivante.

Please, send an english your application + photo + current salary.

TAILLANDIER CONSEIL - 11, rue Jean Mermoz - 75017 PARIS.

la référence 1000.

Au sein du Groupe britannique C.R.T. - CA 100 MMF, 1 000 personnes, DOCTUS, cabinet international de conseil en management, avec des filiales en France, Espagne et Portugal, conseille les entreprises dans leur stratégie et s'engage dans un esprit de partenariat sur les résultats. Notre développement en France nous permet de recruter de nouveaux consultants. Nous recherchons des diplômés d'une école d'ingénieur, de gestion ou de commerce avec une expérience réussie d'au moins cinq années soit en consulting soit dans l'industrie. Capacité d'écoute, sens de l'analyse, esprit de synthèse, goût pour la communication et esprit d'équipe.

femmes ou hommes de terrain capables de s'engager, disponibles pour de fréquents déplacements, avant d'avoir pour réussir.

si possible de l'espagnol, rémunération motivante.

Please, send an english your application + photo + current salary.

TAILLANDIER CONSEIL - 11, rue Jean Mermoz - 75017 PARIS.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

la référence 1000.

Les laboratoires

Zyma

(Suisse)

recherchent

Médecin

(pharmacologie clinique)

Nous recherchons un groupe pharmaceutique multinational en forte expansion. Nous recherchons pour notre Unité Recherche et Développement près de Genève, un médecin.

Nous souhaitons lui confier : la conception et la réalisation d'études de tolérance des études pharmacocinétiques.

la coordination des essais de phase I et II, leur analyse et leur interprétation; les contacts avec les centres de recherche situés principalement en Europe;

la recherche de méthodes adéquates pour mettre en évidence les actions pharmacodynamiques des substances en développement.

Outre votre formation médicale, une expérience en pharmacologie clinique acquise soit en milieu universitaire, soit en milieu industriel, paraît indispensable. De même que de bonnes connaissances, écrites ou parlées, en français et en anglais.

Nous offrons des prestations et conditions de travail avantageuses, l'environnement d'une équipe dynamique et des perspectives intéressantes de développement personnel.

Merci d'adresser votre candidature et notre conseil en France : Madame Christiane MONTTEIL - 17 rue de la Harpe - 75116 PARIS

Cabinet Monteil

conseil en recrutement

LA COMPAGNIE FINANCIERE DE CIC ET DE L'UNION EUROPEENNE REVELE LES TALENTS

JOURNALISTE D'ENTREPRISE

Journaliste formation, vous avez acquis une expérience de 2 à 6 ans en presse d'entreprise ou en presse professionnelle.

collaboration avec une nouvelle équipe de communication interne, vous aurez la maîtrise d'œuvre du journal d'entreprise du groupe.

Acteur du renforcement de l'identité du groupe, vous donnerez à votre activité une véritable dimension en participant à la conception de nouveaux supports, en réalisant un travail d'enquêtes et d'interviews, en assurant la rédaction des articles et le suivi de l'ensemble de la fabrication.

Ce poste est à pourvoir dans le cadre d'un contrat à durée déterminée de 12 mois.

Vos talents de rédacteur et vos qualités relationnelles détermineront votre intégration.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV) à : Compagnie Financière de CIC et de l'Union Européenne - Réf. 30244/NO - A l'attention de Catherine Videau - Direction des Ressources Humaines - 4, rue Caillon - 75017 Paris Cedex 02.

La Compagnie Financière de CIC et de l'Union Européenne, vous offre un environnement de choix : la structure de la Compagnie Financière de CIC et de l'Union Européenne, la filiale du GAN, la CFIC-UE pour vous la souplesse d'une structure jeune et la dimension d'un holding, la diversité de métiers d'une banque d'affaires et les opportunités du premier Groupe Européen de bancassurance.

COMPAGNIE FINANCIERE DE CIC ET DE L'UNION EUROPEENNE

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

GRUPE CIC

Directeur des achats

Nous recherchons la filiale française d'un groupe américain équipementier automobile de grande notoriété. Le développement de nos activités nous conduit à créer le poste de Directeur des Achats.

Rattaché au Directeur Général France, sa mission sera d'optimiser les achats pour nos deux usines. Il analysera les marchés européens, négociera les prix, coordonnera les fournisseurs, négociera les prix, coordonnera les fournisseurs, négociera les prix, coordonnera les fournisseurs.

30/40 ans, formation ingénieur ou Ecole de Commerce, vous avez une bonne pratique de l'anglais. Vous avez acquis une solide expérience de l'achat industriel dans le secteur de la métallurgie. Fin négociateur, vous devez vous montrer rigoureux et ferme sur les prix.

Basé dans un premier temps à Paris, vous serez affecté définitivement à compter d'avril 1992 à notre filiale en France à Dijon.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération souhaitée sous réf. 135.02 LM à notre service ARPE 38, rue de Lisbonne - 75017 PARIS.

CONSEIL
orpe

EN RECRUTEMENT

ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS

recherche pour un emploi à plein temps

RESPONSABLE (H./F.) DU DÉPARTEMENT ÉDITORIAL ÉCONOMIE, DROIT, SCIENCE POLITIQUE

Formation universitaire de haut niveau et solide expérience éditoriale exigées.

Adresser lettre + CV et prétentions à :

LOUIS LECOMTE

Encyclopædia Universalis, 10, rue Vercingétorix
75680 PARIS Cedex 14

RESPONSABLE DU PERSONNEL

Nous recherchons une personne de premier plan, produisant et distribuant des films cinématographiques. Nous recherchons un Responsable du Personnel.

Vous travaillerez en étroite collaboration avec la Direction des Ressources Humaines, la responsabilité de l'administration, la paie, le recrutement et la formation du Département Exploitation de la filiale de Paris (plus de quatre personnes). Assisté d'une équipe, vous devrez même traiter, au quotidien, toutes les questions concernant le personnel de l'exploitation.

Agé de 27-30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (BAC + 5), vous devez avoir une expérience de Ressources Humaines d'environ 3 ans, la préférence dans un service où le service est important. Vous avez une présence affirmée, de réels talents relationnels, ainsi qu'un bon ascendant.

Des opportunités d'évolution intéressante existent pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à la référence M 31/4475 A à :

EGOR S.A.
8, rue de la Harpe - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

EGOR

PARIS AIX-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIUM DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA PORTUGAL SWEDEEN UNITED KINGDOM

Le Monde des Cadres



RENFORCER LA QUALITÉ DES PRESTATIONS OFFERTES À LA POPULATION ET ADAPTER NOTRE ORGANISATION AUX BESOINS DU PUBLIC, TELS SONT LES OBJECTIFS QUI ONT GUIDÉ NOTRE RESTRUCTURATION DES SERVICES TECHNIQUES. AFIN DE COMPLÉTER L'ÉQUIPE EN PLACE, NOUS RECHERCHONS :

UN INGENIEUR RESPONSABLE VOUS

Au sein de la Direction Générale des Services Techniques, vous travaillerez en liaison avec des partenaires internes (Centres de Responsabilité Urbanisme, Environnement, Police Municipale) et externes (Syndicat d'Assainissement, Syndicat des Eaux, EDF-GDF...)

Vous serez Chef de Projet des opérations d'investissement (notamment liées à l'implantation du métro) et coordonnerez les grands chantiers avec vos partenaires.

Parmi vos objectifs figurent également la réalisation d'un programme de rénovation de l'assainissement et de la signalisation routière.

Le travail en équipe et le souci de la satisfaction du client sont vos principales motivations.

Une expérience de la fonction est souhaitée.

Adresser lettre de motivation + CV à :
Monsieur le Député-Maire Hôtel de Ville
BP 19 76301 SOTTEVILLE-LES-ROUEN CEDEX

Le Monde de la Fonction Commerciale

MANAGER DE L'ACTIVITÉ CHIMIE



TEXACO CHEMICAL FRANCE

Nous sommes une division de TEXACO FRANCE, filiale française d'un des tout premiers groupes pétroliers mondiaux ; nous recherchons notre manager. Rattaché au directeur de TEXACO-CHEMICAL EUROPE, il sera entièrement responsable de l'activité de la division aux plans marketing, commercial, logistique et gestion. L'activité porte sur une centaine de produits (spécialités chimiques et commodités) fabriqués aux USA et en Europe et vendus essentiellement sur le marché français. Il animera une petite équipe et travaillera en liaison avec les entités du groupe concernées dans cette activité. Ce poste basé à Paris, au siège de la filiale française, s'adresse à un ingénieur chimiste (ou équivalent) âgé d'au moins 35 ans, parlant couramment l'anglais et possédant une expérience significative pour le poste : marketing et vente de produits chimiques impliquant la connaissance des marchés, des technologies et des enjeux économiques. La rémunération de départ sera fonction du niveau des compétences acquises. Ecrire à G. MASSON, précisant la référence A/S8723M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.51.

PA Consulting
Group
Creating Business Advantage

SAINT NAZAIRE

La Mairie de Saint-Nazaire a élaboré son Projet Global de Développement. Pour réussir, cette politique ambitieuse doit s'articuler autour d'une action sociale innovante et ciblée. La Mairie recherche son

DIRECTEUR GENERAL DE L'ACTION SOCIALE

Après du Secrétaire Général, vous devrez faire l'analyse des actions menées dans ce domaine, tant par la Ville que par ses nombreux partenaires et proposer les plus grandes orientations nouvelles devant conduire à la plus grande efficacité auprès de la population.

A 30-40 ans, vous maîtrisez les différentes procédures existantes dans le domaine de l'action sociale. Votre compétence et votre sens relationnel vous permettent de gérer la relation avec les élus dans un véritable partenariat. Vous managez déjà une équipe importante.

Merci de nous adresser lettre, C.V. et photo sous référence 3209 à SÉLÉFRANCE 72, rue Régault - 75640 PARIS CEDEX 13.

SÉLÉFRANCE

NOTRE MISSION : LOGER LES HOMMES

NOTRE VOCATION : LES LOGER LE MEUX POSSIBLE

Associez vos compétences à nos objectifs : tel est le défi qui vous est proposé au sein d'un organisme à vocation départementale de 11 000 logements, un CA de 111 MF, 217 personnes.

Nous recherchons :

NOTRE ASSISTANTE DE DIRECTION

Profil :

Fonction BAC + 2 ou 3 ans d'expérience.

Âge : entre 25 et 40 ans

Bonne présentation.

Culture générale.

Connaissance du logement social (facultatif).

Notions juridiques.

Qualité rédactionnelles.

Initiative et sensibilité.

Missions : Assistante du directeur général

Etudes préparation et suivi de réunions.

Rédaction de synthèses, rapports, comptes-rendus, courriers.

Poste à pourvoir : 50 km au nord de Paris.

Adresser candidature par lettre manuscrite + CV + photo et prétentions sous n° 8454

Le Monde Publicité
18-17, rue du Colonel-Pierre-Avis
75002 Paris Cedex 16

Un des leaders de l'électronique grand public crée au sein de son unité commerciale française le poste de

Responsable

administration

Gestionnaire : vous collecterez et analyserez les données commerciales, participerez à l'élaboration des prévisions et budgets, réaliserez le reporting. Organisateur : vous réviserez les procédures de suivi de la clientèle et contrôlerez le traitement des commandes. Animateur : votre esprit d'équipe et votre diplomatie vous permettront de répondre efficacement aux besoins des clients. Grâce à une première expérience similaire, vous pourrez rapidement élargir vos compétences opérationnelles et bientôt managériales. Une formation supérieure, un bon niveau d'anglais feront de vous l'interlocuteur idéal du Directeur de cette unité. Poste basé en proche banlieue parisienne.

Adresser votre candidature (lettre, CV, photo, prétentions) sous réf. 28129, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

des ventes



ANVAR

ETABLISSEMENT PUBLIC
à caractère industriel et commercial, recherche un

CHARGE(E) D'AFFAIRES

Ingénieur : une formation à la gestion d'entreprise, diplômé de l'université, BAC + 5 scientifique, possible acquis 2 années d'expérience en entreprise ou dans un organisme en contact direct avec les PME/PMI.

Soutien méthodologique et financier de projets d'innovations dans les PMI, vous sensibiliserez les entreprises sur les questions et assurerez l'instruction et le suivi des projets d'innovation par l'ANVAR.

Ce poste basé à CHALONS SUR MARNE (51) est à pourvoir immédiatement.

Merci d'adresser CV, photo et lettre manuscrite à : Monsieur QUINTON - Délégué Régional Anvar Champagne Ardenne - 2, rue Grenet Tellier - 51000 Chalons sur Marne.

R.I.V.P.
SEM de construction, site à Paris 7ème (rue de la Harpe)

CHARGE D'OPERATION

pour suivi du chantier de construction et de réhabilitation

CDD (6 mois)
titularisation envisageable

Ce travail immédiatement opérationnel - après un mois de double commande - vise au remplacement temporaire d'un chargé d'opération et peut constituer la première référence d'un candidat ayant une certaine formation en construction/aménagement et finances allée à une forte personnalité et au goût des contacts.

Deux chantiers en cours sont concernés, incluant le suivi des architectes, des entreprises ainsi que le pilotage des relations avec les représentants sur l'un des sites.

Envoyer C.V. et prétentions à

R.I.V.P.

4 place Saint-Jacques - 75007 PARIS.

EMPLOI

Le mardi,
c'est tout un Monde

RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi
Le Monde de la Gestion et des Finances
Le Monde des Ressources Humaines
Le Monde des Juristes
Le Monde des Cadres
Le Monde de la Fonction Commerciale
Le Monde de l'Informatique
Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde

INITIATIVES

مكتبة الأمل

Finances

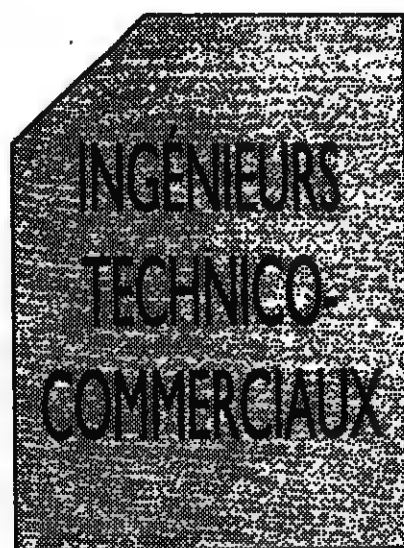
ON ET LA PERFORMANCE

INDIC ET FINANCIER

Fonction Commerciale

DU PONT DE NEMOURS

Dans le MONDE : 140 000 personnes,
135 implantations, 40 milliards de \$ de CA.
1 800 produits et gammes de produits
En FRANCE : 1 600 personnes,
6 milliards de francs de CA.



DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
Département des Ressources Humaines/MA
137, rue de l'Université
75334 PARIS CEDEX 07

DEPARTEMENT PROTECTION DES CULTURES/FRANCE

Pour développer notre part de marché sur le territoire national, nous renforçons nos équipes de vente.
De formation Agri/Agro, vous disposez d'une expérience de 3 à 10 ans dans la vente de produits phytosanitaires.

Sur ce secteur, vous gèrerez et fidéliserez un portefeuille de clients et développerez de nouveaux marchés.

Disponible pour effectuer de nombreux déplacements, vous saurez mettre à profit vos qualités relationnelles et votre esprit d'équipe.

Une connaissance de la langue anglaise serait un atout.

Nous vous offrons des possibilités d'évolution à l'intérieur de vos ambitions, au sein d'un Groupe de dimension internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à :



Exercer des responsabilités commerciales dans l'aéronautique

Chez MATRA, l'anticipation est une nécessité absolue et nos produits apportent de réelles solutions aux préoccupations stratégiques du client industriel privé et public, dans notre domaine aéronautique "high tech".

Nos responsables commerciaux, à l'interface entre la technique et les besoins du client, sont chargés de développer les marchés, de prospecter et d'élargir ainsi notre clientèle, de répondre aux appels d'offres, négocier et vendre.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur technique ou commercial et vous avez acquis une expérience d'au moins 10 ans dont celle de négociateur de systèmes techniques complexes en France ou à l'étranger.

Nous vous offrons un poste de contact à haut niveau dans le secteur industriel privé ou près des services officiels, français ou étrangers, selon votre expérience et vos souhaits.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 40 C à Joëlle Digeon - DRH

MATRA DEFENSE
37 rue Louis Bréguet
BP 1-78146 Vélizy Villacoublay



IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Acheteur

Lyon

Notre société, filiale d'un puissant groupe mondial se développe rapidement dans des domaines touchant aux nouveaux matériaux où notre notoriété est importante. Nous employons plus de 400 personnes sur plusieurs sites dans des activités Production, R & D, Marketing... pour un CA de 500 millions de francs environ.

Nous renforçons notre fonction ACHAT et recherchons un nouveau cadre.

Rattaché au Responsable de la fonction, vous assurerez l'assistance d'une collaboratrice, vous prendrez en charge les achats importants d'équipements nécessaires à la Production et à la maintenance. Vous proposerez et mettrez en place une organisation et des procédures efficaces, sélectionnerez les fournisseurs, et négocierez avec eux des contrats-cadres, veillerez à la bonne exécution des commandes dans le respect de la qualité, participerez à l'élaboration de la politique achat de la société.

Vous possédez une formation supérieure et une première expérience en achats. Par votre diplomatie et votre fermeté, vous saurez établir un dialogue constructif avec de nombreux interlocuteurs. Anglais et allemand appréciés.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. ACM2 à Madame Christiane Monteil 17, rue Galilée - 75116 PARIS - qui vous garantit une totale confidentialité. Les entretiens pourront avoir lieu à Lyon ou à Paris.

Cabinet Monteil
conseil en recrutement

Importante Société Immobilière propriétaire d'un parc à vocation industrielle et logistique d'environ 440 000 m² en Ile de France

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) précisant la référence choisie à :
Accent tonic
45-47, rue Buzenval
75020 PARIS

UN RESPONSABLE COMMERCIAL

Ile de France

De formation supérieure, il possède une expérience réussie d'une dizaine d'années dans la commercialisation de produits immobiliers à destination des sociétés industrielles.

Directement rattaché à la Direction Générale, il aura, outre ses responsabilités commerciales sur le terrain, à participer à la réflexion sur une nouvelle stratégie commerciale ainsi qu'à intervenir directement dans la gestion du parc immobilier de l'entreprise.

La réussite à ce poste implique un candidat qui en plus de son dynamisme commercial et son sens de la gestion, devra faire preuve d'un esprit d'équipe important.

En cas de succès, une évolution de carrière particulièrement motivante peut être envisagée. La bonne connaissance d'une langue étrangère, au moins, est indispensable.

UN CADRE COMMERCIAL

Junior

Agé de 25-30 ans, de formation supérieure, il aura acquis une première expérience de la commercialisation de produits immobiliers en entreprise ou en cabinet.

Rattaché au responsable commercial de l'Ile de France, il sera chargé de commercialiser des terrains et des locaux industriels, plus particulièrement en région parisienne auprès d'une clientèle diversifiée.

Bon négociateur et entreprenant, il prouvera son sens du travail en équipe.

La bonne connaissance d'une langue étrangère, au moins, est indispensable.

Pour la nouvelle Délégation aux Services Avancés de Facturation, la Direction commerciale de France Télécom recherche

Responsable commercial

L'objectif de la délégation est de préciser la demande des clients en matière de facture télécom et de contribuer à la définition des systèmes de facturation avancés à mettre en place.

La formation commerciale ou technique commerciale, un baccalauréat + 3 ans, ou plusieurs années d'expérience en matière

de systèmes de communication de grandes entreprises. Poste basé à Paris (quartier Montparnasse).

Merci d'adresser votre candidature (lettre et CV) à France Télécom, Direction commerciale, Délégation Services Avancés de Facturation, 1 place d'Alleray, 75015 Paris Cedex 15.



UN AVENIR D'AVANCE

844 000 LECTEURS CADRES

Le Monde

est le premier titre d'information des cadres

(IPSOS 91)

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36015 LM

L'Informatique

SOPRA : L'ENVOL DE LA RÉUSSITE

Ingénieurs débutants informaticiens. Grandes écoles ou universités, venez valoriser votre diplôme informatique et acquies un professionnalisme reconnu dans un secteur de pointe de l'ingénierie informatique.

Après une intégration dynamique durant laquelle vous découvrirez SOPRA, sa culture, ses métiers, vous rejoindrez nos équipes dans les domaines de la banque, de l'industrie, des services, de l'administration, des réseaux et télécom.

Merci de nous contacter en adressant votre dossier de candidature, sous ref. JING/M., à SOPRA - Catherine Carrière - Direction des Ressources Humaines - 3, rue Lauriston 75116 Paris.

Toute la rigueur que l'on attend d'une SSI.

SOPRA
Ingénierie informatique

Participez à la réussite d'Oracle et de ses clients

Oracle France, (450 personnes - CA = 500 MF), filiale du leader mondial des Systèmes de Gestion de Bases de Données poursuit son avance technologique et propose une offre toujours plus performante. Pour prendre part au rapide développement de l'Unité Applications spécialisée dans la commercialisation et le support d'une gamme complète de progiciels de gestion - finance - comptabilité destinés aux grandes entreprises, nous recherchons des :

A l'écoute de vos clients, vous vous impliquez totalement dans la mise en œuvre de solutions progiciels. Vous êtes le garant de la réussite du projet. Vos qualités relationnelles et votre sens de la pédagogie, vous permettent d'assurer efficacement la formation de nos clients.

De formation Bac + 4 (Gestion - Comptabilité), vous souhaitez valoriser une expérience reconnue d'au moins 3 ans, en informatique de gestion. La pratique de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser, lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence CA/LM 7 à ORACLE FRANCE S.A. - Unité d'Affaires Applications - 65, rue des Trois Fontaines - 92752 NANTERRE Cedex.

CONSULTANTS
APPLICATIONS

ORACLE
FRANCE

LA CONDUITE DE PROJETS EN INFORMATIQUE FINANCIÈRE

CARDIF

■ Votre profil :

- une formation supérieure Ingénieur ou MAGEI confortée par une expérience de 2 à 5 ans, dont une partie conduite de projets
- de bonnes qualités relationnelles.
- un goût prononcé pour le financier.

■ Votre mission :

- En prise directe avec la salle des marchés équipée d'une trentaine de postes IUT/IN-SUN, SCBD SYBASEL, vous vous serez confier
- l'étude des besoins auprès des utilisateurs.
- l'analyse et la mise en place de nouvelles applications.
- l'encadrement de 2 personnes

■ Cardif est un groupe

financier et d'assurances, filiale de la Compagnie Bancaire. Nos signes particuliers :

- 44 milliards d'encours gérés
- 500 collaborateurs,
- une informatique de pointe,
- une culture d'innovation permanente
- une forte notoriété
- un développement international

Si ces perspectives vous motivent, adressez votre candidature sous ref. 6003 à Laurence Bietron - Compagnie Bancaire - Service Orientation Recrutement - 5, av. Kléber - 75116 Paris



COMPAGNIE BANCAIRE

Secteurs de Pointe

Filiale Française (personnes) du groupe Américain AIR PRODUCTS, un des leaders mondiaux dans le domaine des industries, notre développement nous amène à étoffer notre Direction Technique et à rechercher :

Ingénieur Procédés

d é b u t a n t

Jeune diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vocation généraliste (connaissances en électricité et régulation apprises) vous souhaitez débiter votre carrière dans un poste opérationnel offrant de réelles responsabilités sur le terrain.

Véritable chef de projet vous participerez :

- à la conception des équipements,
- au choix des procédés,
- à la mise en œuvre des solutions techniques,
- à la mise au point et au suivi des installations en clientèle.

La réussite dans ce poste très formateur qui réclame autonomie, sens des contacts,

pragmatisme et disponibilité vous offrira de larges perspectives d'évolution dans des fonctions techniques ou commerciales.

Anglais courant indispensable. Poste basé à Paris.

Cette opportunité vous intéresse, adressez votre dossier de candidature à : AIR PRODUCTS - M. Christophe BARREAU - Directeur des Ressources Humaines - Réf. 92/RCT1 - Tour Pleyel - 93521 SAINT-DENIS

AIR PRODUCTS

Filiale d'un important groupe international, notre société développe rapidement sur le marché des matériaux composites hautes performances, et nos clients sont les "Grands" de l'Aéronautique européenne et mondiale. Développant constamment de nouveaux procédés, nous recherchons un

Ingénieur Matériaux Responsable de projet

Région Lyonnaise

En liaison avec des partenaires extérieurs et plusieurs spécialistes internes, vous serez chargé de conduire et mener à terme un important projet, à partir d'un cahier des charges précis : vous concevrez et mettrez en œuvre les essais, étudierez les outillages, définirez les moyens de contrôle qualité, veillerez au respect des plannings et à l'aspect financier du projet.

Vous possédez une excellente compétence technique, si possible en matériaux composites et une expérience d'au moins deux ans en R et D en bureau d'étude. Vous êtes par ailleurs un bon organisateur et un réalisateur méthodique déterminé. La connaissance de l'industrie aéronautique serait un avantage.

Si cette opportunité vous exprimer pleinement dans un contexte dynamique et novateur vous attire, adressez en toute confidentialité votre candidature à notre conseil Madame Christiane Monteil - 17, rue Galilée - 75116 PARIS. Les entretiens pourront avoir lieu à Lyon ou à Paris.

Cabinet Monteil
conseil en recrutement

Notre Groupe de Services à forte dimension technique a une longue histoire écrite par des hommes et des femmes qui ont trouvé chez nous la possibilité d'exprimer leurs talents. Fort de plusieurs milliers de personnes, réalisant un CA à plusieurs milliards de francs, notre implantation, bien sûr hexagonale, mais aussi internationale, nous positionne d'être l'un des premiers en Europe tant dans nos métiers traditionnels que dans des métiers nouveaux. Nos clients fidèles, autres, collectivités locales, industriels et ceux qui le deviendront attendent de rencontrer, pour continuer à les servir et les convaincre, de nouveaux :

INGÉNIEURS D'AFFAIRES CONFIRMES H/F

Associant avec autant de talent la technicité et la rigueur de l'ingénieur à la ténacité et la convivialité du Commercial.

Dans la trentaine, diplômé d'une grande Ecole d'ingénieurs avec l'équivalent d'un troisième cycle de gestion, vous avez une première expérience significative de la fonction dans les métiers de Services ou de l'Industrie.

Vous souhaitez être autonome dans le cadre d'objectifs clairs et vous vous plairez à adjoindre la dimension juridique et financière aux opérations que vous montrez.

La pratique courante de l'anglais, voire d'une autre langue européenne, serait un plus comme serait également la connaissance des collectivités locales et des administrations territoriales.

Le très fort développement de notre Groupe et la dimension de nos missions devraient pouvoir apporter des réponses de choix à vos ambitions.

Les postes sont basés à Amiens, Le Mans, Caen, Rouen.

Nous sommes fiers de Robert BOULET et Jean-Marie VIOU de vous accueillir et de vous transmettre notre passion du métier. Merci de leur communiquer votre dossier la référence LM/256.

oryade
Conseil en Recrutement, Ressources Humaines

11 Avenue Hoche - 75001 PARIS

Secteurs de Pointe

ALCATEL
CUIVRE

Jeune Ingénieur de production

Méthodes-Maintenance

ALCATEL CUIVRE, filiale de l'un des plus grands groupes industriels français, notre société bénéficie d'une avance technologique qui la place parmi les leaders européens de la production de fils de cuivre émaillés et tressés. Dans un contexte en croissance, nous recherchons pour l'une de nos usines un jeune ingénieur en début de carrière. Votre mission : développer la productivité et la qualité de nos équipements et de nos procédés, prendre en charge la maintenance de l'usine en supervisant une équipe d'une dizaine de personnes. Dans ce poste immédiatement opérationnel vous pourrez très rapidement prouver votre potentiel et vous former à des responsabilités d'encadrement de production.

Ingénieur généraliste (AM ou équivalent), disposant d'une première expérience ou "solide" débutant, vos qualités de communication, de créativité technique et votre détermination seront les conditions d'une réussite qui pourra largement s'épanouir au sein de notre société ou de notre groupe.

Localisation : 100 km au nord de Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. 27839, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

INGENIEUR D'AFFAIRES

STRATEGE et DIPLOMATE

Vous vous reconnaissez dans ce titre ? Vous possédez donc des qualités qu'on ne trouve pas rassemblées chez tout le monde.

Notre Société de Service s'adresse, d'une façon générale, aux collectivités locales pour le compte desquelles elle conçoit, monte au plan financier, réalise et exploite des installations de type industriel, complexes et importantes au niveau des investissements.

Basé à LYON, au sein de notre équipe commerciale en charge de notre développement sur 20 départements, vous aurez pour mission d'entretenir les relations avec nos clients potentiels, de définir avec eux leurs besoins à court ou long terme et de leur proposer des solutions techniques et financières qu'il vous appartiendra de négocier. Pour cette tâche de longue haleine nous avons besoin d'un homme ou d'une femme de grand talent.

Agé(e) de 30 à 35 ans, diplômé(e) d'une GRANDE ECOLE D'INGENIEURS GENERAUSTES, vous avez une expérience significative et réussie de commercial de haut niveau (Services et/ou Technique), d'ingénieur d'Affaires ou toute autre expérience incluant le sens de la stratégie et du long terme.

Votre réussite dans ce poste vous désignera pour une carrière évolutive au sein de notre groupe : la direction de centres de profits de plus en plus importants.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence M/116/88 (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

CHP

cabinet Henri PHILIPPE - 106 boulevard Haussmann 75008 PARIS

Membre de Syntec



Calorstat
industries

INGENIEUR CHEF DE FABRICATION

De formation Ingénieur - ENI mécanique ou équivalent - fort d'une expérience de 2/3 ans environ dans un secteur à dominante mécanique, vous souhaitez développer votre acquis dans une entreprise concevant et réalisant des produits spécifiques Petite et Moyenne série, à forte valeur ajoutée.

Rattaché au Directeur de Production, travaillant en étroite collaboration avec le B.E., les Méthodes, l'Assurance Qualité, vous prenez la responsabilité de projets nouveaux dans un souci de PERFORMANCE : diminution des coûts, amélioration de la productivité, des processus, des équipements et de nos procédés de fabrication : emboutissage profond, traitement thermique, traitement de surface, électroérosion, soudure fine, TIG, plasma et laser.

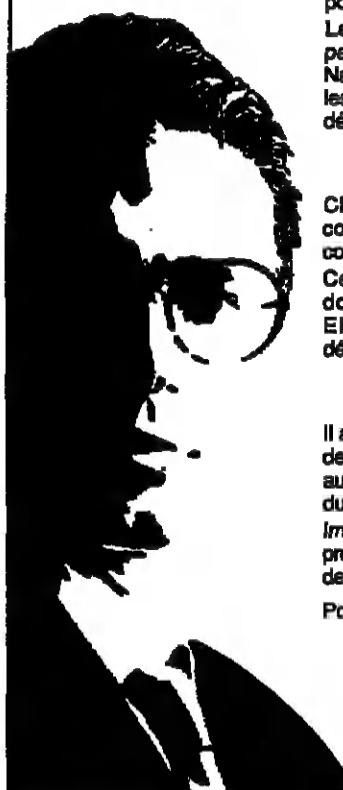
Tenace, avec de fortes qualités de contact et de présence, vous êtes en relation directe avec les chefs d'atelier et les techniciens pour les appuyer dans la réalisation des projets. Reconnu pour vos compétences et apprécié pour vos qualités, vous serez à même de saisir les possibilités d'évolution offertes par notre entreprise.

La pratique de l'anglais est nécessaire en raison du fort développement de notre activité sur l'Europe et les Etats-Unis.

Le poste est basé à DOURDAN (91).

Rejoignez un environnement valorisant où notre EXPERTISE fait REFERENCE, envoyez CV + photo à MERCURI URVAL, 95 avenue Victor Hugo, 92563 Rueil-Malmaison Cedex, sous réf. 48.5386/LM.

Mercuri Urval



J'AI CHOISI LES RESPONSABILITÉS

La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 60 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'essais. C'est le quart de la recherche-développement en France pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 6000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur un des secteurs industriels les plus innovants. Le service technique des constructions et armes navales (1000 personnes à Paris) chargé au sein de la Direction des Constructions Navales (ensemble industriel de la DGA de 30000 personnes) de concevoir les bâtiments pour la Marine Nationale et l'exportation, recherche pour le département Architecture des Systèmes de Combat.

Jeune Ingénieur projets

Chargé d'établir les spécifications, de participer aux avant-projets, de coordonner et gérer le développement, la réalisation de systèmes de combat pour les sous-marins sur les plans technique, calendaire et financier. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une grande école à dominante électronique/traitement du signal (ESE, ENSTA, ISEN, ENSIEG...) disposant si possible d'une première expérience de développement de systèmes. Anglais impératif. Réf. 2 B 2318-2M

Ingénieur organisation/audit

Il aura pour missions principales : - d'optimiser l'organisation (mise en place de méthodes et de procédures de suivi de projets) - d'effectuer des audits auprès des coopérateurs internes, afin d'améliorer la qualité des prestations du département et du STCAN dans la conduite de projets complexes. Impérativement diplômé d'une grande école, une expérience de gestion de projet (coûts, délais, qualité) serait appréciée. La connaissance des méthodes de management de programme serait un atout important. Réf. 2 B 2319-2M Postes basés à PARIS.

DGA

ECRIRE EN PRECISANT LA REFERENCE CHOISIE A NOTRE CONSEIL :
ETAP - 71, RUE D'AUTEUIL - 75016 PARIS



TAMBRANDS®

Groupe U.S., marque leader international, produit grande consommation, recherche

Ingénieur de projet Tours

Notre expansion se poursuit et nécessite vos compétences en méthodes de fabrication, en organisation du travail, votre goût pour la gestion de la qualité, l'amélioration de l'efficacité.

Au sein d'une équipe internationale, vous participerez à la mise en production de nouveaux produits ainsi qu'à tous nos futurs développements. Des déplacements auprès de nos fournisseurs ainsi que sur nos autres sites à l'étranger sont à prévoir.

De formation ingénieur mécanicien (AM ou équivalent), vous possédez une première expérience et une bonne maîtrise de l'anglais. Si vous souhaitez évoluer dans une entreprise performante où vous pourrez valoriser au mieux vos atouts, nous vous remercions d'écrire rapidement à notre conseil : Juliette Dourlens, Team Maker, 23 bis rue de la Clarté-Dieu, 37100 Tours.

team maker

ANDREW

ANTENNES ANDREW FRANCE, filiale de ANDREW CORPORATION (USA), leader mondial des SYSTEMES ANTENNAIRES de TELECOMMUNICATION recherche dans le cadre de son fort développement

Ingénieur Commercial H/F Réseau Cellulaire

De formation technique supérieure, vous connaissez bien le milieu professionnel de la TELEPHONIE CELLULAIRE. Vous êtes actuellement ingénieur projet ou ingénieur technico-commercial et vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre carrière au sein d'une Société à taille humaine dans laquelle vous exprimerez votre compétence technique et surtout votre savoir-faire commercial sur un marché très porteur.

Vos contacts s'établissent à deux niveaux : les opérateurs pour l'homologation de nos produits et les installateurs et OEM pour leurs besoins d'équipement.

Plinement autonome sur les projets que vous initiez et suivez, vous travaillerez également en liaison étroite avec nos usines anglo-saxonnes : la pratique de l'anglais est impérative.

Poste basé à BUC (78).

Merci d'écrire avec CV + prétentions + enveloppe à l'adresse, sous réf. ANW/LM1 à **nicol jouhannaud conseils international search group** 182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

De l'autre côté de l'écran

THOMSON VIDEOGLASS, filiale de Thomson Consumer Electronics, l'un des leaders mondiaux de l'électronique grand public, fabrique dans son usine près de FONTAINEBLEAU (700 personnes) les verrières de télévision couleur. Nous recherchons un :

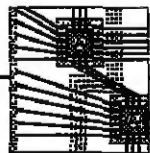
INGENIEUR INSTRUMENTATION ET REGULATION

Homme de production, vous serez responsable du contrôle, de l'optimisation et du développement de l'instrumentation et de la régulation de nos fours.

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans des domaines tels que : systèmes de supervision, régulateurs multiloques configurables, capteurs, automates programmables.

Votre goût pour la technique et vos qualités relationnelles vous permettront de vous exprimer et d'évoluer dans un environnement technologique très élaboré.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. IR LM à : **THOMSON VIDEOGLASS** Direction du Personnel - 77167 BAGNEUX-SUR-LOING



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

Secteurs de Pointe

IMPORTANT GROUPE

AMENAGEUR - CONSTRUCTEUR
GESTIONNAIRE

recherche pour développer un secteur de

L'ILE DE FRANCE

UN RESPONSABLE
CONSTRUCTION

Votre mission consistera à développer un nouveau secteur de construction de logements sociaux locatifs et d'accession à la propriété.

Directement rattaché au Directeur de la promotion, vous aurez l'entière responsabilité de votre secteur.

Ce poste exige une longue expérience de montage des opérations de promotion, le goût d'entreprendre et le sens de la négociation. (Age : 35 ans minimum).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 6547 à PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75544 PARIS CEDEX 11 qui transmettra

CRSTOM

L'INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
POUR LE DEVELOPPEMENT EN COOPERATION
recrute par voie de concours pour ses programmes scientifiques à l'étranger (Hommes ou Femmes) :

39 DIRECTEURS DE RECHERCHE

de 2ème classe

2 CHARGES DE RECHERCHE

de 1ère classe

23 CHARGES DE RECHERCHE

de 2ème classe

Ces postes sont à pourvoir dans les domaines scientifiques suivants :
GÉOLOGIE, GÉOPHYSIQUE,
HYDROLOGIE, PÉDOLOGIE,
HYDROBIOLOGIE, Océanographie,
SCIENCES DU MONDE VÉGÉTAL,
SCIENCES BIOLOGIQUES ET BIOCHIMIQUES APPLIQUÉES À L'HOMME,
SCIENCES SOCIALES.

Vous pouvez demander les dossiers de candidature auprès du bureau des concours de l'CRSTOM - 213, rue La Fayette 75010 PARIS - par téléphone au 48.03.77.63 ou 48.03.77.63 - par Minitel 3616 EUROCOM-CRSTOM (pour les CR1 et CR2). La date de clôture des inscriptions aux concours est fixée au : 31 janvier 1992 à 17 heures.

36 16 EUROS

DISTRICT DE L'AGGLOMÉRATION
DE MONTPELLIER

RECRUTE

INGÉNIEUR

SITUATION :
- District de l'agglomération de Montpellier (320 000 habitants) services techniques.
- Grade : ingénieur.
- Emploi : direction des transports (6 personnes) :
- Compétences du service : transports en commun, infrastructure voirie, jalonnement directionnel, en cours d'étude : un deuxième axe prioritaire de bus, en projet : un TCSP (métro léger ou tramway).**MISSION :**- Responsable des chantiers d'infrastructure pour transports.
- Participation aux études.
- Relations avec les services municipaux de voirie et les concessionnaires.**PROFIL :**- Formation ingénieur diplômé TP, génie civil.
- Expérience 3 ans minimum de direction de chantiers voirie ou TP.
- Connaissances appréciables en informatique pratique et dans le fonctionnement d'une collectivité territoriale (procédures administratives et financières).
- Qualités particulières :
• rigueur et sens de l'organisation ;
• dynamisme et disponibilité.**RECRUTEMENT :**

URGENT selon conditions statutaires, mutation ou liste d'aptitude.

Adresser candidature, CV très détaillé, avec photo d'identité, copie des diplômes, le cas échéant, dernier arrêté à :

M. le Président du District de l'Agglomération de Montpellier
BP 2116 - 34026 MONTPELLIER Cedex 01

KAISER

CONSTRUCTEUR DE VEHICULES INDUSTRIELS
rechercheDIRECTEUR
DE PRODUCTION

Ingénieur de formation mécanicien, âgé d'environ 40 ans, il devra justifier d'une expérience réussie de plusieurs années dans les fonctions METHODES-ORDONNANCEMENT et FABRICATION, acquise dans les secteurs de la production d'ensembles mécano-soudés et mécaniques intégrant hydraulique, électricité et protection de surfaces (véhicules industriels, ferroviaire, matériel de T.P., machines agricoles).

Gestionnaire et animateur d'hommes, il aura à prendre en charge les services Fabrication-Méthodes, Ordonnancement et Approvisionnement avec le souci constant de rechercher, avec les autres responsables, le meilleur compromis en vue d'atteindre les objectifs.

Le lieu de travail est situé à LONGUYON (54).

Adressez lettre de candidature et Curriculum Vitae à :
André PERESSIN - Directeur des Ressources Humaines - 29, rue du 14 Juillet
67980 HANGENBIETEN

LE DÉPARTEMENT DU MORBIHAN

recrute le (la)

RESPONSABLE DE L'UNITÉ DE MICROBIOLOGIE
DU LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES
DU MORBIHAN**MISSION :**Diriger l'Unité de Microbiologie (hygiène alimentaire, bactériologie des eaux, conseil en hygiène agroalimentaire) au sein d'une équipe pluridisciplinaire (santé animale, analyses chimiques).
Proposer et introduire les techniques nécessaires au développement de l'activité et à l'amélioration de la productivité.
Poursuivre la démarche qualité vers l'accréditation RNE. Effectif : 10 personnes.**PROFIL :**Pharmacien ou vétérinaire à orientation microbiologie, 35 ans environ, avec expérience 5 ans minimum dans activité similaire (laboratoire de contrôle ou industrie).
Expérience politique qualité/accréditation appréciée.**QUALITÉS REQUISES :**

Rigueur, organisation, esprit d'équipe, sens commercial, goût pour la formation.

RÉMUNÉRATION :

Selon expérience, sur la base de l'échelle indiciaire des ingénieurs en chef première catégorie de la fonction publique territoriale.

Lieu de travail : VANNES (MORBIHAN)

Merci d'adresser une lettre de candidature et un CV à :

M. le Président du Conseil général du Morbihan

Service du Personnel et de l'Information interne

BP 400.56.009 VANNES

Renseignements complémentaires : M. MASSIP - 97-46-14-15

LACROIX

Contre-Mesures "AIR"

INGÉNIEUR
d'AFFAIRES
France - Europe

Le Département ARMEMENT du Groupe LACROIX à MURET, assure la recherche, le développement, la fabrication et la vente de produits issus du savoir-faire pyrotechnique de l'entreprise. Nous recrutons pour la France et l'Europe un INGÉNIEUR D'AFFAIRES pour l'activité "CONTRE-MESURES AIR", le titulaire partant à la retraite.

Rattaché à la Direction Produits Contre-Mesures, il doit prospecter, recueillir les besoins auprès des Clients, des Prescripteurs, négocier les contrats d'études ou de série. Il s'assure du bon déroulement des actions qu'il a initiées. A ce titre, il est responsable des performances techniques et qualitatives au plan industriel, mais également des objectifs de rentabilité, impliquant le suivi des coûts et le tenue des délais.

Il travaille en synergie avec les Ingénieurs, Cadres et Techniciens des différents services de la société, mais reste l'interlocuteur de ses clients.

Diplômé d'une Ecole d'INGÉNIEURS ou d'UNIVERSITÉ, 30 ans minimum, une première expérience significative d'Ingénieur Commercial vous a rendu apte à être "un homme de solutions". Vous justifiez, si possible, d'une connaissance opérationnelle du milieu "AIR".

Pratique de l'Anglais exigée.
Lieu de résidence : Muret/Toulouse.

Merci d'adresser, sous référence M91106 (sur l'enveloppe), lettre manuscrite, CV (photo) rémunération annuelle souhaitée, à notre Conseil en Recrutement,

Marie-Françoise LAUTREC LEPY
35 rue des Couteliers *31000 Toulouse,
qui traitera confidentiellement votre candidature.

*Premiers entretiens à Paris et Toulouse

marie-françoise lautrec lepy

DIRECTEUR
DE
L'INFORMATIONETUDES - DONNÉES
PRODUCTION

Ingénieur diplômé, vous avez acquis à 35 ans environ, une solide expérience en entreprise ou en SSII dans des fonctions de responsable de projets et/ou consultant en organisation. Une expérience en télécom serait un plus.

Au sein de notre entreprise, filiale d'un groupe international leader mondial sur son activité (études marketing), vous serez responsable des différents services du département production qui assurent les missions suivantes :

• le traitement de l'information et des données,
• le développement, la production et le contrôle qualité d'études marketing que nous réalisons pour le compte de nos clients,
• la création et la gestion de réseaux, l'optimisation de choix informatiques.
Véritable manager de votre équipe, vous rapporterez directement dans votre mission à la direction générale et vous serez membre du comité de direction. Vous travaillerez en étroite collaboration avec notre direction marketing pour le développement de nos études. Vous serez également en liaison avec les différentes filiales étrangères de notre société, ce qui nécessite la pratique de la langue anglaise.

Nous proposons une rémunération motivante pour ce poste évolutif dans un groupe en pleine expansion.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. 91330, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra en toute confidentialité.

CERGY PONTOISE

Chef des Services
Techniques

Société de conditionnement de déchets et effluents industriels, nous sommes une PME récente en développement, filiale de deux des plus importants groupes industriels français.

Rattaché à la Direction Générale, vous participerez à notre évolution et assurerez la mise en œuvre de notre politique technique en pilotant les études de projets industriels, en développant les procédés et en animant une équipe d'ingénieurs et de techniciens.

Agé d'environ 35 ans, vous êtes ingénieur diplômé d'une grande école généraliste ou de chimie appliquée et avez acquis une solide expérience professionnelle dans le traitement des déchets industriels ou nucléaires.

Homme de contact, pragmatique et efficace vous réussirez dans notre environnement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 9128LM, à notre conseil ER Ressources Humaines 118, rue de Tocqueville 75017 Paris.

ER Ressources Humaines

RÉUSSIR
AU CŒUR DE L'INGÉNIEURIE INDUSTRIELLEIngénieur en calculs
scientifiques

Dans le cadre de projets particulièrement créatifs et motivants, USSI INGENIERIE renforce le potentiel de sa filière Calculs Scientifiques.

Vous êtes chargé des calculs et des analyses de comportement de structures de Génie Civil, d'équipements et matériels, de tuyauteries. Débutant ou première expérience (industrielle ou R&D), diplômé d'une grande école ou université à spécialisation mécanique appliquée à la conception et à la construction, vous maîtrisez des logiciels de calculs par la méthode des éléments finis (SYSTUS, SYSPPE, HERCULE...) et vous avez une bonne connaissance en génie parasismique ainsi que de l'analyse des contraintes (ASME, RCCM et MRL).

Ce poste est basé en région parisienne.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo), sous référence M/91.03, à USSI INGENIERIE, Direction du Personnel, 116 av. Aristide-Briand, 92224 Bagneux.

USSI INGENIERIE
RESEAU EURISYS

L'EXPERIENCE ET L'INNOVATION

Secteurs de Pointe



CETT

Filiale du Groupe Multinational ALCATEL-ALSTHOM, nous sommes spécialisés dans la conception et la réalisation de systèmes de Gestion de Réseaux d'Energie Electrique. Nous recherchons un

INGENIEUR D'ETUDES CONFIRME

Support Technique - Marketing Industriel - Veille Technologique

POSTE BASE A PARIS OUEST

VOTRE MISSION : Directement rattaché au Chef du Service Technique "Produits et Systèmes" vous apporterez vos compétences (techniques, coûts, délais) dans le cadre des propositions et appels d'offres. Vous assurez un dialogue technique permanent avec nos clients (plus particulièrement EDF), nos partenaires du Groupe, les différents services de l'entreprise, afin de définir les développements futurs.

VOTRE PROFIL : 30 ans environ une formation d'ingénieur une expérience significative dans le domaine des systèmes temps réel à base de microprocesseurs la connaissance des systèmes de téléconduite d'énergie électrique serait appréciée créativité, esprit d'initiative et habileté relationnelle ANGLAIS INDISPENSABLE.

NOUS VOUS OFFRONS : un poste polyvalent qui vous impliquera dans toutes les actions de l'entreprise (technique, commerciale, stratégie marketing) des contacts privilégiés à haut niveau avec nos clients et nos partenaires un environnement high tech où vos compétences seront valorisées de réelles perspectives d'évolution dans notre société ou au sein du groupe ALCATEL.

Pour un entretien individuel avec la société le 24/01/92

Adressez ou télécopez CV, lettre et photo à EUROMAN - 96, rue St Charles - 75015 PARIS. Fax : (1) 45.79.49.94. en indiquant la référence 10544 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - DIJON - TOULOUSE - NANTES - AIX
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY



JEUNES INGENIEURS MECANIQUE, AUTOMATISME, AGRO...



La confiance que Coca-Cola a dans l'avenir, nous l'accordons aussi à ceux qui construisent notre réussite.



Dès aujourd'hui et dans un environnement industriel performant, nous vous proposons des responsabilités humaines, techniques et financières effectives.



Nos sites de Grigny (91), Clamart (92) et Marseille (13) attendent des jeunes motivés pour évoluer dans l'industrie : encadrer des équipes de fabrication, concevoir et réaliser des programmes d'investissement, construire et maintenir l'outil de production, gérer et améliorer les coûts de production, optimiser l'organisation...



Fin février, dix jeunes ingénieurs à potentiel auront rejoint nos équipes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence 32/4489 A à : EGOR TECHNOLOGIES, 17 avenue Matignon, 75008 PARIS.



LE GROUPE
COGEMA

SEULE SOCIETE
MONDIALE A
MATRISE
L'ENSEMBLE DU
CYCLE DU
COMBUSTIBLE
NUCLEAIRE

16 800 PERSONNES

21,4 MILLIARDS
DE C.A.
DONT 31 %
A L'ETRANGER



Au sein de la Direction des Etudes Economiques et de la Stratégie, vous intégrez notre service Coordination Informatique.

A vous d'élaborer et de mettre en place une harmonisation de l'informatique (matérielle, logiciels, formations...) au Siège, dans les établissements et dans les filiales.

Votre crédibilité technique vous permet d'asseoir votre rôle de conseil et de coordinateur auprès de l'ensemble de vos interlocuteurs.

A 30 ans environ, diplômé(e) d'une Grande Ecole d'ingénieurs, vous justifiez d'une expérience similaire de 3 à 5 ans, en micro-informatique, gros systèmes et réseaux.

Domaine CLEVENOT-HINDER
vous remercie de lui adresser lettre
et CV sous réf. 3713A/LM
BOSSARD CARRIERES
4, rue Quentin Bauchart
75008 PARIS

BOSSARD
Carrières



MENUISERIES

Filiale d'un groupe d'envergure européenne, la Société OXOXO est devenue le premier spécialiste français de la menuiserie multimatériaux pour les grands chantiers. Ses résultats, sa croissance et ses projets l'amènent à rechercher son

Responsable méthodes

Rattaché au Directeur de Production, vous gérez une équipe et avez pour mission de développer l'ensemble de l'activité méthodes. Vous serez plus particulièrement responsable des fonctions suivantes :

- amélioration de la productivité,
- organisation des postes de travail et ergonomie,
- conception des modes opératoires appliqués aux postes,
- création de documents complets d'exécution pour les ateliers.

De formation Ingénieur Généraliste, vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans l'industrie, acquise de préférence en production.

Poste basé à Clunys (Bourgogne).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. LM 187 A à notre Conseil ARCO - Luc FROMAIGEAT - 18 avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

PARIS/RHÔNE-ALPES

ARCO



Ingénieur Technico-Commercial "Freinez fort pour accélérer les affaires !"

SAB WABCO est, de loin, le numéro 1 mondial des systèmes de freinage ferroviaire. La filiale française réalise 340 MF de chiffre d'affaires avec 400 personnes. Son marché est en forte croissance en France (T.G.V.), en Europe (Transmanche), dans le monde... Le record de vitesse du TGV : 515 km/heure.

Arts et Métiers, INSA, ENSI, ENI, fort d'une première expérience réussie ou éventuellement d'une série de stages significatifs, vous participerez au développement des affaires et des produits nouveaux.

Filiale du groupe suédois CARDO contrôlé par VOLVO, notre culture est européenne, nos relations internes sont directes et cordiales. Nous savons maintenir le style d'une PME dans un contexte multinational. Si vous voulez partager notre dynamisme, écrivez à Jean-Louis Marques du cabinet Sirca, 140 bd Hausmann - 75008 Paris, sous la référence 375 353 LM.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Synec Recrutement

Ingénieur concepteur spécialiste APL

Très performante, notre société est spécialisée dans la conception de projets destinés aux Banques et aux Etablissements Financiers.

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un Ingénieur Concepteur spécialiste APL.

Responsable de la conception et de la réalisation de nouveaux logiciels de gestion, vous interviendrez dans des domaines bancaires ou financiers très spécifiques : banques internationales, marchés financiers, futures et options.

A environ 30/35 ans, de formation Ingénieur, vous possédez une expérience similaire probante de 5 ans et souhaitez évoluer au sein d'une équipe conviviale.

Acteur de projets nouveaux et motivants, vous développerez vos compétences dans notre environnement actuel : APL, PC, MS-DOS, réseaux NOVELL, grands systèmes IBM (MVS, TSO, APL2, DB2), et futur : stations UNIX (SUN, DEC, HP) avec APL/UNIX de STSC...

Pour nous rencontrer, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à l'attention de Mme Thérèse RECALDE - TIMERIS - 44, rue de Provence 75009 PARIS.

TIMERIS
La Finance plus soft

GROUPE AERONAUTIQUE DE 1er PLAN

Ingénieurs qualité logiciel

Interlocuteurs des groupes de projet, en contact permanent avec les équipes de réalisation des logiciels embarqués, vous assurez le suivi qualité de logiciels opérationnels d'armement (temps réel). Vous négociez avec nos clients et nos fournisseurs les exigences qualité à mettre en place dans le cadre des programmes. Vous participez à l'amélioration de la méthodologie de développement.

De formation Ingénieur, vous êtes débutants ou avez une expérience de développement de logiciels techniques dans un environnement qualifié.

Cette fonction à forte dimension relationnelle, dans un environnement de haute technologie, comporte de réelles perspectives d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 2012 M à notre Conseil

SENANQUE
103, rue Lafayette 75010 PARIS.

GROUPE

Notre unité, filiale d'un grand groupe international, conçoit et réalise des produits opto-électroniques high tech pour des applications d'automatisme industriel dans le monde entier. Elle recherche son :

DIRECTEUR TECHNOLOGIE ET DEVELOPPEMENT

De formation Ingénieur grande école en électronique (SUPELEC, INPG) ou généraliste de haut niveau (CENTRALE, CENTRALE LYON) + si possible formation marketing complémentaire.

Agé de 35 ans environ, vous possédez une expérience réussie en management d'un Bureau d'Etudes électronique.

Responsable d'une équipe de 17 personnes dont 8 ingénieurs de différentes nationalités, vous élaborerez les plans de développement produits et participerez, avec nos unités américaine et japonaise, aux projets mondiaux du groupe.

De culture internationale, avec anglais courant, vous saurez vous imposer pour faire aboutir vos idées et vous positionner en leader mondial de nos trois unités.

Pour ce poste basé à GRENOBLE, adressez votre dossier de candidature complet (lettre + CV + photo) sous réf. MO/DIR à notre Conseil qui vous garantit une entière discrétion.

GRENOBLE - PARIS - NICE
SCOR CONSEIL
47, av. Alsace Lorraine
38000 GRENOBLE

Secteurs de Pointe

REPRODUCTION INTERDITE



Sens commercial et qualités de contact, voilà vos atouts pour exercer un métier qui vous mènera vers de nombreuses destinations.

Ressortissant de la Communauté Européenne, vous avez entre 21 ans et moins de 30 ans, vous parlez l'anglais couramment. Vous avez une formation de niveau bac ou plus.

Vous mesurez entre 1,70 m et 1,92 m pour les jeunes gens dégagés des obligations militaires, et 1,58 m et 1,78 m pour les futures hôtesse.

Appelez-nous au **16 (1) 42.27.40.27** du lundi au samedi ou envoyez votre CV avec une enveloppe (21 x 29,7) comportant vos nom et adresse à
AIR FRANCE Sélection PNC, Orly Sud 114, 94396 Orly Aéroport Cedex.

*Hôtesse, Steward,
avec nos passagers
l'art du voyage se lira
sur votre visage.*

AIR FRANCE

traces l'avenir

WINDOW ON THE WORLD



ARCO Chemical Europe fait partie avec les régions "Amérique" et "Asie Pacifique" du groupe ARCO Chemical Company, un des premiers fabricants mondiaux de produits chimiques oxygénés et de polymères à base de styrène.

Une politique efficace, basée sur les besoins du marché, assure à la Société ARCO Chemical une croissance impressionnante. La Société, désormais cotée en bourse, offre de larges opportunités. Nous attachons une grande importance au développement ainsi qu'à la formation de notre personnel. Notre structure faiblement hiérarchisée permet d'envisager une évolution de carrière rapide.

Notre recrutement se fait dans de multiples domaines : Production, Recherche/Développement, Assistance Technique, Ingénierie, Ventes et Marketing, Finance/Comptabilité, Informatique. Titulaire d'un diplôme de valeur, parlant couramment l'anglais ainsi qu'une autre langue européenne, ayant de préférence une expérience multinationale, vous possédez les atouts pour nous rejoindre.

ARCO Chemical sait reconnaître les résultats obtenus par ses collaborateurs en leur déléguant des responsabilités accrues et en leur offrant une rémunération attractive.

Si vous désirez poser votre candidature, veuillez envoyer un CV détaillé à Diane Colley, Human Resources Manager, ARCO Chemical Europe, Inc. ARCO Chemical House, Bridge Avenue, Maidenhead, Berkshire, SL6 1YR England

Venez découvrir ARCO Chemical sur son stand au Forum Horizon Chimie, les 15 et 16 janvier 1992 à
La Maison de la Chimie
28 bis, rue Saint Dominique
75007 Paris



ARCO Chemical Europe

austria belgium france germany italy the netherlands spain u.k.

UN AVENIR D'AVANCE

FRANCE TELECOM **CNRS**

2 INGÉNIEURS

Notre recherche vise à développer des réseaux pour les réseaux de France Telecom et de définir les méthodes de pose correspondantes. Vos activités, essentiellement tournées vers l'introduction de la fibre optique dans les réseaux de distribution, nécessitent de nombreux contacts avec les Industriels et les Services de la Direction Générale de FRANCE TELECOM. Les besoins d'harmonisation vous conduiront à participer aux travaux de normalisation européenne et internationale.

Vous devez avoir une bonne motivation pour l'exercice d'une activité technique. De bonnes connaissances dans les domaines suivants seront appréciées : structure des réseaux, transmission sur câbles, résistance et vieillissement des matériaux, anglais.

Pour le premier poste, plutôt tourné vers le développement des câbles, le recrutement d'un débutant, dont la formation bonne connaissance du domaine est souhaitable.

Pour le second poste, plutôt tourné vers la pose des câbles, le recrutement d'un débutant, dont la formation serait du type Arts et Métiers, est tout à fait envisageable.

Merci d'adresser vos candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) à : GNEHAA, Service du Personnel
2, rue de Trégastel - BP 40 - 22301 LANNNON
Réf. CSD

ETAP vous souhaite
une moisson de bonnes nouvelles pour l'année 1992

De notre côté nous avons le plaisir de vous annoncer déjà deux bonnes nouvelles :

- la venue à Paris d'Annie SANTAMARIA qui intègre la Direction du Cabinet
- l'arrivée de Patrick EVEN qui prend la Direction d'ETAP Bordeaux.

Notre équipe ainsi renforcée espère partager avec vous de nombreuses autres bonnes nouvelles ...

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75015 Paris

etap

PUBLIPANEL

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

مكتبة الأصل